

ENTRETIEN AVEC
CARLOS FUENTES

le COURRIER de l'UNESCO

JANVIER 1992



L'ENJEU DÉMOGRAPHIQUE



BELGIQUE : 160 FB. CANADA : 5,75 \$. CÔTE D'IVOIRE : 1540 CFA. CAMEROUN : 1760 CFA. GABON : 1760 CFA. MAROC : 1760 CFA. SUISSE : 6,90 FS. PORTUGAL : 700 ESC.

M 1205 - 9201 - 22.00 F



confluences

Pour cette rubrique « Confluences », envoyez-nous une photo (composition photographique, peinture, sculpture, ensemble architectural) où vous voyez un croisement, un métissage créateur, entre plusieurs cultures, ou encore deux œuvres de provenance culturelle différente, où vous voyez une ressemblance, ou un lien frappant. Accompagnez-les d'un commentaire de deux ou trois lignes. Nous publierons chaque mois l'un de vos envois.



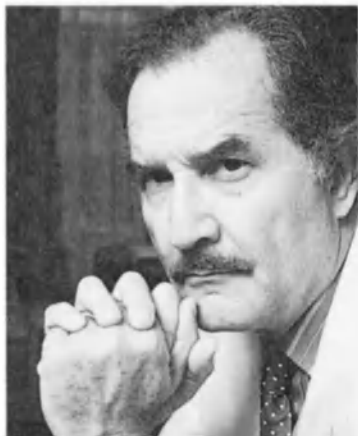
Sur la Route de la Soie

1990, peinture acrylique sur bois et feuille d'or
triptyque (74 x 80 cm)
de Luis López Casado, alias Monseñor

Dans un style évocateur à la fois du Moyen-Âge européen et de l'Antiquité gréco-romaine, ce triptyque du peintre espagnol Monseñor révèle, comme un trésor caché, la puissante séduction d'une femme orientale à l'attitude hiératique.

8

Entretien avec
CARLOS FUENTES



le COURRIER
de l'UNESCO



45^e ANNÉE

Mensuel publié en 35 langues et en braille

« Les gouvernements des États parties à la présente Convention, au nom de leurs peuples déclarent :

Que, les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix...

...Qu'une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et que, par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité.

...Pour ces motifs (ils) décident de développer et de multiplier les relations entre leurs peuples en vue de se mieux comprendre et d'acquiescer une connaissance plus précise et plus vraie de leurs coutumes respectives... »

(Extrait du préambule de la Convention créant l'UNESCO, Londres, le 16 novembre 1945)



14

L'ENJEU DÉMOGRAPHIQUE

L'ENJEU DÉMOGRAPHIQUE 14
par Raúl Urzúa

LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE :
DE LA THÉORIE À L'EXPÉRIENCE 17
par Jacques Véron

PAUVRETÉ ET POLLUTION,
UN DANGEREUX TANDEM 18
par Nafis Sadik

ENVIRONNEMENT :
LE FACTEUR HUMAIN 22
par Ronald Lee

ARITHMÉTIQUE DES POPULATIONS 25
par Harold Brookfield

60 MILLIONS DE PERSONNES EN TRANSIT 30
par Alan B. Simmons

L'EXPLOSION URBAINE 34
par Mehdi Amani

MIGRATIONS AFRICAINES 37
par Aderanti Adepoyu

LA MONTÉE DU TROISIÈME ÂGE 40
par Jean-Claude Chasteland

4

UNESCO 1946-1991 :
UN PARCOURS DE
45 ANNÉES (1968-1974)
par Michel Conil Lacoste

12

EN BREF
DANS LE MONDE...

13

HOMMAGE
Hampâté Bâ,
un homme de dialogue
par Diélka Diallo

45

ACTION/UNESCO

NOUVELLES BRÈVES

46

ACTION/UNESCO

MÉMOIRE DU MONDE
Pétra :
la rose des sables
par Jacek Rewerski

49

COUPS DE CŒUR
Disques récents
*par Claude Glayman
et Isabelle Leymarie*

50

LE COURRIER
DES LECTEURS

Notre couverture :
technique mixte, due à
l'artiste français Gaüzère.

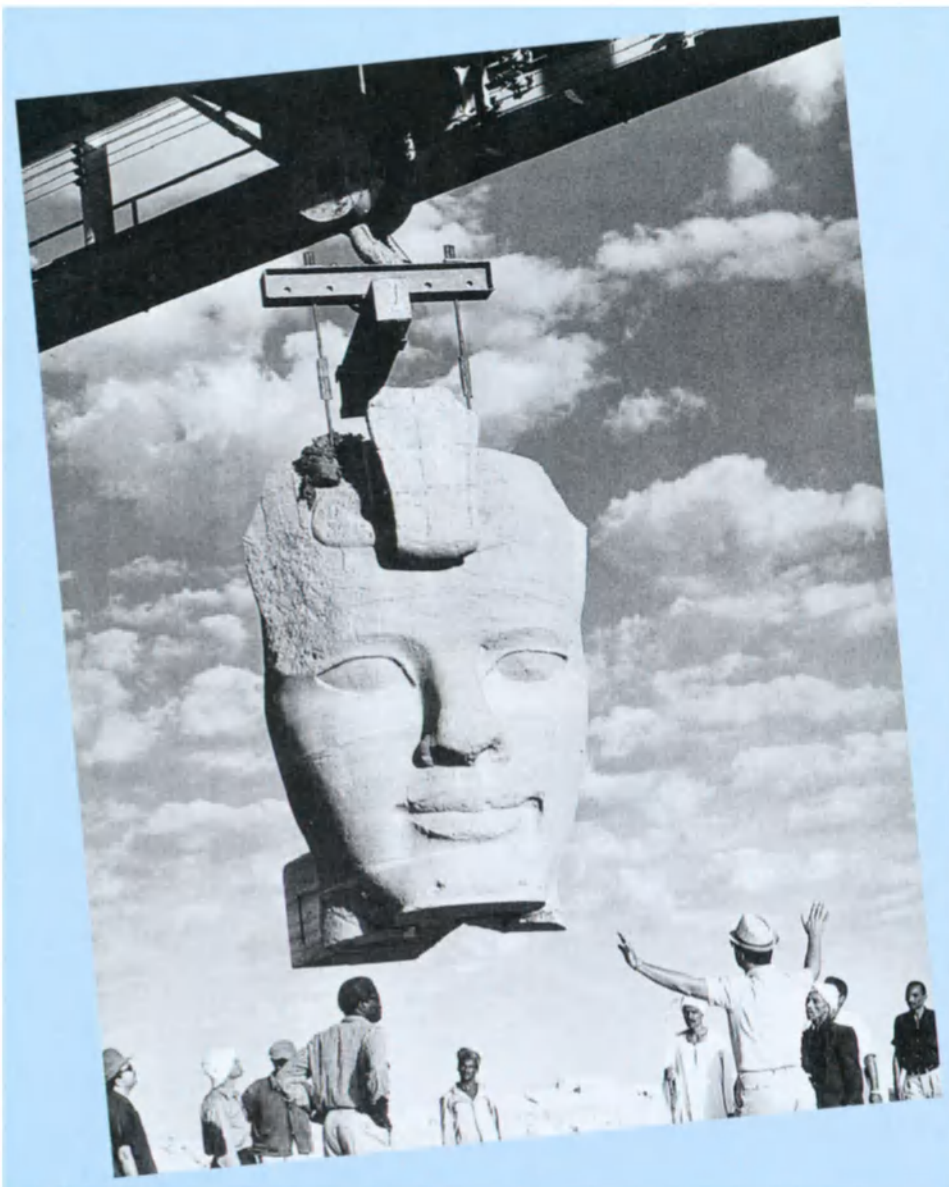
Couverture de dos :
encre sur papier d'aquarelle,
de l'artiste égyptienne
Faouzia Niazi-Lane.

La Rédaction remercie
MM. Raúl Urzúa et
Mehdi Amani de l'aide
qu'ils ont apportée à
l'élaboration de ce
numéro.

UNESCO 1946-1991 : UN PARCOURS DE 45 ANNÉES

par Michel Conil Lacoste

(1968-1974)



La prouesse d'Abou Simbel

1968

Politique générale

- 15^e session de la Conférence générale : premier pas vers la planification à moyen terme, avec la décision de préparer une esquisse de Plan à moyen terme pour 1971-1976.
- René Maheu est réélu pour un nouveau mandat de six ans.
- L'UNESCO compte 125 Etats membres.

Éducation

- 4 nouveaux projets pilotes d'alphabétisation (Ethiopie, Guinée, Madagascar, République-Unie de Tanzanie) ; 3 autres suivront au Venezuela (1968), au Soudan (1969) et en Zambie (1971).
- Publication de l'ouvrage de Philip Coombs, *La Crise mondiale de l'éducation*.
- Création de la Division de la Jeunesse au sein du Secteur de l'éducation (rattachée aujourd'hui au Secteur des sciences sociales et humaines).

Sciences exactes et naturelles

- Paris : Conférence sur l'utilisation rationnelle et la conservation des ressources de la biosphère. Cette première conférence intergouvernementale sur l'environnement allait donner naissance au programme MAB (L'Homme et la Biosphère).

Sciences sociales

- Première édition de l'ouvrage *Le droit d'être un homme*, anthologie préparée sous la direction de Jeanne Hersch.

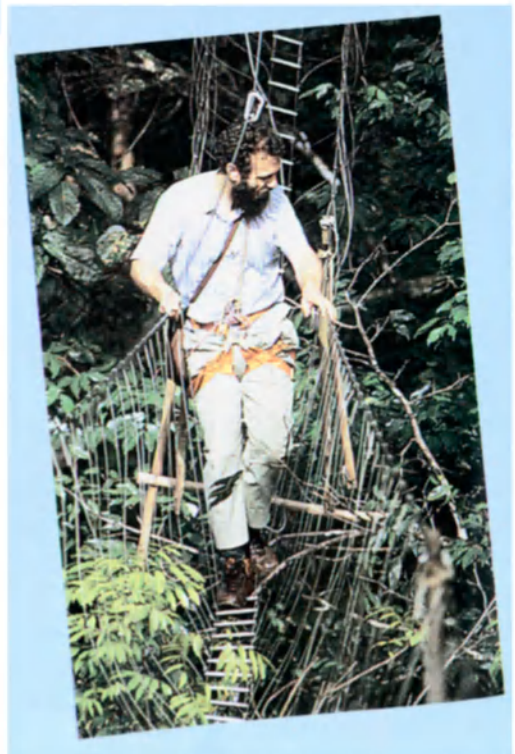
Culture

- Réuni en Italie, le Conseil exécutif étudie le *Rapport de l'UNESCO sur les problèmes de Venise*, premier document à faire le point sur l'ensemble des évolutions menaçant la Cité des Doges. L'ouvrage a été publié ensuite en Italie (Mondadori/UNESCO) et en France (*Sauver Venise*, Robert Laffont/UNESCO).
- Inauguration des temples d'Abou Simbel, reconstruits 64 mètres au-dessus de leur site originel sur la rive du Nil.

Événements

- Colloque sur « Le rôle de Karl Marx dans le développement de la pensée scientifique contemporaine » à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire de sa naissance.

Ci-contre, le déplacement des temples rupestres d'Abou Simbel, spectaculaire réalisation de la Campagne internationale de sauvegarde des sites et monuments de Nubie, lancée en 1960. Ci-dessous, étude de la voûte de la forêt tropicale, riche en espèces animales et végétales. Projet du MAB en Guyane française.



1969

Éducation

- Le Bureau international d'éducation de Genève (BIE), créé en 1925, devenu une Organisation intergouvernementale en 1929, et longtemps dirigé par Jean Piaget (Suisse), est rattaché à l'UNESCO.
- Création par l'URSS du Prix Nadejda K. Kroupskaïa pour contribuer au programme de l'UNESCO de lutte contre l'analphabétisme. Quatre autres prix internationaux visant à encourager des initiatives en matière d'alphabetisation sont actuellement décernés : le Prix Association internationale pour la lecture, le Prix Noma, le Prix Iraq d'alphabetisation et le Prix Roi Sejong.

Sciences exactes et naturelles

- Colloque international, organisé par l'UNESCO, sur l'origine de l'homme moderne.

Communication

- Montréal : une réunion d'experts jette les bases d'un plan de recherches à long terme sur les progrès techniques des moyens de communication et les effets des médias de masse dans la société contemporaine.

Événements

- Lanza del Vasto parmi les participants du Symposium « Vérité et non-violence dans l'humanisme de Gandhi ».
- Buenos Aires : décerné pour la première fois, le Prix UNESCO d'architecture est attribué au Japonais Morozumi. Cette récompense, décernée tous les trois ans dans le cadre des congrès de l'Union internationale des architectes (UIA), distingue des œuvres s'inspirant particulièrement des finalités de l'Organisation.

1970

Politique générale

- Le « 5^e bâtiment », rue Miollis, est inauguré en présence du chef de l'Etat du pays hôte, Georges Pompidou, Président de la République française.
- Le Directeur général décide de créer une « Table ronde du Secrétariat » habilitée à discuter d'éventuelles améliorations concernant les programmes, les structures et les relations humaines au sein du personnel.

Éducation

- Année internationale de l'éducation, marquée notamment par la publication de la brochure

de Paul Lengrand, *Introduction à l'éducation permanente*.

- Népal (zone de Gandaki) : début du projet expérimental pour l'égalité d'accès des jeunes filles et des femmes à l'éducation primaire, avec l'assistance financière de la NORAD (Agence norvégienne pour le développement international).

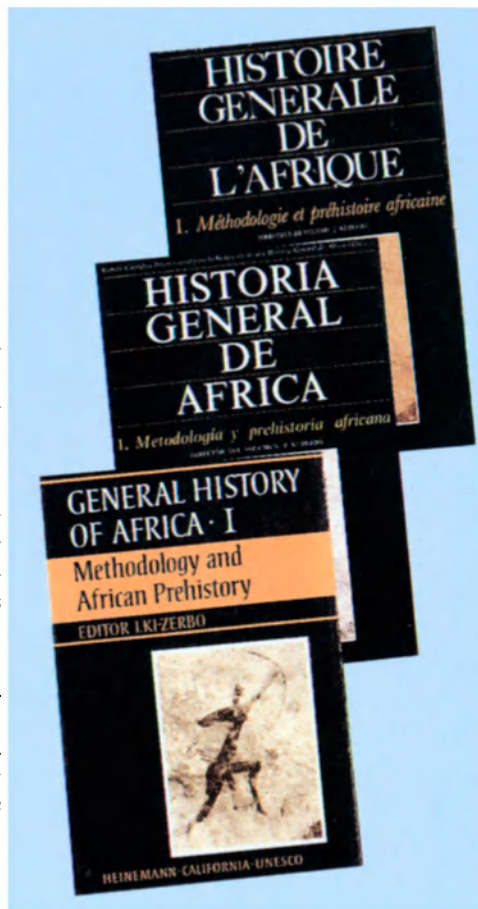
Sciences exactes et naturelles

- Politiques scientifiques : réunis au siège de l'UNESCO, 170 ministres et délégués de 30 Etats membres européens débattent de l'importance respective à accorder à la recherche appliquée et à la recherche fondamentale (MINESPOL).
- Publication de *l'Atlas climatique de l'Europe* conjointement avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM), premier d'une série couvrant les différents continents.
- Publication de la *Carte de la végétation de la région méditerranéenne*.

Sciences sociales

- Publication de la première partie de l'étude monumentale sur les *Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines*. Ce premier volet traite, entre autres, de la sociologie, la science politique, la psychologie, la science économique, la démographie et la linguistique. La deuxième partie, qui paraîtra en 1978, porte sur l'anthropologie, l'histoire, l'esthétique et l'art, le droit et la philosophie. Parmi les auteurs : Jean Piaget, Stein Rokkan, Paul Ricœur, Mikel Dufrenne, Maurice Freedman, Geoffrey Barraclough.

Le tome I de *l'Histoire générale de l'Afrique* paraît en 1980. Cinq volumes ont été publiés à ce jour en français.



Culture

- Venise : Conférence intergouvernementale sur les aspects institutionnels, administratifs et financiers des politiques culturelles ; cette conférence, qui consacre l'émergence, vers la fin des années soixante, des notions de « développement culturel » et de « dimension culturelle du développement », donnera naissance à une série de conférences intergouvernementales par région : Eurocult (Helsinki 1972) ; Asiacult (Yogyakarta 1973) ; Africacult (Accra 1975) ; Americacult (Bogotá 1978), Conférence des ministres arabes de la Culture-Alecso (Bagdad 1981).
- Adoption de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'exportation, l'importation et le transfert de propriété illicites des biens culturels — un trafic qui trop souvent dépouille des peuples entiers de leur mémoire.
- Lancement du programme d'études des cultures slaves.

L'environnement en question

1971

Politique générale

- Le Portugal annonce son retrait de l'Organisation (effectif fin 1972). Il rejoindra à nouveau les rangs de l'UNESCO en 1974.
- Un vote du Conseil exécutif décide que le gouvernement de la République populaire de Chine est le seul représentant légitime de la Chine à l'UNESCO. Une décision similaire avait été prise antérieurement par les Nations Unies.

Sciences exactes et naturelles

- Première réunion du Conseil international de coordination du Programme MAB. Ce programme intergouvernemental et interdisciplinaire vise à développer les connaissances scientifiques concernant la gestion rationnelle des ressources naturelles et leur conservation. Plus de 10 000 chercheurs de quelque 110 pays participent à cet effort mondial pour concilier les exigences du développement avec le respect de l'environnement et de ses ressources.
- Conférence intergouvernementale pour l'établissement d'un système mondial d'information scientifique (UNISIST), organisée en coopération avec le Conseil international des unions scientifiques.

Culture

- Première session du Comité scientifique international pour la rédaction d'une *Histoire générale de l'Afrique* (39 membres, dont les deux tiers sont africains).

Communication

■ Une enquête réalisée dans 11 pays africains sur les possibilités pratiques du développement d'une presse écrite rurale prélude au lancement d'une série de journaux ruraux sur le continent. L'année suivante, le premier journal rural en bambara paraîtra au Mali, avec l'assistance de l'UNESCO.

Protection du patrimoine

1972

Politique générale

- La Conférence générale adopte la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. Entrée en vigueur en 1975, celle-ci sera opérationnelle en 1978 avec l'inscription de 12 premiers sites sur la Liste du patrimoine mondial et l'octroi des premiers soutiens financiers du Fonds affecté à sa sauvegarde.
- La République démocratique allemande devient le 130^e Etat membre de l'UNESCO.

Éducation

- Le rapport *Apprendre à être*, établi par la Commission internationale pour le développement de l'éducation sous la présidence d'Edgar Faure (France), donnera une vigoureuse impulsion à la réflexion sur l'éducation dans le monde.
- Création à Bucarest du Centre européen pour l'enseignement supérieur (CEPES).
- Lancement du réseau d'innovation éducative pour le développement en Asie (1972) ; suivront l'Afrique (1976), le Sud-Est européen (1977), les Caraïbes (1979) et les Etats arabes (1981).
- Lancement de *Perspectives*, revue trimestrielle de l'éducation, qui sera publiée en 7 langues.

Culture

- Etude des cultures : adoption d'un Plan décennal pour l'étude de la tradition orale et la promotion des langues africaines (inventaire, collecte, transcription, matériel de base).
- Premier Festival des arts du Pacifique (Fidji) ; d'autres suivront en 1976 (Nouvelle-Zélande), 1980 (Papouasie-Nouvelle-Guinée), 1985 (Tahiti), 1988 (Australie). Le 6^e est prévu pour 1992 aux Iles Cook, devenues Etat membre de plein droit en 1989.
- Etude des cultures : création de deux collections : *América latina en su cultura* (6 volumes parus à ce jour, consacrés respectivement à la littérature, aux arts plastiques, à l'architecture, etc.) ; *El mundo en América latina* (3 volumes consacrés aux différentes composantes ethno-culturelles de la population latino-américaine).

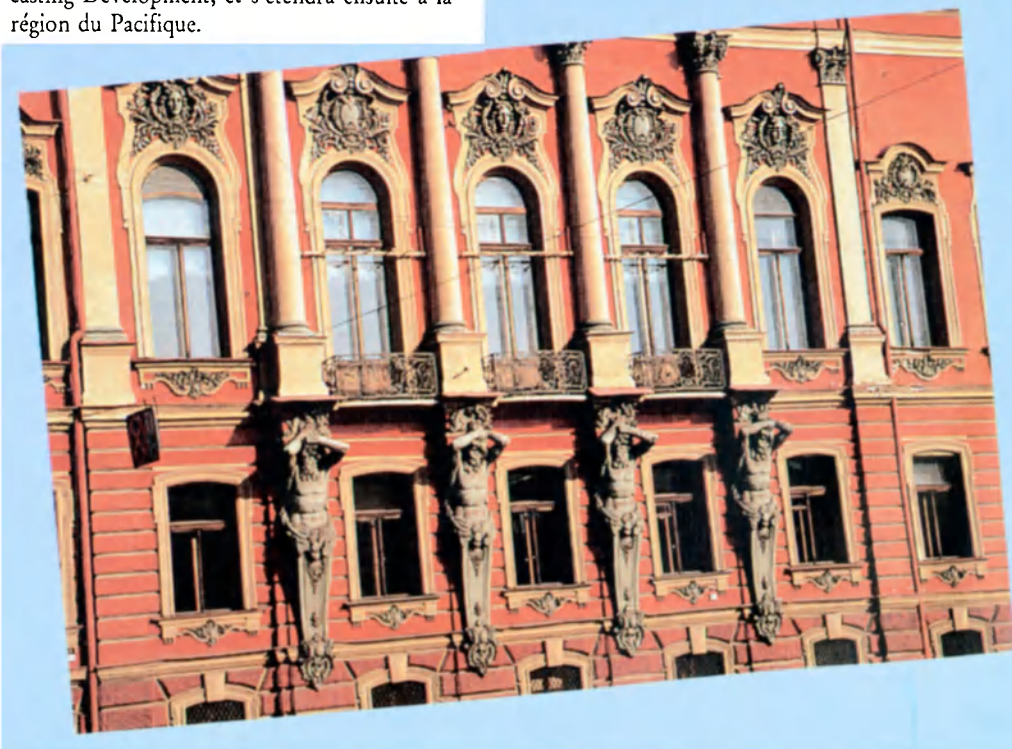


Kibaru (« Nouvelles »), journal rural en bambara publié au Mali.

- L'Année internationale du livre est marquée par le lancement d'un programme à long terme de développement du livre et de la lecture.

Communication

- Première enquête de l'UNESCO sur la circulation internationale des programmes de télévision.
- Mission de consultants aux Caraïbes pour le lancement d'une enquête multimedia sur le développement des moyens de communication dans la région, qui aboutira notamment à un programme de formation de journalistes et de techniciens des médias et à la création d'une agence de presse (CANA).
- Démarrage d'un programme de formation de spécialistes de radio et télévision en Asie, qui permettra la création de l'Asian Institute for Broadcasting Development, et s'étendra ensuite à la région du Pacifique.



Le centre historique de Saint-Petersbourg, un des sites de la Liste du patrimoine mondial.

1973

Éducation

- Création à Beyrouth d'un Bureau régional d'éducation pour les Etats arabes, s'ajoutant à ceux de Dakar, Bangkok et Santiago du Chili ; le financement des projets UNESCO-PNUD de formation d'enseignants atteint pour l'année 22 millions de dollars des Etats-Unis.
- Naissance du Conseil international d'éducation des adultes (CIEA).

Sciences exactes et naturelles

- Première session du Conseil du Programme international de corrélation géologique (PICG). Ce programme, mis en œuvre conjointement avec l'Union internationale des sciences géologiques, vise à mieux comprendre l'histoire de l'écorce terrestre et l'origine des ressources naturelles.
- Publication, conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du *Manuel international sur l'irrigation, le drainage et la salinité*.

Culture

- Le Directeur général nomme un spécialiste comme son représentant personnel pour lui faire rapport sur les modifications apportées à la ville sainte de Jérusalem depuis 1968.
- Belgrade : Un séminaire jette les bases d'un programme d'études interculturelles qui met l'accent sur les phénomènes d'interaction culturelle et complète les traditionnelles études de cultures par régions poursuivies de longue date à l'UNESCO.

1974

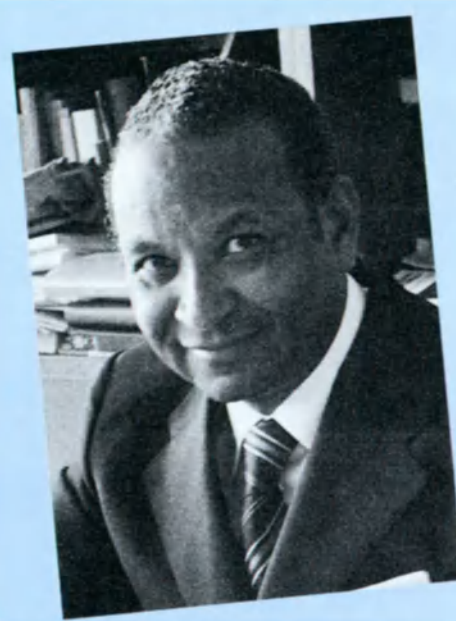
Politique générale

- Amadou-Mahtar M'Bow (Sénégal) est élu Directeur général.
- La Conférence générale accorde le statut d'observateur à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et aux mouvements de libération africains reconnus par l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA)
- La question de Jérusalem : condamnation d'Israël par la Conférence générale.
- Le refus de la Conférence générale d'inclure Israël dans la région Europe conduira les États-Unis à suspendre le versement de leur contribution ; cette situation prendra fin en 1977 avec le règlement des arriérés.

Sciences sociales

- La Conférence générale adopte la Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, ainsi que la Recommandation révisée concernant l'enseignement technique et professionnel.
- Lancement du programme interdisciplinaire sur « L'homme et son environnement — l'habitat humain ». Ce programme relève des sciences sociales, de la culture et des activités concernant

L'aide à l'artisanat d'art est une des priorités du Fonds international pour la promotion de la culture.
Ci-dessous, dragons en terre cuite de Kasongan, Java.



Amadou Mahtar M'Bow, Directeur général de l'UNESCO de 1974 à 1987.

le patrimoine culturel, et comporte une composante « architecture » (histoire et évolution des formes architecturales dans les différentes aires culturelles, perspectives offertes par leur influence sur la construction moderne, etc.)

Culture

- Création du Fonds international pour la promotion de la culture, avec pour objectifs la promotion des valeurs culturelles, l'aide à la création artistique et la coopération culturelle, régionale et internationale. Bilan à ce jour : près de 400 projets réalisés dans 92 États membres pour un montant global approchant 3,5 millions de dollars, financé sur le revenu de contributions volontaires.
- La Conférence générale autorise un programme d'études sur les cultures arctiques.

Communication

- La notion de « droit à communiquer », formulée dès 1969 par Jean d'Arcy, est mise à l'étude dans les programmes de l'UNESCO. L'importance de ce droit vient notamment de ce qu'il peut être considéré comme conditionnant l'exercice de quantité de droits individuels déjà établis (droits de réunion, d'association, d'affiliation syndicale, etc.) et de la portée croissante — mais peut-être à double tranchant — que lui confèrent les progrès des nouvelles technologies de la communication.

Événements

- Le pape Paul VI décerne à l'UNESCO le prix Jean XXIII pour la paix.



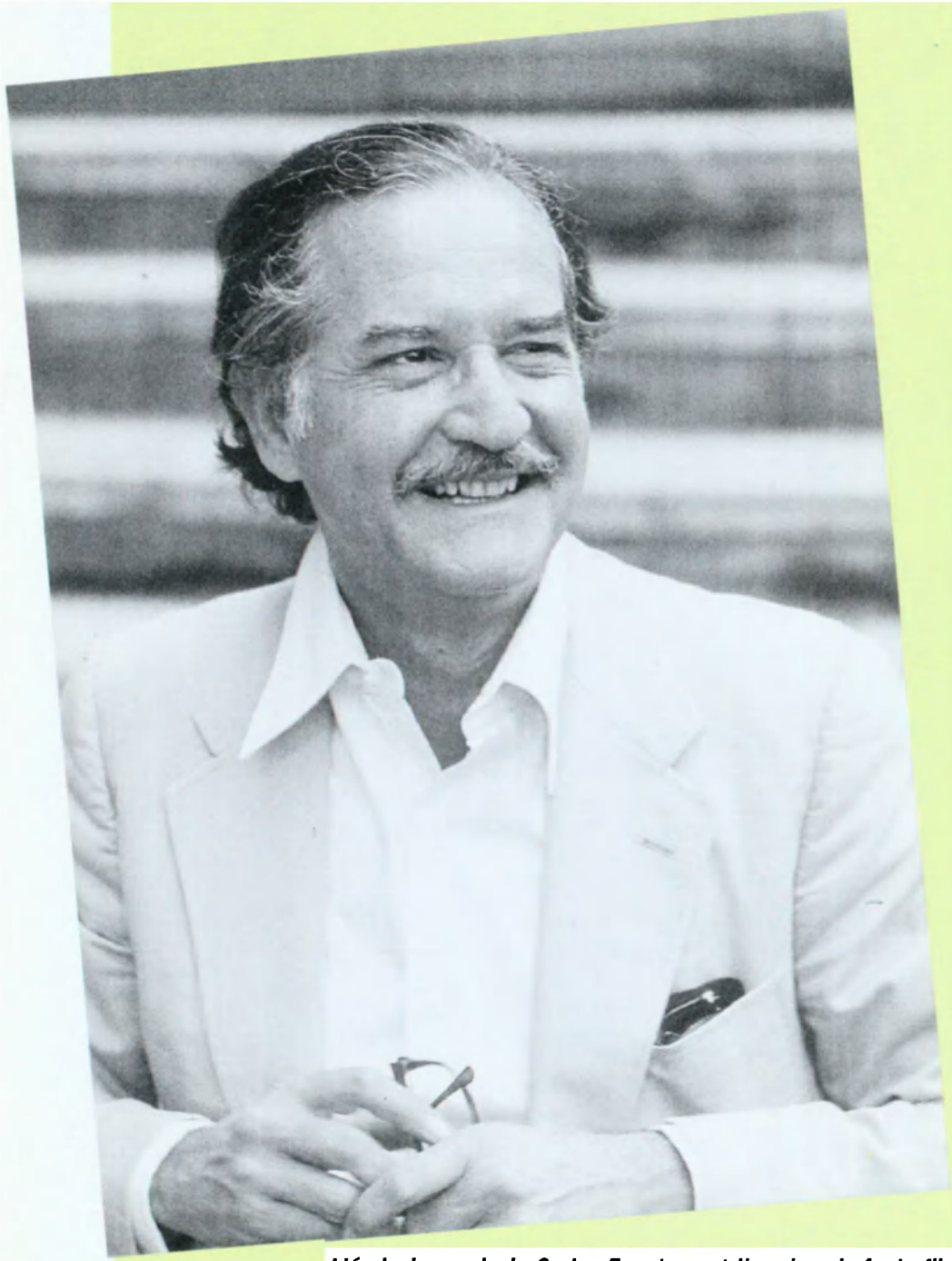
Le Programme International de corrélation géologique (PICG), lancé en 1973.



A SUIVRE...

CARLOS FUENTES

répond aux questions de Fernando Ainsa



L'écrivain mexicain Carlos Fuentes est l'un des chefs de file de la littérature latino-américaine contemporaine. Dans ses romans et ses récits, où les mythes préhispaniques rejoignent l'histoire récente pour définir l'« identité mexicaine » depuis la révolution de 1910, il s'interroge sur les rapports complexes qu'entretient son pays avec l'Espagne et récapitule les épisodes les plus significatifs d'une histoire partagée depuis 1492 — une réflexion d'actualité en cette année célébrant le 500^e anniversaire de la rencontre de l'Ancien monde et du Nouveau.

■ *Dans un article prémonitoire de 1982, vous vous demandiez si l'Europe et l'Amérique latine ne pourraient pas unir leurs efforts pour échapper à la double hégémonie qui scindait alors le monde en deux. Il s'agissait d'inventer un monde « multipolaire » où personne ne serait le satellite de personne et où chacun pourrait imprimer la marque d'un génie civilisateur polyculturel et multiforme. Les événements semblent aller dans le sens que vous souhaitiez...*

— Dès les années 50, alors que nous étions encore étudiants, les gens de ma génération sentaient que nous étions coincés inutilement et stérilement entre deux blocs, deux superpuissances, deux idéologies qui s'excluaient mutuellement, exigeant une loyauté totale, et sacrifiant surtout la diversité et la multiplicité des apports de tous les pays, de toutes les cultures qui refusaient le choix brutal entre communisme et capitalisme, entre l'Union soviétique et les Etats-Unis.

La guerre froide, en Amérique latine, ne fut pas une plaisanterie. Au nom des idéologies qui s'affrontaient et en fonction des attitudes des grandes puissances, beaucoup de possibilités politiques et culturelles ont été gâchées. La première manifestation visible de la guerre froide chez nous a été l'intervention étrangère au Guatemala, en 1954. Il faut rappeler que ce pays venait de connaître successivement deux gouvernements démocratiquement élus — ceux d'Arévalo et d'Arbenz. L'expérience fut brutalement interrompue. Résultat : plus de trente années de génocide, de répression et de démocratie bafouée au Guatemala. Bien d'autres pays ont connu ce type de drame, sans parler de ceux où de fortes pressions se sont exercées, et de ceux dont on a appuyé les régimes dictatoriaux.

La guerre froide s'est soldée par un énorme gâchis politique, mais surtout culturel, en Amérique latine comme en Afrique ou en Asie. On a refusé au tiers monde la possibilité de faire entendre sa voix et de contribuer à un monde plus riche que ne le permettait le choix binaire entre Moscou et Washington.

C'est pourquoi l'émergence de la « multi-

Il faut défendre et faire fructifier la vie et les valeurs qui lui donnent son prix : l'art et l'amour, la solidarité et la culture.

polarité » — que bon nombre de Mexicains de ma génération réclament depuis près de 40 ans — fut un motif de réjouissance, mais de réjouissance mesurée. Nous venons d'assister à l'effondrement de théories politiques et de systèmes économiques qui n'avaient pas grand-chose à voir avec nos problèmes réels, mais nous savons bien que la transition du manichéisme bipolaire au pluralisme ne sera pas facile. Après l'euphorie de la chute du mur de Berlin et des dictatures communistes sclérosées d'Europe de l'Est, nous commençons à mesurer l'ampleur des périls qui menacent, et des obstacles qui obstruent le passage de la bipolarité à la multipolarité.

■ *Plutôt qu'à l'avènement d'un monde multipolaire, n'est-ce pas à la résurgence des nationalismes ethniques et des particularismes des minorités que nous assistons désormais ?*

— Je crois que l'accouchement de ce monde multipolaire est difficile. Je ne m'attendais pas à ce qu'il en soit autrement ; il sera toujours difficile d'imposer la diversité culturelle comme valeur porteuse de réalités politiques nouvelles. Au fond, nous sommes tous penchés sur les pages blanches du 21^e siècle en nous demandant avec effroi s'il y a bien eu un 20^e siècle, si nous n'avons pas plutôt vécu la prolongation contre nature du 19^e siècle, avec ses conflits idéologiques, ses nationalismes exacerbés et ses illusions de progrès.

Le 20^e siècle a cru également aux promesses d'une humanité perfectible grâce au progrès et d'une liberté totale, y compris celle de faire le mal. C'est le siècle des lumières scientifiques et des ombres politiques, le règne universel de la technologie, mais aussi de la violence, de la crise des idéologies.

■ *Crise des idéologies ou crise d'une certaine conception de l'Etat ?*

— Effectivement, il y a selon moi une crise de l'idée d'Etat-nation qui préside à la politique mondiale depuis 1917, même si nous avons en Amérique latine un énorme avantage : la nation et la culture coïncident, ce qui n'est pas évident en URSS, pas plus qu'au Canada, en

Irlande et même en France et en Espagne, où il y a un certain décalage entre l'idée de la nation et son expression culturelle.

En Amérique latine, nous avons su créer dans chaque Etat une « polyculture », une société multiraciale qui pose certes des problèmes, mais où la coexistence de plusieurs cultures au sein d'une même nation n'est pas remise en question. Les nations de notre Amérique sont fondées sur le métissage, et celui-ci repose sur l'intégration, non l'exclusion. Chaque fois que nous avons voulu pratiquer l'exclusion, nous avons échoué, et chaque fois que nous avons pratiqué l'intégration, nous nous sommes enrichis. C'est la logique même de notre expérience culturelle, qui depuis le 16^e siècle est celle de l'ouverture aux apports extérieurs.

Cette capacité d'intégration nous vient de nos racines ibériques, de cette péninsule où coexistaient les cultures chrétienne, musulmane et judaïque, et qui a connu tant d'invasions et de conquêtes. Il est remarquable de constater que cette même année 1492, où la vocation d'accueil de l'Espagne semble marquer le pas avec l'exclusion des juifs et la conquête du royaume de Grenade, est aussi celle de la découverte de l'Amérique : le 12 octobre 1492, les premiers contacts avec les civilisations précolombiennes ouvraient la perspective de nouveaux mélanges d'une richesse insoupçonnée.

Il ne s'agit pas de minimiser les crimes commis envers les populations indigènes, mais je crois que ce qui a prévalu malgré tout, c'est finalement la tendance au métissage et à l'intégration culturelle, si bien que nation et culture coïncident et se renforcent mutuellement.

En Amérique latine, nous parvenons tant bien que mal à vivre et concevoir un monde où les valeurs, au lieu d'être étouffées dans le choc des contraires, s'exaltent dans la vigueur communicative d'une réalité multiculturelle. Car les valeurs ne sont pas dissociables du contexte culturel qui les a nourries. Et le respect, la connaissance et l'acceptation de ces valeurs signifie le respect, la connaissance et l'acceptation de ce qui est « différent », même s'il prétend nous nier. L'« autre », celui qui me

nie, me structure et m'enrichit en me permettant d'être réceptif à tout ce qui n'est pas moi. La résolution de l'un par l'autre, la transformation du moi au contact de ce qui est étranger, différent, cela fait partie du passionnant défi que nous propose le monde métissé et multipolaire vers lequel nous nous dirigeons inéluctablement.

■ *Mais la bipolarité n'était-elle pas, par ailleurs, une forme de protection pour de nombreux pays du tiers monde, une situation qui leur permettait de se protéger d'une grande puissance en s'appuyant sur l'autre, d'être présents sur la scène mondiale ? Aujourd'hui, on sent, notamment en Amérique latine, le désarroi d'être ainsi livré à soi-même. Certains, il est vrai, voient l'aspect positif de la chose et se réjouissent qu'enfin le tiers monde puisse assumer ses propres problèmes et tenter de les résoudre lui-même.*

— Bien sûr, et cela ne vaut pas seulement pour le tiers monde ; cela vaut aussi pour l'Union soviétique par exemple, et même pour les Etats-Unis, obligés eux aussi de se pencher sur leurs problèmes intérieurs au lieu d'élaborer des stratégies globales pour les autres.

En ce qui nous concerne, nous devons, nous les Latino-américains, balayer devant notre porte ou, comme on dit chez nous, « nous gratter avec nos propres ongles », car nous sommes seuls à pouvoir résoudre nos problèmes. Nous devons cesser de nous flageller comme les éternelles victimes de l'histoire. Moi, franchement, je n'ai pas du tout le sentiment d'être une victime. Je crois que nous pouvons affirmer notre personnalité en toute indépendance, dans les domaines de la politique et de l'économie, comme nous l'avons fait pour la culture.

Je ne sous-estime nullement nos problèmes d'échanges, de commerce extérieur ou de dette, mais il me semble qu'il y a toute une série de problèmes essentiels que nous pouvons résoudre nous-mêmes et qui ont trait à l'agriculture, à l'alimentation et à l'éducation. Un pays qui ne parvient pas à s'alimenter et s'éduquer seul est incapable du grand bond en avant

qu'on attend du 21^e siècle. L'essentiel est d'éduquer notre peuple et, surtout, de lui donner à manger.

Nous sommes la dupe d'un gigantesque malentendu : nous avons cru que les industries du 19^e siècle, avec leurs cheminées d'usine, étaient un gage de prospérité, et que la voie du progrès allait dans cette direction. Nous constatons aujourd'hui que non. Tout cela est complètement dépassé par l'économie du secteur tertiaire, automatisé et hypertechnique, alors que nous nous attardons encore, dans certains pays, à essayer de construire d'énormes complexes industriels qui produisent de la suie et de la fumée.

. Nous devons commencer par nous attaquer aux problèmes locaux, construire la première école, le premier hôpital, la première route. En procédant avec modestie, patiemment, pas à pas.

Nous ne pouvons plus continuer à nousurrer, à nous raconter que les solutions vont venir d'ailleurs. Sinon, nous échouons, comme cela s'est produit à la fin du 19^e siècle, lorsque nous avons opté pour une solution libérale fondée exclusivement sur le commerce extérieur. En vertu de quoi, nous avons enrichi une minorité sans aucun bénéfice pour la majorité. Ici ou là, l'effort de démocratisation d'hommes politiques lucides, comme José Batlle y Ordoñez en Uruguay ou Lázaro Cárdenas au Mexique, a permis d'assainir l'économie et de redistribuer en partie la richesse. Mais presque partout ailleurs, le fossé n'a fait que s'élargir entre les riches et les pauvres. Il ne faut pas retomber dans les erreurs du passé, dans ce cercle vicieux. Or, c'est ce qui risque de se passer si nous n'abordons pas nos problèmes intérieurs à partir de la base.

■ *Croyez-vous que le processus de réduction des contradictions et des antagonismes en Amérique latine soit enfin entamé ?*

— Nous assistons à un changement radical des structures de nos sociétés. Nous avons hérité de structures centralisées qui remontent parfois aux empires précolombiens, qui se sont perpétuées à travers la Conquête, puis dans les républiques. Mais aujourd'hui, je vois se développer un mouvement issu de la base et des « marges » de la société et qui est en train de prendre de vitesse les institutions verticales du passé — l'Église, l'État, l'Armée. Autrement dit, c'est la société civile qui s'apprête à prendre en charge notre histoire, l'ensemble de la

société civile. Et cette société est porteuse de culture, c'est elle qui la crée et la transmet. Or, la culture, c'est ce que nous avons de plus sérieux, de plus durable et de plus fort, c'est ce qui a su résister à la crise, qui est resté intact au milieu de la crise actuelle.

En ce sens, on peut dire que la culture comme réponse aux difficultés de la vie est bien vivante ici en Amérique latine, du Mexique à la Terre de feu. Il s'agit de la culture comme manière de vivre, de penser, de rêver, de lutter, d'aimer, de chanter, de se vêtir, de meubler et décorer sa maison, de se souvenir. Tout cela est extrêmement vivant et, selon moi, extrêmement positif dans la perspective du monde multipolaire où nous allons vivre désormais.

■ *Vous saluez aujourd'hui l'avènement d'un monde multipolaire, Avez-vous cessé de craindre la « balkanisation » de l'Amérique latine ?*

— Les nations de notre continent ont pour elles leur logique interne et leur continuité culturelle. Dans chacune, même quand elle présente la diversité ethnique du Mexique, par exemple, il y a, comme je viens de le dire, coïncidence entre culture et nation, parce que la culture a su intégrer l'apport indigène, ou celui du monde noir dans le cas de Cuba. Cette pluralité culturelle, qui existe au Mexique aussi bien qu'en Equateur ou au Venezuela, fait qu'il n'y a pas le même danger d'implosion des particularismes que l'on observe en URSS, en Tchécoslovaquie ou en Yougoslavie. Je ne crois pas qu'on puisse parler, dans notre situation, de « balkanisation ». Ce n'est pas un problème latino-américain.

Notre « balkanisation » à nous est d'un genre différent. Elle intervient quand il s'agit de dépasser le concept de nation pour élaborer un ensemble régional. C'est là que nous avons échoué.

Nous n'avons eu ni l'imagination, ni la volonté politique suffisante pour transformer l'unité et la continuité culturelle en unité politique véritable. Le contraste entre l'unité culturelle et la désunion politique et économique de l'Amérique latine est préoccupant, car il traduit une incapacité, un vide. Nous n'avons pu réaliser l'union parce que nous avons trop souvent cherché ou imposé des modèles de développement sans grand rapport avec notre réalité culturelle.

Ce qui nous manque, c'est de franchir le pas, entre notre continuité culturelle continen-

tale et une forme d'unité politique et de coopération économique ; de transformer la richesse de nos affinités culturelles en une unité politico-économique tout aussi féconde.

Rappelons-nous ce que disait José Martí : le pays qui ne commerce qu'avec un seul pays est voué à l'esclavage. Il faut nous ouvrir à tous : aux États-Unis, à la Communauté européenne, aux pays du Pacifique et à nous-mêmes enfin ; il faut développer des zones d'intégration et de libre-échange, comme c'est déjà le cas pour l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil avec Mercosur, sans oublier la réactivation du Pacte andin, l'ébauche d'un marché commun regroupant le Canada, le Mexique et les États-Unis, ainsi que les efforts d'union des pays d'Amérique centrale. Il existe en fait de grandes possibilités d'action intra- et extra-régionale, d'ouverture à nous-mêmes et au monde.

■ *Pour en venir à votre travail d'écrivain, vos récits sont fortement marqués par les mythes de l'histoire mexicaine, mythes omniprésents fondateurs d'identité, mais peut-être aussi négateurs d'une évolution souhaitable, tant leur poids écrasant semble compromettre les inévitables changements que la société réclame.*

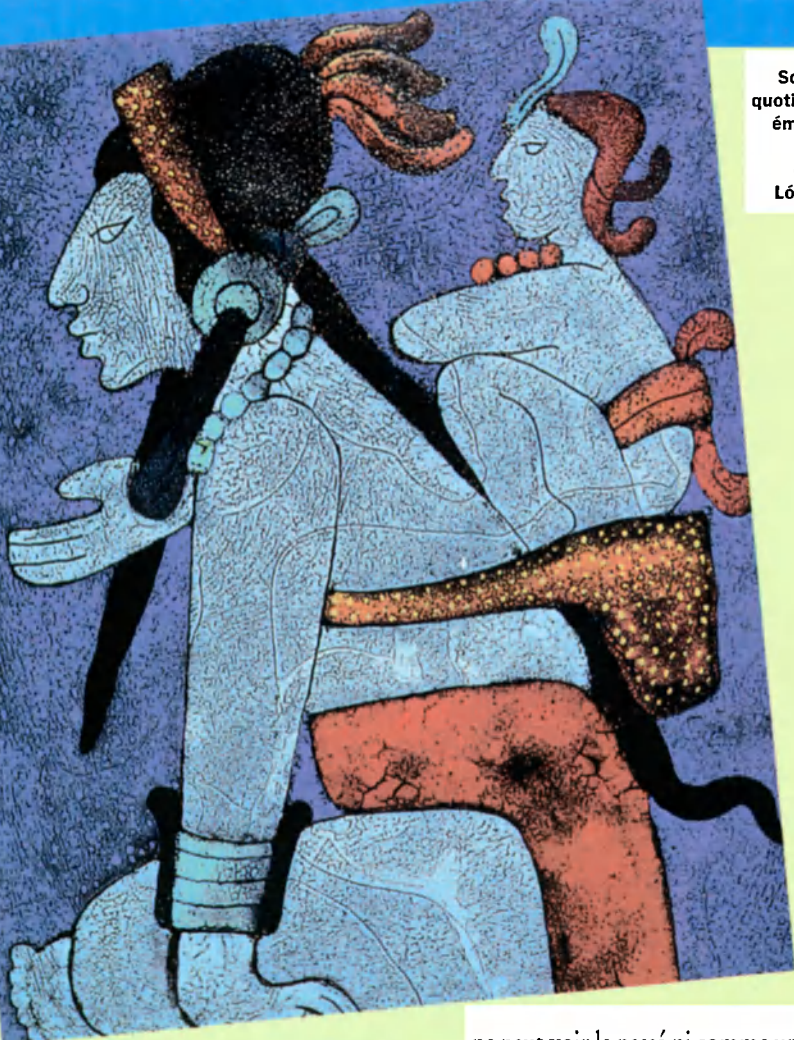
— Les mythes ne sont pas un obstacle au développement, car le mythe devenu matériau littéraire est un instrument idéal pour réaliser quelque chose d'essentiel : imaginer le passé. C'est là la fonction du romancier, alors que celle de l'historien consiste à essayer de le reconstituer fidèlement. Le romancier l'assume, il lui faut réinventer en profondeur ce qui doit redevenir vivant, car le futur n'existe que si le passé existe lui aussi.

Les mythes authentiques sont vivants, ils évoluent et se contredisent, se bousculent, ils ne sont pas inertes, mais dynamiques et s'influencent les uns les autres. La contradiction du mythe reflète celle de la réalité.

Je me suis déjà servi des mythes précolombiens pour les confronter à la réalité du Mexique contemporain. Le passé vit, il nous environne. Ce n'est pas un hasard si c'est à mi-chemin des deux monuments symboles que sont la cathédrale de Mexico et le palais présidentiel qu'on a découvert les vestiges du grand temple des Aztèques. C'est toute une vie, toute une culture qui est ici présente, y compris dans les traces de sang des sacrifices.

On ne peut rien comprendre au Mexique

Scène de la vie
quotidienne maya,
émail sur cuivre
de l'artiste
contemporain
López Rodezno.



si on ignore son passé, mais c'est sans doute vrai aussi pour d'autres pays. Un pays comme l'Argentine, où les cultures indigènes ne sont guère influentes, a trouvé le moyen d'inventer des mythes à partir de l'absence de mythes. Dans ce domaine, l'approche doit être dialectique, ouverte.

Ce qui est évident, c'est qu'il faut remplir le vide du passé. Il faut contrer les hiatus, les béances fantastiques d'une histoire qui n'a pas été racontée, assimilée, transmise. Souvent en Amérique latine, on a cherché à remplir les vides de l'histoire avec les songes de l'utopie. Il y a là un appel à l'imagination pour s'approprier le passé par la création afin de mieux gérer le présent et l'avenir. Votre Directeur général, Federico Mayor, le dit bien : « Il faut savoir imaginer le passé pour bien voir l'avenir. »

■ *L'avenir immédiat, c'est 1992, avec le 500^e anniversaire de la rencontre des deux mondes.* — Il ne s'agit pas de célébrer, mais de réfléchir, sans tomber dans les excès de la critique ou de l'hyperbole auxquels une problématique un peu sommaire pourrait nous inciter. On

ne peut voir le passé ni comme une succession de crimes, ni comme un paradis perdu. Il faut bien voir que, de cette rencontre brutale, nous sommes tous issus, avec tout ce que nous avons réalisé depuis 500 ans. Il y a eu choc des cultures, mais la catastrophe de la conquête nous a enfantés, nous les Indo-américains. D'une certaine manière, nous avons forgé ensemble la culture qui, maintenant, nous unit.

Nous sommes le produit du métissage, de cette langue espagnole que nous parlons en majorité. Nous sommes issus d'une culture catholique, mais imprégnée de syncrétisme religieux, riche d'apports indiens et africains, et qu'on ne peut comprendre dépouillée de ses masques indigènes, puis nègres. Nous avons le visage d'un Occident bigarré, comme dit le poète mexicain Ramón López Velarde, de Maure et d'Azèque, et, j'ajouterais, de Juif et d'Africain, de Romain et de Grec.

La culture indigène des Amériques n'a pas disparu, pas plus qu'elle n'a triomphé : disons qu'elle a survécu pour devenir partie intégrante de ce que José Lezama Lima appelle la « contre-conquête », réponse indienne puis africaine à la mainmise de l'Europe sur l'Amé-

rique. La pureté raciale des conquistadors n'a duré que le temps de la première nuit d'amour entre un Espagnol et une Indienne. C'est ce contact immédiat entre les hommes et les femmes qui distingue la conquête ibérique des autres entreprises coloniales qui n'ont pas connu le métissage.

C'est pourquoi il n'y a aucune raison de s'enfermer dans le désastre initial de la découverte et de la conquête, comme le voudraient certains historiens. Interrogeons-nous plutôt sur notre identité : qui sommes-nous ? Et tentons d'y apporter des réponses.

On ne peut nier la culture que nous avons forgée en 500 ans, sous peine de renoncer à toute activité culturelle dans les 500 ans qui viennent. Voilà pourquoi je crois que 1992 doit être moins une année de célébration que de réflexion sur ce que nous avons été capables de faire, afin d'aller de l'avant au lieu d'écouter — je le répète — les sirènes de l'extrémisme.

■ *Dernière question : que se passera-t-il après 1992 ?*

— Les prochaines années vont poser de grands problèmes, certains planétaires — je pense à l'environnement —, et d'autres découlant du choc de cultures qui s'ignoraient, et des flux migratoires — de main-d'œuvre, de peuples — du Sud au Nord, de l'Est à l'Ouest. Je crois moins à l'affrontement des nations qu'aux problèmes culturels issus de la crainte de l'« autre ».

Le prochain millénaire va, je crois, justifier pleinement l'existence de l'UNESCO et des organisations à vocation culturelle du monde. C'est en leur sein que pourront se résoudre les grandes énigmes de la connaissance : saurons-nous un jour mettre en accord la science, la politique et la morale ? Et cela sans angélisme béat, ni violences criminelles ? Parviendrons-nous à retrouver et à substituer au cercle infernal des illusions et des désillusions, du progrès et de la violence, une réflexion humaine plus compréhensive, que je serais tenté d'appeler la réflexion tragique ?

Le bonheur et l'histoire coïncident rarement. Ne nous leurrions pas, mais ne désarmons pas non plus. Il faut défendre et faire fructifier la vie et les valeurs qui lui donnent son prix : l'art et l'amour, la solidarité et la culture. Et ce n'est pas parce que nous ne savons pas si nous réussissons, qu'il nous faut renoncer à essayer. ■

■ ■ ■
Migrations massives en Europe

Sous l'égide de l'Institut des hautes études de Vienne, de l'Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau de Laxenburg (Autriche) et de l'Institut de prospective de Stockholm, une Conférence internationale sur les migrations massives en Europe se tiendra à Vienne du 5 au 7 mars 1992.

Chercheurs, responsables politiques, hommes d'affaires, journalistes et écrivains d'Europe et d'Amérique du Nord y étudieront, dans des groupes de travail, divers aspects — économiques, sociaux, historiques, géographiques et culturels — des grands mouvements migratoires européens.

■ ■ ■
Ecosite

Le premier salon international des écotecnologies et de l'environnement se tiendra du 7 au 9 janvier 1992 au Centre international des industries et des techniques (CNIT) à Paris. Les visiteurs se verront proposer cinq espaces différents : « stratégie environnement » ; « technologies propres » ; « écoproduits » ; « écoservices — écoconseil » ; « carrefour du mécénat environnement — santé — action humanitaire ».

■ ■ ■
La pyramide populaire

Neuf petites pyramides contenant les restes de gens simples ont été mises au jour

près du grand Sphinx à Guizeh, en Egypte. Les pyramides n'étaient donc pas réservées, comme on le croyait, aux pharaons, aux grands prêtres et aux notables. A peu près au même moment, des archéologues allemands ont annoncé la découverte de la première grande pyramide dans la Vallée des Rois, en Haute-Egypte. Elle date de 1400 av. J.-C. et abrite, selon les inscriptions qui s'y trouvent, le tombeau de Ba-Ran-Nefr, grand prêtre du dieu Amon.

■ ■ ■
Paris dans la préhistoire

D'extraordinaires vestiges archéologiques, exhumés à la faveur des travaux de construction réalisés à Bercy, dans l'Est parisien, prouvent que le site de Paris était habité il y a 6 500 ans. Il s'agit de bouteilles décorées, de vases, de haches de silex poli et d'un arc, mais surtout de trois barques en chêne, dont une est presque intacte. Ces pirogues, qui mesurent entre 3,45 m et 5,35 m, sont les plus anciennes embarcations découvertes en Europe. Elles baignent pour l'instant dans des cuves spéciales emplies d'eau, à l'abri des moisissures, en attendant d'être traitées.

■ ■ ■
Une plante chinoise contre le paludisme

Le premier essai clinique avec l'*arté-ether*, une nouvelle molécule active contre le parasite responsable du

paludisme, a été entrepris aux Pays-Bas sous les auspices du Programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales, géré conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé. Cette substance est un dérivé de l'*artémisine* ou *qinghaosu*, constituant actif de la plante *qinghao* (*Artemisia annua*) utilisée dans la pharmacopée chinoise depuis plus de 2 000 ans pour traiter les fièvres associées au paludisme. Ses propriétés furent « redécouvertes » dans les années 1960 lorsque les autorités chinoises, à la recherche de nouveaux médicaments, ordonnèrent l'examen systématique des plantes indigènes utilisées dans les remèdes traditionnels. En 1972, les chercheurs chinois réussirent à en isoler le principe actif.

■ ■ ■
La planète du poète

C'est officiel : l'Union astronomique internationale donne le nom du poète Arthur Rimbaud (1854-1891) à la planète n° 4635, découverte en janvier 1988 par un astronome de l'observatoire de Haute-Provence.

■ ■ ■
Contre la pollution et pour l'emploi

En s'efforçant de prévenir la dégradation de l'environnement terrestre, on crée des millions d'emplois et

on en créera davantage encore dans les dix années à venir, révèle une nouvelle étude du Worldwatch Institute aux Etats-Unis. Selon Michael Renner, l'auteur de *Jobs in a Sustainable Economy* (L'emploi dans une économie viable), « les moyens mis en œuvre pour produire, consommer et éliminer les déchets sans nuire à l'environnement sont tout à fait favorables à l'emploi puisqu'ils font généralement appel à une main-d'œuvre importante ». La lutte contre la pollution, précise ce rapport, est devenue une véritable industrie. En 1989, plus de 170 milliards de dollars ont été mobilisés en sa faveur dans les dix plus grandes économies de marché. La récupération des déchets est également un secteur florissant, qui emploierait déjà plus de main-d'œuvre aux Etats-Unis que l'extraction du charbon. Il y a deux fois plus de monde dans le recyclage de l'aluminium que dans sa production. Le chômage et la destruction de l'environnement, lit-on dans le rapport, résultent tous deux des mêmes choix économiques. La recherche d'une plus grande productivité — substitution de capital et d'énergie au travail humain — est responsable du chômage structurel, ainsi que d'une exploitation abusive et destructrice des ressources naturelles.

■ ■ ■

Celui qu'on a appelé la « mémoire vivante de l'Afrique », Amadou Hampâté Bâ, naquit au Mali dans une noble famille peule à l'aube du 20^e siècle — « Je suis l'un des fils aînés de ce siècle », aimait-il dire —, et fut membre du Conseil exécutif de l'UNESCO de 1962 à 1970. Il s'est éteint le 15 mai 1991 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Certains, à l'UNESCO, se souviennent encore avec émotion de cet homme au sourire chaleureux et bienveillant, toujours vêtu d'un grand boubou brodé, et que beaucoup appelaient Papa. La phrase qu'il y laissa comme trace de son passage : « En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle », est devenue si célèbre qu'on la cite parfois comme un proverbe africain.

Mais qui se souvient encore des circonstances dans lesquelles elle fut prononcée ?

C'était en 1962, lors d'une réunion où l'on discutait du sauvetage des prestigieux monuments pharaoniques de Nubie, menacés par les eaux du barrage d'Assouan. Après s'être félicité que l'UNESCO s'emploie à sauver des trésors artistiques de valeur universelle, Amadou Hampâté Bâ signala à l'assistance qu'il existait, en Afrique, des monuments tout aussi précieux pour le patrimoine culturel de l'humanité — mais, hélas, beaucoup plus fragiles et périssables : les grands dépositaires des connaissances ancestrales africaines qui, faute de relève, risquaient en disparaissant d'emporter une science irremplaçable. « Dans soixante ans, disait-il, les monuments de pierre de Nubie, même les pieds dans l'eau, seront toujours là, mais nos derniers grands "savants illettrés" — comme il les appelait — auront à tout jamais disparu, et leurs connaissances avec eux. »

Tout au long de son mandat, il ne cessa de plaider pour la collecte systématique de ces enseignements et pour le sauvetage des traditions orales africaines, non seulement en raison de leur valeur culturelle, mais aussi pour la vaste somme de connaissances — historiques, religieuses, philosophiques, scientifiques, littéraires — qu'elles recèlent. Il se plaisait à rappeler cette phrase de son maître à penser, le mystique soufi Tierno Bokar : « L'écriture est une chose et le savoir en est une autre. L'écriture est la photographie du savoir, mais elle n'est pas le savoir lui-même. Le savoir est une lumière qui est en l'homme. Il est l'héritage de tout ce que les ancêtres ont pu connaître et qu'ils nous ont transmis en germe, comme le baobab est contenu en puissance dans sa graine. » Amadou Hampâté Bâ fut sans nul doute l'un de ceux qui contribuèrent le plus, notamment à l'UNESCO, à faire reconnaître les cultures africaines à travers le monde.

Ce que l'on sait moins, c'est qu'il joua souvent, au sein du Conseil exécutif de l'UNESCO, le rôle d'un conciliateur hors pair. Il avait le don de dénouer les situations les plus tendues, en racontant à point nommé tel petit conte, telle historiette africaine où chacun pouvait se reconnaître. Il lui arriva d'obtenir un vote unanime là où quelques instants auparavant les oppositions semblaient irréductibles.

L'écoute et le respect de l'autre, la constante



HAMPÂTÉ BÂ

UN HOMME DE DIALOGUE

par Diélika Diallo

recherche d'une compréhension mutuelle par la voie du dialogue, inspiraient la conduite de cet homme, qui avait l'intolérance en horreur. Il fut sans conteste un grand humaniste africain, ou simplement un grand humaniste, car il échappait aux frontières : « Lorsque nous serons à l'écoute de l'universel, disait-il, nous aurons mérité notre nom d'hommes et notre place dans le concert des nations. »

Le sourcier de la mémoire africaine

Rien pourtant, au départ, ne semblait le désigner pour cette carrière internationale. Il reçut dans son enfance une formation traditionnelle, islamique et africaine — peule et bambara. Son recrutement d'office pour l'école française, à l'âge de douze ans, allait le lancer sur une nouvelle voie : qui sait où elle l'aurait mené si, au moment où il s'appapprêtait à entrer à l'École normale William Ponty de Gorée (Sénégal), sa mère ne lui avait pas intimé l'ordre d'arrêter ses études en français, « qui avaient bien assez duré comme ça ». Il s'inclina, refusant de se joindre aux élèves en partance pour Gorée, ce qui lui valut de la part des autorités coloniales une affectation lointaine, à Ouagadougou. Il y occupa le poste subalterne d'« écrivain temporaire à titre essentiellement précaire et révoicable ». Il y fit pourtant son chemin : dès 1933, il se retrouva premier secrétaire de la mairie

de Bamako et interprète occasionnel du gouverneur de l'Afrique occidentale française.

En 1942, son affectation à l'Institut français d'Afrique noire auprès de Théodore Monod, fondateur et directeur de l'Institut, allait une nouvelle fois infléchir son destin. Depuis son jeune âge, il n'avait cessé de recueillir les traditions orales, partout où il passait, mais là il put enfin s'y consacrer à loisir, se livrant sur le terrain à de longues recherches ethnologiques, historiques et linguistiques. Il publia de nombreux articles, ainsi que *L'Empire peul du Macina*, un ouvrage intégralement fondé sur la tradition orale.

En 1951, Théodore Monod obtint pour lui une bourse de l'UNESCO pour un séjour d'un an en France. Il noua des amitiés solides dans les milieux africanistes et orientalistes de Paris (Marcel Griaule, Germaine Dieterlen, Louis Massignon). Par la suite, il reviendra chaque année en France et donnera une série de conférences à la Sorbonne sur la culture et la civilisation peules. Il publie avec Germaine Dieterlen *Koumen* (1961), un grand recueil de récits initiatiques peuls.

En 1958, à l'indépendance du Mali, il fonde à Bamako l'Institut des sciences humaines. En 1960, il représente son pays à la Conférence générale de l'UNESCO et, en 1962, il est élu au Conseil exécutif de l'Organisation. La même année, il devient ambassadeur du Mali en Côte d'Ivoire et le reste tant que son pays, qui avait rompu avec le Sénégal lors de la dissolution de la Fédération du Mali, a besoin d'un accès à la mer par le port d'Abidjan. Quatre ans plus tard, il démissionne pour se consacrer totalement à sa vocation d'« homme de dialogue culturel et religieux ».

Il publie alors une œuvre considérable, tire de l'oubli les plus beaux textes de la littérature orale peule : *Kaidara*, *L'Eclat de la grande étoile*, *Petit Bodié*, *Njeddo Dewal*, *mère de la calamité*, *La Poignée de poussière* (contes et récits du Mali). En 1974, il reçoit le Grand prix littéraire d'Afrique noire pour son plus célèbre ouvrage, *L'Etrange destin de Wangrin*. Enfin, il met en ordre son monumental fonds d'archives manuscrites, fruit d'un demi-siècle de recherches sur les traditions orales africaines. Une fois reproduit sur microfiches, ce « Fonds Amadou Hampâté Bâ » sera mis à la disposition des bibliothèques parisiennes et africaines intéressées, où il pourra, après publication de certains ouvrages, être consulté par les chercheurs.

Le départ d'Amadou Hampâté Bâ laisse un grand vide dans le monde de la culture africaine et dans le cœur de ceux qui l'ont connu et aimé. Mais sa pensée continue de vivre dans son œuvre et, singulièrement, dans ses mémoires dont le premier livre, récemment paru sous le titre *Amkoullé l'enfant peul* (Actes Sud, Paris septembre 1991), est un témoignage unique sur l'Afrique coloniale au début de ce siècle, vue à travers le regard d'un enfant. ■

DIÉLIKA DIALLO,
traductrice, est assistante administrative à l'Unité
Afrique du Bureau des relations extérieures de
l'UNESCO.

L'enjeu démographique

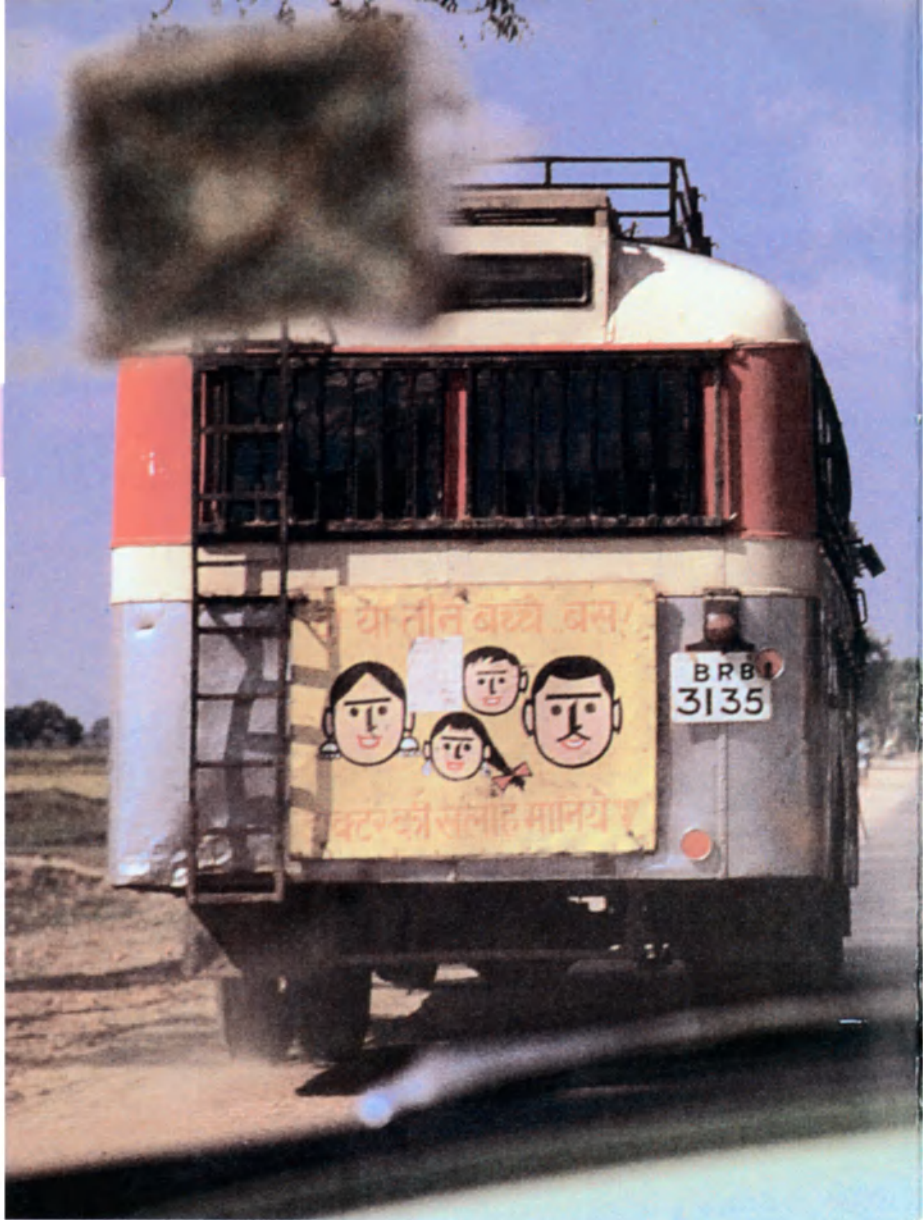
par Raúl Urzúa

La population mondiale, qui se chiffre actuellement à 5,4 milliards d'habitants, va probablement doubler avant de se stabiliser.

Sous l'influence de son premier directeur général, Julian Huxley, la Conférence générale de l'UNESCO a reconnu, dès 1948, que le monde de l'après-guerre aurait à affronter trois grands types de problèmes : le nationalisme, les obstacles au progrès technique et la croissance démographique. La gravité du « problème de la population mondiale » amena Huxley à conclure alors, dans son rapport sur les activités de l'Organisation, que « d'une manière ou d'une autre, il faudra équilibrer la population et les ressources, ou bien la civilisation disparaîtra ».

Dans ce même rapport, Huxley notait, non sans inquiétude, que le chiffre de la population mondiale s'élevait déjà à deux milliards, et que le cap des trois milliards serait certainement franchi à l'aube du 21^e siècle. Prévision bien optimiste, puisque notre planète compte aujourd'hui quelque 5,4 milliards d'habitants et que, selon les projections récentes de l'Organisation des Nations Unies, nous serons sans doute 8,5 milliards en 2025, c'est-à-dire presque trois fois plus nombreux que ne le prévoyait Huxley. Il faut s'attendre à ce que cette croissance démographique ne se stabilise qu'au 22^e siècle, aux alentours de 11,6 milliards d'individus.

L'importance de ces chiffres a conduit certains à classer la croissance démographique « parmi ces problèmes évidents, tels la criminalité, la maladie, l'analphabétisme, la faim et la pauvreté, qui doivent être résolus au moyen de politiques sociales appropriées », comme l'affirmait il n'y a pas si longtemps le Conseil national de la recherche aux Etats-Unis. Depuis, une connaissance plus poussée des rapports qui existent entre les facteurs démographiques, économiques, sociaux, politiques et culturels, a entamé d'anciennes certitudes, mais sans leur en substituer de nouvelles.



aujourd'hui qu'un ralentissement de la croissance démographique assurerait à lui seul une amélioration rapide des conditions de vie des plus démunis. Mais ceux que les mouvements démographiques actuels n'alarment pas outre mesure ne vont pas non plus jusqu'à nier que des taux de croissance plus faibles et une répartition plus équilibrée de la population permettraient de mieux lutter contre le sous-développement et la pauvreté, ainsi que contre les problèmes d'environnement imputables à la pression démographique. Quels sont, dès lors, les correctifs les plus efficaces aux tendances démographiques actuelles ?

Les scénarios possibles

La Conférence mondiale des Nations Unies sur la population (Bucarest, 1974) a vu, à cet égard, s'affronter deux thèses contradictoires. La première, soutenue par la grande majorité des pays en développement, se résumait dans ce slogan : « Le développement est le meilleur des contraceptifs ». Ses partisans affirmaient qu'avec une amélioration du niveau de vie, et des progrès en matière d'éducation, les méthodes de régulation des naissances seraient forcément mieux acceptées et plus largement répandues.

Le point de vue opposé, qualifié de néomalthusien par ses détracteurs bien qu'il s'écartât



considérablement des théories de Malthus, partait du principe que la réduction du taux d'accroissement démographique par la diminution de la fécondité était un préalable, et non une conséquence, du développement. Les tenants de cette thèse préconisaient donc l'organisation de grandes campagnes d'information et de distribution de contraceptifs.

Par ses positions plus nuancées, le Plan mondial d'action sur la population adopté à Bucarest vint atténuer l'âpreté de cette polémique. Cela n'empêcha pas celle-ci de renaître dix ans plus tard, mais dans un contexte politique et idéologique très différent, à l'occasion de la Conférence internationale réunie à Mexico pour évaluer le Plan mondial d'action. Sous un voile néo-libéral, la thèse du « développement d'abord » fut alors soutenue par les Etats-Unis, tandis que les représentants de pays en développement réclamaient cette fois de vigoureux programmes de planification de la famille.

Pour les défenseurs de la thèse néo-libérale, un modèle de développement fondé sur la libre initiative individuelle, et dans lequel le régulateur primordial de l'économie est le marché, reste la seule manière d'assurer un développement durable et de créer les conditions nécessaires pour que les individus et les couples modifient, dans leur propre intérêt, leur conception de la famille

L'Inde a été l'un des premiers pays en développement à lancer des campagnes d'information en faveur de la limitation des naissances. Ces affiches placardées à l'arrière des autobus préconisent la famille à deux enfants.

et choisissent d'avoir moins d'enfants et d'espacer les naissances. Cette transformation de l'échelle des valeurs et des préférences familiales entraînerait une demande de contraceptifs que le marché pourrait satisfaire par ses propres moyens, soutenu de façon marginale seulement par l'action de l'Etat.

Cette règle de la non-intervention de l'Etat s'applique aussi aux migrations internes — toute ingérence des pouvoirs publics risquant de porter atteinte aux libertés individuelles, mais aussi de fausser les mécanismes de l'offre et de la demande de biens et services, ce qui ne ferait en définitive qu'aggraver les problèmes sociaux que l'on prétendait résoudre.

Pour des raisons politiques, les gouvernements partisans de cette thèse font une entorse à leurs principes dans le cas précis des migrations internationales — comme si celles-ci demeuraient étrangères au libre jeu de l'offre et de la demande.

Quant à la thèse favorable aux programmes de planification de la famille, elle paraît justifiée par la rapidité de la transition démographique en Amérique latine ou dans certains pays d'Asie orientale, qui semble contredire l'idée selon laquelle la baisse de la natalité est subordonnée à des changements structurels. Force est de reconnaître, en effet, que celle-ci est tributaire, au moins en partie, de l'évolution des connaissances, des aspirations, des mentalités et des valeurs touchant la procréation.

A partir de là, on a cherché à conclure qu'un programme vigoureux de planning familial pourrait freiner la fécondité en l'absence de réformes socio-économiques importantes. Or une telle conclusion paraît prématurée à ce stade de la discussion. En effet, les études historiques et comparatives qui ont été faites sur la transition démographique ont montré que l'on a peut-être trop insisté sur les facteurs structurels comme préalables à une réduction de la natalité, mais qu'on ne saurait pour autant leur retirer toute importance.

Les leçons de l'expérience

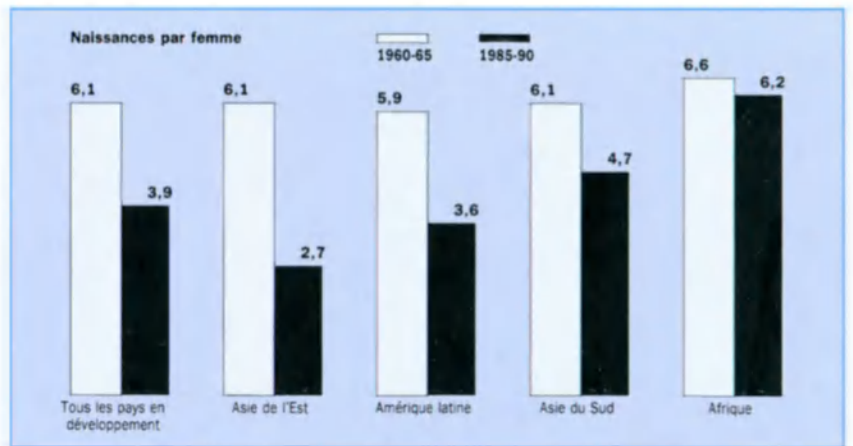
Des indicateurs démographiques et sociaux concernant l'ensemble des pays parus récemment dans *L'état de la population mondiale, 1991*, le rapport annuel du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, il ressort que :

- ce sont les pays les plus pauvres qui ont les taux de croissance démographique les plus élevés ;
- il y a cependant des exceptions : dans certains pays, ces taux sont inférieurs à ce qu'ils auraient pu être, compte tenu du PNB par habitant ;
- à l'inverse, des pays dont les indicateurs économiques sont relativement favorables, présentent des taux d'accroissement démographique et de fécondité élevés ;
- enfin, qu'il existe ou non une politique démographique officielle, le pourcentage des utilisatrices des services de planification familiale est, à quelques exceptions près, supérieur dans les pays relativement plus développés.

On se demande donc par quel moyen, s'il y en a un, on peut réduire de façon significative les taux d'accroissement démographique. Les projections des Nations Unies, selon lesquelles la population mondiale se stabiliserait vers le milieu du 22^e siècle aux environs de 11,6 milliards d'habitants, reposent sur l'hypothèse d'un fléchissement du taux global de fécondité dans les pays en développement, qui passerait de 3,8 à 3,3 naissances par femme d'ici à l'an 2000. Pour y parvenir, le taux d'emploi de contraceptifs, qui est actuellement de 51%, devrait atteindre 59% dans ces mêmes pays. En chiffres absolus, cela signifie qu'il faudra, en l'espace de neuf ans, convaincre 186 millions de femmes de plus d'utiliser des moyens contraceptifs.

L'expérience de ces dernières années montre qu'il est extrêmement difficile de relever le taux d'emploi des méthodes de planification familiale dans de telles proportions. Si l'on excepte l'Amérique latine (Amérique centrale non comprise), les Caraïbes, l'Asie de l'Est et du Sud-Est, les autres régions, qui en définitive contribuent le plus à la croissance démographique mondiale, devraient, pour abaisser leurs taux de fécondité, obtenir une diminution d'au moins 1,1 du nombre moyen de naissances par femme ; dans l'Afrique du sud du Sahara, la fécondité devrait être ramenée de 6,8 à 3,3 naissances par femme, c'est-à-dire à moins de la moitié de ce qu'elle est actuellement.

Bien qu'ils aient été les premiers bénéficiaires de l'aide internationale au cours de ces dernières années, les pays les plus pauvres conservent des taux de natalité élevés. Vu les résultats obtenus, il est évident que les efforts déployés pour endiguer la poussée démographique au moyen de campagnes de distribution de contraceptifs, jointes à des programmes d'information, de communica-



Evolution de la fécondité dans le monde en développement, par région (source : Nations Unies 1990).

tion et d'éducation en planning familial, n'y sont guère efficaces. Cet échec relatif remet sérieusement en question la thèse qui dissocie l'évolution démographique du progrès économique et nous amène à nous interroger sur les autres options possibles.

Vers un développement équitable

En théorie, il y en a trois. La première consiste à fixer d'autorité un nombre maximal d'enfants par famille, ce qui est contraire au paragraphe 29 du Plan mondial d'action sur la population, où il est recommandé à tous les pays de respecter et d'assurer, indépendamment de leurs objectifs démographiques d'ensemble, le droit des personnes de décider librement, en connaissance de cause et en toute responsabilité, du nombre de leurs enfants et de l'espacement des naissances.

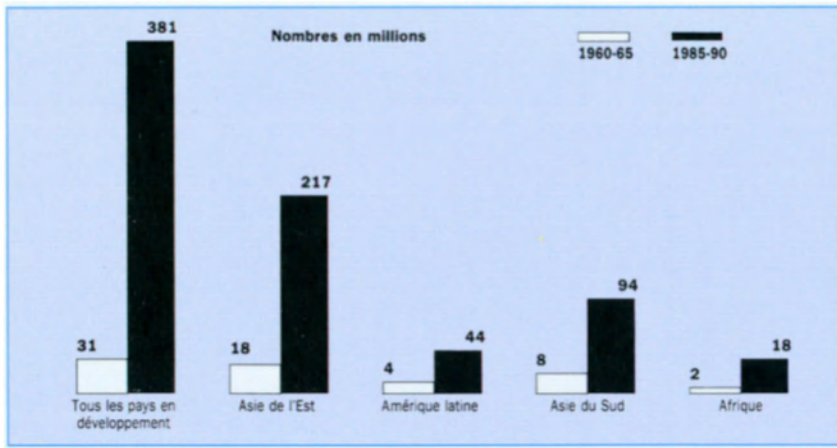
La seconde option consiste à se fier aux vertus miraculeuses de l'économie de marché, en espérant qu'elle tirera rapidement les pays les plus démunis de leur sous-développement, commandera les choix familiaux quant au nombre d'enfants et incitera les secteurs public et privé à répondre plus efficacement à la demande de contraceptifs. On peut s'interroger sur le bien-fondé d'une telle option dans le cas des pays les moins nantis, dont les marchés sont quasiment inopérants et qui se trouvent en concurrence avec des pays industrialisés dont les marchés intérieurs sont fortement protégés et où des barrières commerciales font obstacle à l'importation de produits en provenance des pays en développement.

La troisième option, proposée surtout par des économistes et des experts en sciences sociales des pays en développement, est également défendue par les institutions régionales des Nations Unies, ainsi que par d'éminents spécialistes des pays plus avancés. Elle consiste à faire en sorte que la nouvelle division internationale du travail favorise des échanges plus équitables entre pays développés et en développement et permette, dans le même temps, aux économies nationales de s'orienter en priorité vers l'élimination de la grande pauvreté et le bien-être du plus grand nombre.

Cette option, dite parfois du « développement équitable », conduit à attribuer aux politiques gouvernementales en matière d'éducation, de



Affiche pour le recensement réalisé en Namibie en 1991 avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP). L'absence de données démographiques fiables complique la tâche des autorités chargées d'établir le premier plan national de développement, prévu pour 1993.



Evolution du nombre d'utilisateurs de contraceptifs, par région (source : Nations Unies, 1990).

santé, d'emploi ou de logement — en somme aux politiques sociales — non pas la place de second rang qu'elles occupent dans les stratégies qui visent au tout premier chef la croissance, mais un rôle au moins égal à celui qui est dévolu aux politiques strictement économiques. Parmi elles, les politiques démographiques — celles qui s'adressent tant aux taux d'accroissement de la population qu'à sa répartition — doivent avoir priorité, si l'on veut éviter que la dynamique démographique ne fasse obstacle à la lutte contre la pauvreté.

Cette ligne d'action est celle qui a le plus de chances d'empêcher que la croissance et la répartition de la population n'accusent à l'avenir des tendances encore plus inquiétantes que ne le laissent prévoir les projections des Nations Unies. Et pour cela, il faut que les pays industrialisés, qui détiennent le pouvoir économique, admettent que les problèmes démographiques (et ceux qui touchent à l'environnement) resteront sans solution tant que les intérêts immédiats l'emporteront sur les objectifs à long terme. Par ailleurs, l'expérience de ces dernières décennies montre que la lutte pour la justice et contre la pauvreté et l'inégalité sociale exige d'abord que l'on s'attache à instaurer, consolider et étendre la démocratie.

Que cela plaise ou non, il est fort probable que la population mondiale commencera par doubler ses effectifs avant de se stabiliser. Résoudre les problèmes qui en découlent et éviter qu'ils ne prennent des proportions imprévisibles n'est pas une question de moyens mais de volonté politique. Le bouleversement du paysage politique planétaire offre aujourd'hui une occasion, unique peut-être, de donner une nouvelle impulsion aux efforts de la communauté internationale pour accroître le bien-être général. ■

La transition démographique : de la théorie à l'expérience

par Jacques Véron

EN 1934, le Français Adolphe Landry introduit le concept de « révolution démographique », popularisé plus tard sous le nom de « transition démographique » par des démographes de Princeton, aux Etats-Unis. On peut le résumer ainsi : le progrès économique (ou le développement) rompt l'équilibre initial entre mortalité et natalité dans une population, mais cet équilibre est automatiquement restauré par le jeu de mécanismes internes.

D'un équilibre à l'autre

Avant les extraordinaires progrès de la médecine et de l'hygiène, les sociétés des pays actuellement industrialisés connaissent une forte natalité et une forte mortalité, ce qui a pour conséquence une faible croissance démographique. Le progrès rompt — temporairement — cet équilibre. La mortalité se met à diminuer du fait de l'amélioration de la santé, sans que la natalité varie. Les populations connaissent alors une période de forte croissance démographique (natalité élevée et mortalité basse). Puis les populations « intègrent » cette baisse de la mortalité et la natalité diminue jusqu'à ce qu'apparaisse un nouvel équilibre (mortalité et natalité faibles). La natalité réagit, en quelque sorte, au déclin de la mortalité, mais avec un certain retard.

Les mécanismes en jeu

La logique de ce modèle de la transition démographique mérite d'être précisée quelque peu. Des campagnes de vaccination ou le progrès de l'hygiène font, dans une population donnée, l'effet d'un choc extérieur. La mortalité réagit à ce choc de manière immédiate — certains progrès ayant des effets majeurs sur l'une de ses composantes essentielles, la mortalité infantile. Or, la société s'était adaptée à une forte mortalité infantile par une forte natalité. Pour faire face au risque élevé de perdre des enfants en bas âge, on avait beaucoup d'enfants. La natalité ne se modifiera pas (phase de déséquilibre intermédiaire) tant qu'il n'y aura pas eu véritablement conscience

des changements intervenus dans la mortalité. Mais progressivement, ces changements sont perçus par la population, qui peut donc avoir moins d'enfants. Simultanément, la société, qui était au départ exclusivement rurale, tend à devenir urbaine. La place, le rôle et l'utilité (en terme de travail) de l'enfant ne sont plus les mêmes.

Le modèle de la transition démographique s'est fondé sur l'observation des changements démographiques, au cours de l'histoire, dans les pays aujourd'hui développés, où la baisse de la mortalité a été suivie d'une baisse de la natalité, de l'urbanisation, de l'industrialisation, du progrès de l'instruction... Ces transformations étaient-elles véritablement reliées et comment ? Et peut-on affirmer l'existence d'un mécanisme automatique de restauration de l'équilibre démographique ?

Arguments scientifiques et politiques

Si l'équilibre se rétablit de façon automatique, il est inutile de se préoccuper du déséquilibre transitoire, et il n'y a pas lieu de s'inquiéter de la croissance démographique rapide de bon nombre de pays du tiers monde. Les taux de croissance très élevés du Kenya ou du Bangladesh ne correspondraient qu'à cette période d'ajustement. Mais peut-il encore y avoir une régulation automatique, lorsque le déséquilibre transitoire est très intense ? Une croissance trop rapide de la population pose notamment des problèmes d'éducation et d'emploi. La baisse de la natalité risque alors de ne pas se produire, dans la mesure où le changement de contexte socio-culturel, nécessaire à la mise en jeu des mécanismes d'adaptation, ne s'opère pas.

Admettre que la théorie peut être prise en défaut, c'est reconnaître qu'une intervention, dans le cadre de politiques de population par exemple, peut se révéler nécessaire et que des programmes de limitation doivent être mis en place. Le débat se déplace du terrain scientifique au terrain politique, et l'accent est alors mis sur les situations de persistance d'une forte natalité comme argument en faveur d'une intervention. ■

RAÚL URZÚA, sociologue, ancien directeur du Centre Roberto Bellarmino de recherche socio-culturelle à Santiago et titulaire de la chaire de sociologie à l'institut de sociologie de l'université catholique du Chili, occupe actuellement à l'UNESCO les fonctions de coordonnateur des programmes de population et de directeur de la Division de la population et des établissements humains. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Desarrollo regional, migraciones y concentración urbana en América Latina* (Développement régional, migrations et concentration urbaine en Amérique latine, 1985) et *La opción preferencial por los pobres : de la teoría a la práctica* (L'option préférentielle pour les pauvres : de la théorie à la pratique, 1987).

JACQUES VÉRON, de France, est démographe à l'Institut national d'études démographiques (INED) et au Centre français sur la population et le développement (CEPED). Il s'intéresse notamment aux relations entre population et développement et à l'épistémologie de la démographie.

Pauvreté et pollution, un dangereux tandem

par Nafis Sadik

Un individu sur cinq vit dans une pauvreté absolue.

SUPPRIMER la pauvreté est d'abord un devoir moral. Mais c'est aussi indispensable à la protection de l'environnement planétaire comme à la santé de l'économie mondiale. A tous les titres, nous ne pouvons tolérer qu'un individu sur cinq (soit un milliard d'hommes au total) vive dans une pauvreté absolue.

La lutte contre la pauvreté passe par la protection de l'environnement : le gaspillage persistant et l'épuisement de nos ressources nous empêchent, en effet, de nourrir une population de plus en plus nombreuse.

Par ailleurs, une croissance démographique plus mesurée s'avère être à la fois le préalable, et le corollaire, de toute solution aux problèmes de l'environnement et de la pauvreté.

Naguère, on pensait que le développement était la réponse à la pauvreté et qu'en retour, il jugulerait à terme la croissance explosive de la population. On se disait alors qu'il justifiait certaines atteintes, provisoires et bénignes, à l'environnement. Ces arguments ne trouvent plus de justification aujourd'hui.

Un tel développement a davantage contribué à aggraver la pauvreté qu'à l'éliminer, avec des effets démographiques et écologiques désastreux. Un développement mal contrôlé tend, en effet, à bouleverser les structures socio-économiques existantes sans apporter les compensations nécessaires. Même là où ce développement est efficace, il multiplie les sources de pollution et les atteintes à l'environnement. Les techniques industrielles les plus répandues aujourd'hui dans le monde ont été conçues sans grande considération pour leurs conséquences écologiques.

Par ailleurs, ce développement incomplet a stimulé la croissance démographique. La mortalité a chuté et l'espérance de vie s'est allongée, tandis que le taux de natalité restait à peu près constant. Lorsque le niveau de vie s'améliore et les chances de survie des enfants augmentent, la famille commence par s'agrandir. Et c'est seulement quand les programmes de développement prennent en compte la planification familiale que la taille de la famille diminue sensiblement.

Un autre effet inattendu du développement a été l'exode rural massif vers les villes. Les économistes classiques, voyant dans la ville le moteur du développement économique, ne pouvaient qu'encourager l'urbanisation. Mais aucun n'avait prévu que celle-ci pourrait atteindre le rythme de croissance alarmant de 4 à 7% par an qu'on constate aujourd'hui. Le phénomène est devenu, dans de nombreux pays, probablement incontrôlable.

La crise est donc autant due aux effets de masse et d'échelle qu'à des problèmes de technologies et de structures, ce qui pose un épineux dilemme. Si le développement de demain continuait de reproduire mécaniquement ce qui s'est fait hier, il porterait en lui la condamnation de l'environnement, en même temps qu'un chaos démographique.

Les clés d'un développement moderne

L'éducation, la santé et le contrôle de la croissance démographique, sans oublier l'amélioration de la condition de la femme, sont les clés d'un développement moderne, en même temps que de la

Le planning familial a été mis en chansons par des couples de chanteurs célèbres : à gauche, Onyeka Onwenu et King Sunny Adé du Nigéria ; au centre, Tatiana Palacios du Mexique et Johnny Lozana Correa de l'ensemble portoricain « Menudo » ; à droite, Lea Salonga des Philippines et Charlie Masso, un ancien du groupe « Menudo ».





lutte contre la pauvreté et pour la protection de l'environnement.

Les pays en développement disposent de ressources suffisantes — aliments, matières premières et surtout ressources humaines — pour assurer leur développement harmonieux, à condition que ces ressources soient gérées avec intelligence, et non dans la perspective de profits immédiats. Tous ceux qui œuvrent en faveur du développement doivent s'attacher à concilier les initiatives publiques, les intérêts catégoriels et le souci de la communauté, dans le respect de la dignité et des droits des individus.

S'agissant plus précisément de venir à bout de la pauvreté, il faut bien voir que les pauvres sont le secteur de la population où l'on fait le plus d'enfants, quel que soit le pays considéré. En outre, les pauvres sont pris dans un cercle vicieux où les effets du dénuement, de l'absence d'éducation, de l'insuffisance du pouvoir d'achat, de la dénutrition et de la mauvaise santé s'aggravent mutuellement. Mais la principale raison de la persistance de la pauvreté à une aussi vaste échelle est beaucoup plus simple : c'est l'absence d'une volonté concertée d'y mettre fin. On fait beaucoup de promesses, mais combien sont tenues ? Et les théoriciens du développement ont beau dire

que le cancer de la pauvreté fait peser une menace sur l'humanité tout entière, qui les écoute ? Il se trouve que l'éradication de la pauvreté ne figure pas parmi les priorités de la plupart des pays, développés ou non.

Ce n'est certes pas la volonté de s'en sortir qui fait défaut aux pauvres. Il suffit de visiter un village déshérité ou un bidonville pour constater combien la simple survie quotidienne des plus défavorisés exige d'ingéniosité, d'intelligence et de courage. La tâche des gouvernements et des agences de développement consiste d'abord à apprendre à ne pas décourager ces efforts. Ce qui ne veut pas dire abdiquer leurs responsabilités. Mais songeons au nombre de programmes anti-pauvreté admirablement conçus qui ont échoué parce que les pauvres eux-mêmes n'avaient pris nulle part à leur conception ou à leur exécution, sans parler de ceux qui se heurtent à des incohérences politiques.

Pensons en particulier à l'exclusion des femmes dont la contribution à la vie économique et sociale, au niveau local et national, est trop souvent ignorée dans des projets dits « de développement ». Cela se répète avec tant de constance et dans tant de pays, quel que soit leur niveau de développement, que l'on se demande s'il n'y a pas

Père de huit enfants, ce paysan népalais a opté pour la stérilisation. A l'étage de sa maison, il accueille des réunions de planning familial et des cours d'alphabétisation pour ses proches et ses voisins.

là une volonté d'exclure les femmes de la vie de la société pour les confiner à celle du foyer.

L'action communautaire

Les programmes de développement efficaces, car ils existent, sont ceux qui tiennent compte des besoins nationaux comme des initiatives locales, et qui impliquent à la fois les hommes et les femmes, les riches et les pauvres. Pour qu'une politique nationale soit efficace, il faut qu'elle se traduise concrètement par des prestations appropriées au niveau local et familial. Mais surtout, il faut qu'il y ait une participation familiale et communautaire dans le processus de décision et de gestion.

Aujourd'hui, beaucoup se demandent si un gouvernement, quel qu'il soit, est capable d'impulser des politiques de développement en faveur des pauvres, en les associant au processus de prise de décision. Dans la plupart des pays, on n'a même pas essayé. Lorsqu'un gouvernement s'y engage vraiment — comme au Sri Lanka ou au Costa Rica —, l'expérience prouve qu'il est tout à fait possible d'organiser sur une base communautaire des services tels que l'enseignement, les soins de santé, la planification familiale et même le logement. Aux dernières nouvelles, l'Etat indien du Kerala aurait réussi à éliminer l'analphabétisme en combinant l'action publique et l'action communautaire.

L'autre dimension des prestations de services est, bien entendu, l'auto-assistance. C'est d'ailleurs une sorte d'obligation pour les pauvres puisqu'ils n'ont personne sur qui s'appuyer. Quand on pense à ce qu'ils arrivent à faire dans des situations de dénuement, il ne serait pas étonnant qu'ils obtiennent des résultats spectaculaires avec des ressources un peu plus importantes. Avec un

minimum d'aide et d'encadrement extérieurs, certaines communautés de mal logés au Sri Lanka sont devenues les modèles du programme national de logements auto-assistés. Et la banque Grameen du Bangladesh offre l'exemple d'une expérience réussie en matière d'extension du crédit aux pauvres.

Ces expériences réussies de participation communautaire peuvent-elles être élargies aux secteurs productifs de l'activité économique, à la planification agricole et industrielle par exemple ? De plus en plus d'économistes et d'observateurs qualifiés en sont convaincus. Par exemple, lorsque les groupes d'usagers contrôlent et financent la répartition de l'eau pour l'irrigation, on constate une baisse de la consommation et une utilisation plus efficace.

De toute façon, tout est affaire de doigté, et la solution choisie dépend des pays et des communautés. Il faut faire comprendre, à tous les niveaux, que l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres est un important objectif de développement. Ainsi, les banquiers indonésiens qui hésitaient au départ à consentir des prêts aux associations féminines, ont-ils été persuadés que les femmes étaient capables, non seulement de rembourser leur dettes dans les délais, mais aussi de réaliser des investissements profitables. Aujourd'hui, les banques privées sont beaucoup moins réticentes.

Mais l'importance globale de ces micro-entreprises de développement ne sera vraiment reconnue que si les grandes organisations — intergouvernementales, multilatérales, internationales — leur donnent leur aval. Les géants ont beaucoup de mal à percevoir les petits, mais il serait temps qu'ils apprennent. Il existe trop d'exemples de projets internationaux de développement

Au Brésil, des enfants de la rue en apprentissage dans un atelier de menuiserie.



NAFIS SADIK

est Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP). Médecin de nationalité pakistanaise, elle est la première femme, en 1987, à prendre la tête de ce grand programme de l'ONU, dont l'assistance multilatérale aux actions menées dans le domaine de la population est la plus importante du monde. Elle est l'auteur de nombreux articles sur la planification de la famille et la santé et d'un ouvrage, *Population : The UNFPA Experience* (Population : l'expérience du FNUAP, 1984).



ambitieux qui ont abouti à des échecs coûteux et se sont révélés catastrophiques du point de vue écologique et social.

Que peuvent faire les Nations Unies ?

Le système des Nations Unies, très sollicité avec la fin de la guerre froide, a déjà montré qu'il offrait par sa neutralité un cadre idéal pour un examen approfondi des diverses possibilités et options de développement. C'est également un instrument efficace pour acheminer l'aide au développement en dehors de toute considération idéologique ou de méthode. Reste à le doter des moyens nécessaires pour lui permettre d'œuvrer à un nouveau consensus international sur ce que doit être le développement.

Mais les moyens matériels sont, somme toute, moins importants qu'une définition claire de la mission à accomplir. Les Nations Unies sont un système intergouvernemental dont l'efficacité dépend en dernière analyse de la volonté des gouvernements. Il est évident qu'il faut améliorer la coordination au sein du système, il est non moins évident que les organisations, leurs attributions, leurs organes politiques et de gestion, trop dis-

persés à l'heure actuelle, doivent être réaménagés en prévision des besoins du 21^e siècle.

Le bilan de ces trois décennies pour le développement est contrasté : décevant par certains côtés, mais par certains autres, considérable. Nous avons survécu. Nous arrivons à nourrir une masse croissante d'hommes. Nous avons échappé à la guerre nucléaire et appris, semble-t-il, à mieux apprécier les risques du nucléaire en général. L'Organisation des Nations Unies est toujours active, solide, vivante. Certaines institutions sont plus vigoureuses que jamais, d'autres ont appris à travailler plus efficacement. Il existe un consensus international sur la nécessité de préserver l'environnement, même si des désaccords subsistent sur les mesures à adopter. En tout cas, tout le monde reconnaît la nécessité concrète de maîtriser l'évolution démographique mondiale en vue d'une croissance moins rapide et plus équilibrée.

On peut aussi espérer qu'à l'avenir les femmes finiront par obtenir la part qui leur revient des responsabilités, comme des fruits, du développement. Et que la communauté internationale finira par comprendre qu'aider les pauvres à sortir de la pauvreté, c'est contribuer à sa propre survie. ■

Présentation de méthodes contraceptives à Lahore, au Pakistan.



Environnement : le facteur humain

par Ronald Lee

L'écosystème planétaire va-t-il supporter la croissance démographique ?

RONALD LEE, des Etats-Unis, est professeur de démographie et d'économie à l'Université de Californie à Berkeley. Ancien président de la Population Association of America, il a reçu le prix Mindel Shepps pour ses travaux sur la démographie mathématique et les méthodes démographiques. Il est l'auteur de nombreux articles et a collaboré à plusieurs ouvrages, dont *Population and Economic Development : Issues and Evidence* (Population et développement économique : les enjeux et les faits, 1987) et *Population, Food and Rural Development* (Population, alimentation et développement rural, 1988).

LA population mondiale a septuplé depuis 1750, triplé depuis 1900 et doublé depuis 1950. Son taux de croissance s'est accéléré depuis le début du siècle pour culminer à 2,1% par an dans les années 60 et retomber ensuite à 1,7% par an environ. Cette explosion démographique, sans précédent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, amène à se demander si l'économie mondiale et l'écosystème planétaire sont en mesure d'y faire face.

Les économistes classiques comme Malthus pensaient que l'augmentation de la population entraînant la raréfaction des terres, le renchérissement des denrées alimentaires finissait par enrayer la croissance économique et démographique pour imposer un état stationnaire. Il s'agissait donc pour eux essentiellement d'un problème

de ressources insuffisantes. Mais ils considéraient encore la terre comme source de toute richesse, alors que l'importance du secteur agricole dans l'économie moderne ne cesse de diminuer. Ce secteur emploie de moins en moins de main-d'œuvre, mais les rendements continuent d'augmenter grâce aux engrais et insecticides chimiques, aux progrès de la sélection végétale et de l'irrigation, ainsi qu'à une meilleure maîtrise des techniques agricoles.

Toujours est-il que vers 1980, plus personne ne savait au juste si la croissance démographique était une bonne ou une mauvaise chose, s'il fallait ou non intervenir et si cela valait la peine d'investir dans des programmes de contrôle des naissances pour accélérer le développement économique.

Cette incertitude s'est traduite par des efforts systématiques pour faire le bilan de nos connaissances en la matière, notamment dans le cadre d'importantes études menées par la Banque mondiale et l'Académie nationale des sciences des Etats-Unis. Ces enquêtes allaient mettre en lumière d'étonnantes concordances de vues entre économistes. Certes, ils étaient peu nombreux à dire que l'explosion démographique était une bonne chose pour le développement, mais presque tous étaient d'accord pour penser que l'on en avait exagéré l'importance, et surtout sous-estimé la capacité d'adaptation des structures de l'économie.

Les écologistes tirent la sonnette d'alarme

Mais si les économistes avaient tendance à relativiser le péril démographique, des spécialistes de l'environnement, comme Paul Ehrlich ou Garrett Hardin, n'hésitaient pas à tirer la sonnette d'alarme. Rappelant que notre activité économique est tributaire des ressources restreintes et fragiles de la biosphère, ils proclamaient que les limitations assignées de ce fait à notre action étaient déjà dépassées et que l'économie planétaire était en train d'écorner son capital écologique avec une insouciance criminelle.

Ehrlich et Hardin n'avaient cessé de soutenir ce point de vue depuis les années 60 et on retrouve leurs idées dans le modèle d'analyse systémique utilisé dans le rapport du Club de Rome, intitulé *Les limites de la croissance*. Ce rapport, qui eut un retentissement mondial dans les années 70, concluait à un effondrement immédiat et inévitable si l'on ne procédait pas à des révisions déchirantes, la catastrophe étant inscrite en filigrane dans la structure de nos relations socio-économiques et de notre rapport à l'environnement.

Les spécialistes en sciences humaines rejetèrent très vite les conclusions du Club de Rome en faveur d'une analyse plus fine de chaque paramètre. Pourtant, au cours des années 80, la multiplication des problèmes écologiques allait renforcer la position des écologistes : une succession d'étés exceptionnellement chauds, la sécheresse, les pluies acides, la pollution des eaux, la famine et l'amincissement de la couche d'ozone semblaient confirmer leurs prédictions les plus alarmistes et les dangers du surpeuplement.

Il est vrai que parmi les arguments avancés par les écologistes en faveur d'un infléchissement de la croissance démographique, certains étaient moins convaincants que d'autres. On n'hésitait pas à reprendre des thèses qui n'avaient pas été confirmées par des recherches suffisantes. L'argument écologiste d'un inévitable épuisement des ressources minérales était contré par des économistes comme Julian Simon. Celui-ci faisait valoir que la tendance historique générale était plutôt à la baisse des prix réels de la plupart des minerais, et que le coût des matières premières en proportion du PNB était relativement stable. Cette tendance à la baisse s'observait aussi pour les prix

du pétrole, si l'on exclut les hausses voulues par l'OPEP. D'ailleurs, Simon n'avait pas hésité à parier publiquement avec Ehrlich en 1980 que le prix du pétrole allait baisser au cours de la décennie. Bien entendu, Simon gagna ce pari hautement médiatique et empocha l'enjeu en 1990. L'histoire montre d'ailleurs que l'économie réagit à la hausse des prix en substituant des ressources plus abondantes à celles qui se raréfient. C'est ainsi que le libre jeu économique réagit aux incitations qui lui sont transmises par les prix du marché.

D'autres affirmations des écologistes paraissent prématurées ou exagérées. Par exemple, l'expérience montre que les prix réels des denrées ont tendance à baisser en même temps qu'augmente la production alimentaire moyenne par habitant. Les famines sont plus rares qu'autrefois et sont plus souvent imputables à des conflits ou des erreurs politiques qu'à un déficit de la production alimentaire directement lié à la croissance démographique.

Le drame des biens communaux

Par contre, certaines mises en garde des écologistes paraissent fondées, notamment en ce qui concerne des ressources de notre environnement aussi précieuses que l'air, l'eau, la pêche, les sols, les forêts, la couche d'ozone et la diversité des espèces. Ces ressources sont utilisables sans déperdition jusqu'à un certain point, mais leur exploitation abusive entraîne des dommages d'autant

Page de gauche, production de semences améliorées à l'Institut international de recherche sur le riz (Philippines). Ces hybrides à fort rendement, à croissance rapide et résistants aux maladies ont contribué à la « révolution verte » en Asie. Ci-dessous, destruction d'excédents agricoles en France.



plus préoccupants que la plupart d'entre elles se situent en dehors de l'économie de marché et sont à la libre disposition de tous. Cela signifie que des agents économiques — individuels ou collectifs — peuvent s'enrichir en polluant l'environnement sans en supporter le coût, qui retombe sur l'ensemble de la société. De ce fait, on encourage la surexploitation. Le « signal automatique » que représente l'évolution des prix du marché est inopérant et ne constitue ni une motivation ni un indicateur de raréfaction.

Dans le cas de ressources comme la forêt, on manque d'arguments incitatifs, même au niveau des politiques nationales, puisqu'il s'agit de supporter localement des politiques d'intérêt global. C'est ce que Hardin a appelé « le drame des biens communaux », une expression qui est restée dans l'usage. S'il est vrai que les collectivités traditionnelles ont toujours su gérer efficacement leur ressources communautaires, ce type d'aménagement collectif est très vulnérable face aux forces du développement économique. De toute façon, les problèmes écologiques actuels transcendent les limites communautaires, les frontières nationales et même les continents.

La surexploitation néfaste des ressources renouvelables est aggravée par la croissance démographique. En théorie, on doit pouvoir contrôler cette surexploitation par des politiques et des dispositions appropriées, mais c'est beaucoup moins évident dans la pratique, d'autant que la pression

démographique n'est pas le seul facteur en jeu. Ainsi, l'augmentation du niveau de vie et l'évolution des techniques doivent être également prises en compte, mais il est difficile d'apprécier l'importance respective de ces divers paramètres dans telle ou telle situation. De toute façon, plus la population augmente et plus la part des ressources dont chacun dispose diminue, qu'elles soient bien gérées ou non.

On revient ainsi au point de départ : ce qui semblait d'abord un problème de distribution des terres, puis des biens de production, qu'on avait pu résoudre en insistant sur le capital humain et le dynamisme du marché, se trouve à nouveau posé dans la perspective des contraintes naturelles. Mais il s'agit cette fois de ressources qui échappent largement au contrôle du marché. Certains estiment que la régulation des naissances est une mesure écologique urgente. D'autres sont moins affirmatifs. Les recherches en cours permettent en tout cas d'espérer qu'on comprendra mieux dans quelques années les relations complexes entre la population et son environnement.

De toute façon, comme le coût écologique de l'explosion démographique est supporté globalement, les arguments écologiques en faveur d'une politique nationale de planification des naissances ne sont guère convaincants. Seule la collaboration internationale aurait quelque chance d'apporter une solution à ce nouveau « drame des biens communaux ».

Approvisionnement des Touaregs en semences, pour lutter contre la désertification au Sahel.





Arithmétique des populations

par Harold Brookfield

Quelle est la « capacité d'accueil » de notre planète ? Fixer un seuil de peuplement en fonction des ressources disponibles reste un calcul empirique et hasardeux.

Ci-dessus, « Les continents bondés comme les radeaux de la Méduse » (1883), dessin du peintre français A. Robida.

LES termes « surpeuplé » et « sous-peuplé » laissent penser qu'il doit exister pour une région ou un pays donné, ou pour le monde en général, un chiffre « optimal » de population, ni trop, ni trop peu. Quand on affirme, par exemple, que tel pays serait plus avantage si ses habitants étaient moins nombreux, cela implique qu'il existe un « maximum » de population, probablement plus élevé que le chiffre « optimal », au-delà duquel les tensions deviennent perceptibles. L'idée sous-jacente est que notre planète dispose d'un certain « potentiel d'accueil » encore mal défini, qui correspond au nombre d'habitants qui peuvent y vivre durablement.

Sur ce point, les théories modernes renvoient presque toutes aux travaux de Malthus (1766-1834) et de Ricardo (1772-1823). Malthus est l'inventeur de la « loi » (ou hypothèse) selon laquelle la population tendrait à croître jusqu'au maximum compatible avec les ressources vivrières dont elle dispose. Ricardo a nuancé les thèses de Malthus en approfondissant la loi empirique des bénéfices décroissants : appliquée à des apports successifs de main-d'œuvre, celle-ci aboutit à des pénuries croissantes débouchant sur des situations limites.

L'histoire fournit certains exemples qui semblent confirmer la théorie malthusienne. Dans la

civilisation presque exclusivement agraire de l'Europe médiévale, chaque mauvaise récolte se traduisait par une hausse de la mortalité. Vers 1840, la population de l'Irlande s'était rapidement accrue, grâce à l'introduction de la culture de la pomme de terre, jusqu'à atteindre les limites autorisées par ses moyens de subsistance ; il suffit donc d'une mauvaise récolte, en 1845, pour déclencher une effroyable famine.

Vers le milieu des années 1960, un groupe de chercheurs, préoccupé par la poussée démographique et les tensions qui en résultaient pour la cohésion sociale, et la gestion des ressources, explora de nouveaux moyens de définir les seuils au-delà desquels la pression démographique pose des problèmes. Leurs investigations portaient pour l'essentiel sur des sociétés agraires auto-suffisantes dotées d'une technologie pré-industrielle et pratiquant l'assolement des terres.

C'est en Afrique que les premiers travaux voient le jour avec le système mis au point, dès 1949, en Zambie, par W. Allen pour déterminer, en fonction de l'intensité du peuplement, les besoins en matière de redistribution et de revalorisation des terres, système appliqué par la suite à d'autres sociétés de l'Afrique tropicale. Anthropologues et géographes s'inspirèrent de l'exemple d'Allen pour mettre au point et appliquer des formules permettant de calculer la capacité productive d'un milieu donné, le nombre d'individus qu'il peut nourrir en fonction d'un revenu par habitant bien défini, et par voie de conséquence la pression exercée sur les ressources.

Une théorie contestée

Mais déjà, beaucoup critiquaient l'appareil théorique associé aux notions de « densité maximale », « niveau critique de population » et « pression démographique sur l'environnement ». Il était de plus en plus évident qu'une approche statique des liens entre population et environnement occultait plus de choses qu'elle n'en expliquait.

Les problèmes techniques que posait l'utilisation de la notion de densité maximale ont été résumés en 1986 par P.M. Fearnside. D'abord le milieu étudié était celui d'une société agricole non diversifiée et en économie de subsistance. Malgré les mises en garde de certains auteurs, ces calculs partaient du postulat tacite que les schémas de consommation, de revenus et d'emploi, le compromis élevage-culture et les techniques agraires, tout cela était immuable. Rares étaient ceux qui tenaient compte de la dégradation naturelle du milieu ou des variations des conditions bio-physiques de la production d'une année sur l'autre. Le travail de terrain était trop souvent limité dans le temps, avec des lacunes concernant les rendements, les périodes de jachère, la qualité des sols et leur résistance aux agressions de l'homme, autant de défauts qui n'ont pas complètement disparu dans des travaux plus récents.

Le projet UNESCO/MAB, réalisé de 1974 à 1976 dans la partie orientale des Fidji sous ma direction, avait pour objectif d'améliorer les estimations de la densité maximale de population pour un territoire donné. Il semblait logique de penser qu'un archipel constituait un milieu d'observation idéal. Travaillant sur le projet, T.P. Bayliss-Smith adopta une approche novatrice, y compris par rapport à ses travaux antérieurs, en reconnaissant que la production obtenue par l'homme dans un milieu donné n'est pas constante, mais qu'elle varie en fonction des moyens mis en œuvre. Le modèle de Bayliss-Smith n'est pas lié à un mode de culture spécifique et s'applique à toutes les économies, ouvertes ou fermées. Il s'écarte du déterminisme des années 1960, pour permettre la prise en compte des variations économiques et écologiques.

La population, une réalité vivante et variable

Le prix à payer pour cette approche plus réaliste était la nécessaire multiplication des données, la complexité croissante de calculs débouchant non pas sur une solution, mais bien plutôt sur un éventail de possibilités. Il ne restait plus qu'à informatiser cette nouvelle approche, ce que fit P.M. Fearnside en étudiant la densité maximale d'un milieu très différent des îles Fidji : les terres défrichées par les colons dans la forêt tropicale du Brésil, le long de la route transamazonienne.

Dans ce cas bien précis, Fearnside retint comme indice de base la probabilité statistique d'échec de l'implantation en fonction des densités de peuplement. Pour le calculer, il utilisa un modèle informatique complexe reconstituant l'ensemble de l'agro-système, en utilisant des données collectées depuis plus de dix ans pour examiner les liens de causalité entre plus de soixante variables, plutôt que de traiter l'environnement comme une valeur indépendante. On était loin des balbutiements des débuts, vingt ans plus tôt.

La méthode de Fearnside exige beaucoup de données, de patientes recherches et un gros travail d'ordinateur, mais elle permet de cerner de très près la réalité en rompant avec l'idée d'une population abstraite au comportement immuable dans un contexte fixe et statique. Elle pose au contraire des questions réelles, comme le niveau de ressources qu'on peut demander à l'environnement en fonction des conditions, ou la densité maximale au-delà de laquelle les efforts des colons pauvres dans un environnement nouveau sont voués à l'échec. On passe ainsi du déterminisme à la notion d'économie viable, mais dans des contextes très précis.

Mais il ne serait pas raisonnable d'entreprendre des enquêtes aussi exhaustives dans n'importe quelle situation, et sûrement pas dans le contexte mondial actuel, avec ses énormes problèmes de population, de développement et d'environnement. On attend des réponses au problème posé par le doublement à terme de la popu-

HAROLD BROOKFIELD, d'Australie, dirige la Division de la société et de l'environnement à l'École de recherche pour les études sur le Pacifique, Université nationale australienne (Canberra) On lui doit plusieurs travaux sur la population et l'allocation des ressources, ainsi que sur la notion de seuil démographique.

11 de JULIO de 1991

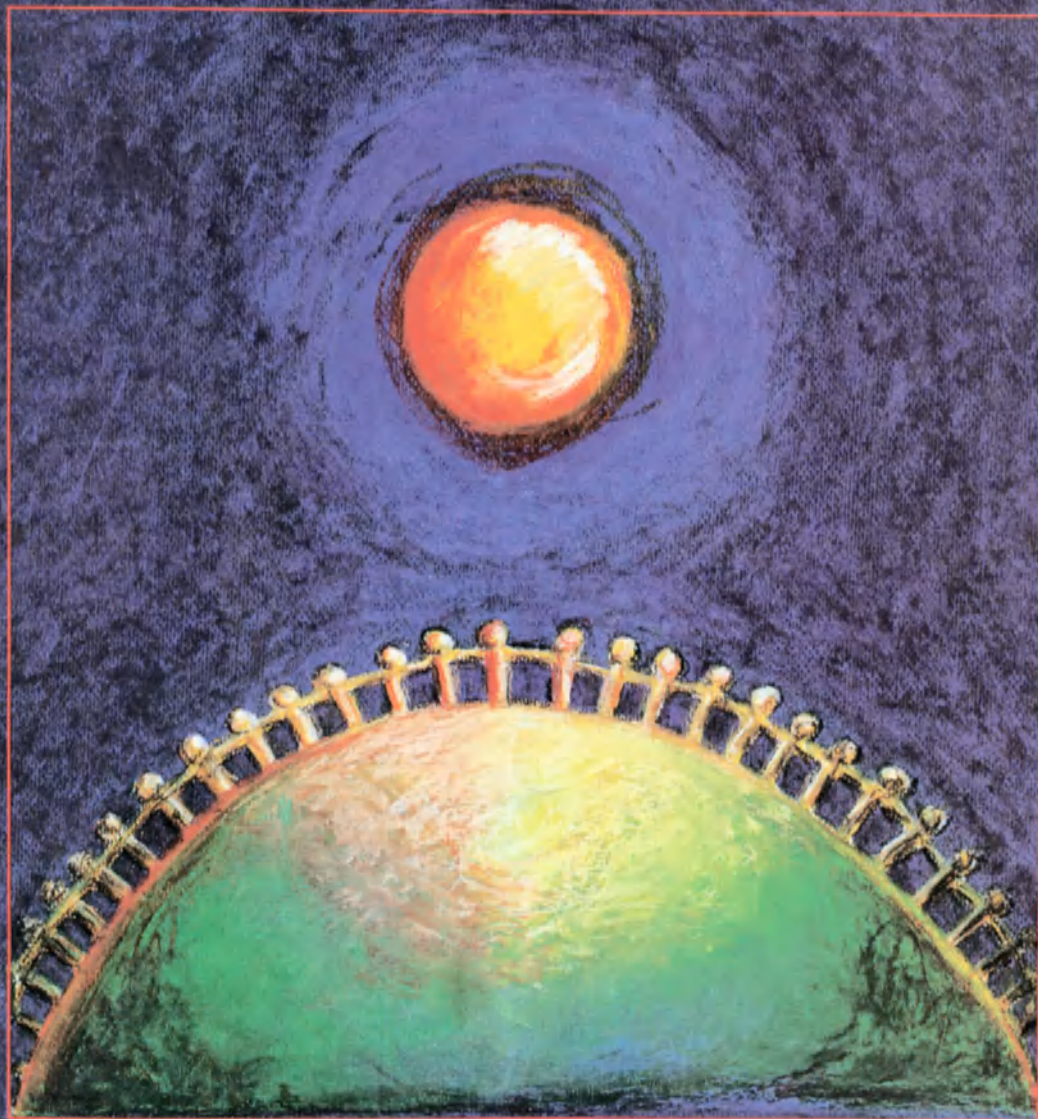
DIA MUNDIAL
DE LA
POBLACION

11 JUILLET 1991

JOURNEE
MONDIALE DE
LA POPULATION

11 JULY 1991

WORLD
POPULATION
DAY



Affiche du FNUAP pour la
Journée mondiale de la
population, le 11 juillet 1991.

lation mondiale et les responsables du développement ont besoin de se faire une idée du potentiel viable de tel ou tel territoire ou région.

Combien d'hommes peut-on nourrir sur la planète ?

Dès 1891, E.G. Ravenstein avait proposé une première approximation, tout à fait respectable, de la population maximale de notre planète. Partant d'estimations assez réalistes des superficies cultivables, de leur productivité et de l'amélioration des rendements, il concluait que notre globe pouvait nourrir près de 6 milliards d'habitants, et que ce chiffre serait atteint vers 2070, au rythme de

croissance de l'époque, sans gains ni pertes appréciables en termes de niveau de vie.

Depuis lors, le monde a connu bien des bouleversements, à commencer par la « révolution verte ». Tous ces paramètres ont été pris en compte dans ce qui constitue sans doute le plus ambitieux exercice de prospective démographique à ce jour. Cette vaste enquête, réalisée au début des années 80 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en association avec l'Institut international pour l'analyse des systèmes de haut niveau (de son sigle anglais IIASA), englobait l'ensemble du monde en développement à l'exception de l'Asie orientale et

visait à déterminer la population maximale de tous les pays étudiés et de leurs diverses régions en fonction de la nature des sols et du climat. Instruments de travail utilisés : la carte pédologique mondiale FAO/UNESCO et un inventaire climatique permettant de classer les sols en fonction de la durée moyenne du cycle végétatif.

Différentes hypothèses

Les rendements potentiels de quelques cultures sélectionnées furent calculés en fonction de trois hypothèses, selon les moyens de production utilisés : hypothèse « basse » faisant appel uniquement au travail humain, sans engrais ni insecticides ; hypothèse « moyenne », avec animaux de trait, quelques engrais chimiques et des mesures élémentaires de conservation des sols ; enfin, hypothèse « haute » avec une agriculture entièrement mécanisée, du matériel génétique très performant, tous les produits chimiques requis et une politique vigilante de préservation des sols. Deux dates repères furent choisies pour calculer le rapport entre la population réelle et sa densité potentielle : 1975 représentant le « présent » et l'an 2000, en se basant sur les projections démographiques « moyennes » des Nations Unies.

Les chercheurs sont arrivés à la conclusion, après toute une série d'études par zone pédoclimatique et par pays, que d'ici à l'an 2000 la plupart des pays en développement ne pourraient être autosuffisants, au plan alimentaire que dans l'hypothèse dite « haute », mais aussi que certains d'entre eux seraient de toute façon confrontés à un déficit vivrier. Pour savoir dans quelle mesure ces calculs sont fondés, le mieux est de consulter les cartes des principales régions du monde ainsi obtenues, qui montrent la densité potentielle à l'hectare, selon la nature du sol et du climat, pour les différents niveaux de moyens de production. La carte du Sud-Est asiatique, qui s'étend jusqu'au Pakistan à l'ouest, est particulièrement instructive en raison des contrastes qu'elles révèle.

Dans l'hypothèse « basse », on constate que la seule région capable de nourrir jusqu'à cinq personnes à l'hectare est la côte septentrionale de Java. Par contre, les évaluations pour le reste de Java, le Bhoutan, le Bangladesh, la majeure partie du Népal, de l'Inde et des plaines du Viet Nam, une bonne partie des Philippines et la plupart des reliefs, sont inférieures au nombre d'habitants en 1975. La situation s'améliore considérablement dans l'hypothèse « haute » (sauf dans quelques régions de montagne), mais tout change bien sûr si l'on applique les projections démographiques pour l'an 2000.

Plus surprenant peut-être, il s'avère que dans l'hypothèse « haute », presque tout Sumatra, la péninsule malaise et les Philippines, ainsi que toute la partie sud de Kalimantan (Bornéo) ont une capacité vivrière (10 habitants ou plus l'hectare) supérieure à celle de Java — à part quelques secteurs dans l'est et sur la côte septentrionale de l'île. Le Cambodge aurait aussi, dans la même

hypothèse, des rendements supérieurs à n'importe quelle province du Viet Nam. Ces indications sont en contradiction flagrante non seulement avec les données démographiques actuelles, mais aussi avec tout ce qu'on a pu apprendre depuis sur les problèmes de sol et d'eau de certaines de ces régions, notamment l'est de Sumatra et le sud de Kalimantan, où des projets transmigatoires se sont heurtés à de graves difficultés.

En dépit de la masse de données et des moyens mis en œuvre, la méthodologie employée pour cette étude ne diffère guère des premières estimations des années 60. L'insuffisance des données relatives à l'environnement et une trop grande uniformité des hypothèses concernant la technologie agricole et les comportements des consommateurs aboutissent à un résultat déterministe. On ne tient compte que de la capacité de production vivrière en ignorant pratiquement le potentiel industriel et commercial. En outre, l'hypothèse « haute » part du postulat singulièrement irréaliste que les techniques agricoles de pointe peuvent être utilisées en tout lieu et par n'importe qui. Cette tentative de calcul de la densité potentielle basée sur une approche unisectorielle en économie fermée démontre simplement l'impossibilité de déterminer ou même de conceptualiser cette notion dans la complexité du monde réel.

Une notion empirique entachée d'erreur

Bien qu'il y ait eu depuis d'autres exercices du même type, on n'a plus jamais entrepris une étude aussi ambitieuse que le projet FAO/IIASA. Par contre, on continue à s'intéresser à la notion de population maximale, qui est même de plus en plus actuelle depuis qu'on parle de développement viable. Les écologistes affirment qu'il y a un lien de cause à effet entre la pression démographique et la dégradation de l'environnement. Il est d'ailleurs apparu que cette dégradation, ainsi que les efforts déployés pour la combattre, accompagnent aussi bien une pression démographique forte que faible, et la pauvreté comme la richesse.

Si l'environnement a de plus en plus à souffrir de l'action des hommes, ce n'est pas seulement parce qu'ils sont de plus en plus nombreux, mais aussi beaucoup plus mobiles et actifs, avec des moyens accrus d'agresser la nature — pensons, par exemple, aux tronçonneuses électriques, sans oublier tout l'arsenal de l'industrie moderne. La pression démographique est un facteur certes important, mais qui ne suffit pas à tout expliquer.

En dehors d'un hypothétique réchauffement du climat, l'activité humaine est déjà en train de modifier de diverses façons l'environnement planétaire, d'abord et surtout sous l'influence de la pression démographique. S'il existe un peu partout dans le monde des perspectives d'amélioration de la productivité agricole et de la protection de l'environnement, on peut dire que la révolution verte elle-même marque le pas.

Mais à trop se concentrer sur un seul élément,

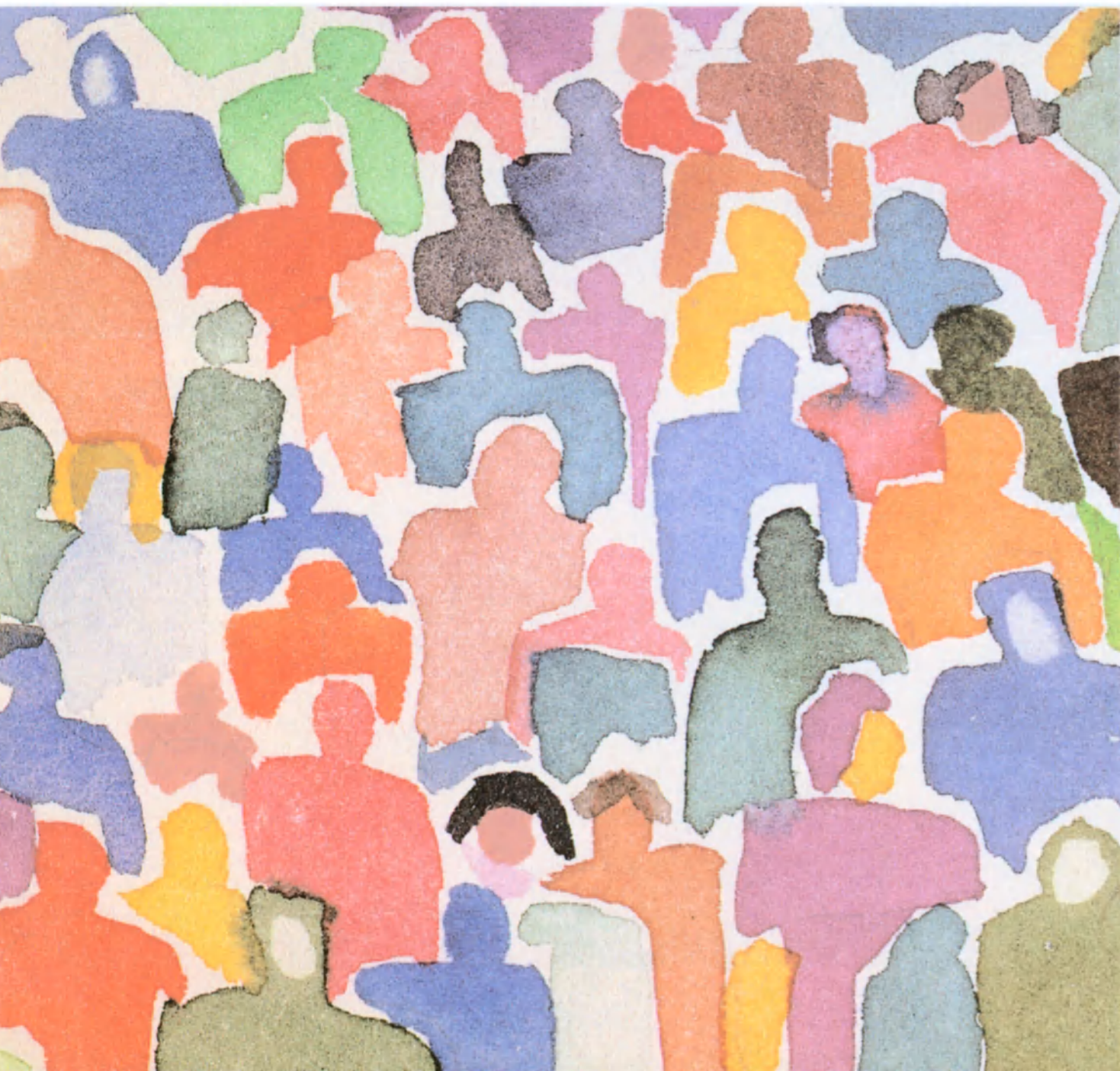


on oublie que l'une des principales causes de la pauvreté est le manque d'accès aux ressources et aux capitaux, et on néglige les horizons nouveaux qu'ouvre la division croissante du travail, laquelle promet une utilisation plus intelligente des moyens technologiques. On s'aperçoit que l'évolution de l'environnement a des effets importants sur le niveau de vie et que cela sera de plus en plus vrai avec ce qu'on appelle le changement global. Engager l'avenir sur le calcul de densités potentielles à partir des conditions actuelles, c'est courir au désastre.

Sauf à une échelle très limitée et à des fins très précises, aucune tentative de calculer une densité maximale de population n'a jamais donné de résultats crédibles. Cela fait au moins un demi siècle que l'on se livre à des prévisions pessimistes sur les capacités limites d'un pays après l'autre ; or presque dans tous les cas, les chiffres avancés ont été dépassés, et leurs habitants actuels ont le plus souvent un niveau de vie supérieur à celui de leurs aïeux, bien que ceux-ci aient été moins nombreux.

La densité maximale de population est une notion empirique, si souvent entachée d'erreur, qu'elle aurait dû être abandonnée depuis longtemps, au moins en tant qu'instrument de planification à l'échelon local. En fait, elle est dans ce contexte un obstacle à la planification sérieuse d'un avenir viable. En revanche, appliquée à la population mondiale, elle paraît plus crédible, même si l'on n'a apparemment rien trouvé de mieux pour l'évaluer que le système employé par Ravenstein en 1891. Certes, ce système devrait être développé, compte tenu de ce que l'on a appris depuis, mais ses méthodes très simples, faisant appel à des paramètres modulables et ajustables en fonction des circonstances, sont parfaitement adaptées, dans leur simplicité même, au calcul d'une notion aussi hypothétique et rudimentaire. Le vrai problème est beaucoup plus vaste : la pression démographique est au moins autant un effet qu'une cause, et bien que la masse de la population soit un facteur non négligeable, il ne faut surtout pas confondre la partie et le tout.

Crowd 2,
aquarelle de l'artiste
américaine Diana Ong.



60 millions de personnes en transit

par Alan B. Simmons



Attirés par la croissance économique, des millions d'immigrants du Sud ont afflué vers les pays industrialisés du Nord. Et le flot n'est pas près de se tarir.

LA communauté scientifique mondiale se flatte souvent d'apporter une solution aux problèmes de notre planète, mais bizarrement, c'est plutôt quand elle cherche à poser les bonnes questions qu'elle est le plus utile. Vouloir prématurément répondre, en termes simples, à des problèmes complexes mène en général à de graves déconvenues.

Les tentatives de faire face aux flux migratoires dans le monde moderne offrent un parfait exemple de ces déconvenues. Les efforts de l'Europe, de l'Amérique du Nord et des pays développés en général pour endiguer le flot grandissant des immigrants provenant du tiers monde ne sont pas seulement discutables du point de vue éthique, mais ils pourraient bien être inefficaces. Il faudrait un système de contrôle rigoureux, très coûteux, et extrêmement vigilant pour arrêter

partout les immigrants clandestins. Il est, en effet, dans la logique même du progrès socio-économique de créer de nouveaux débouchés et de nouvelles possibilités d'immigration — selon un processus que l'on commence d'ailleurs, seulement, à comprendre.

Il est donc illusoire de croire qu'un effort, même cohérent, en vue de favoriser le développement international et la croissance économique des pays d'émigration suffira pour ralentir rapidement le rythme des flux migratoires du Sud vers le Nord. En fait, l'expérience passée démontre largement le contraire. Certes, il est probable qu'au terme d'une période de développement économique soutenu, les pressions qui alimentent les courants migratoires actuels finiront par s'atténuer ou disparaître. Mais dans l'immédiat — en tout cas dans les vingt ou trente ans qui viennent,



« Près de 16 millions de migrants sont des réfugiés politiques... ». Ci-dessus, camp de réfugiés en Éthiopie.

sinon plus — les efforts de développement risquent d'avoir plutôt le résultat contraire. En effet, pour améliorer la productivité, il faut mécaniser la production et accroître les rendements, ce qui ne peut qu'aggraver le chômage — et multiplier le nombre des travailleurs sans emploi cherchant refuge ailleurs. Ce scénario peut s'étaler sur plusieurs décennies, le développement étant de toute façon une entreprise de longue haleine.

On estime qu'à l'heure actuelle une soixantaine de millions de personnes se trouvent « en transit », y compris les victimes de la guerre et des conflits internes, de la répression politique, des catastrophes naturelles, de la famine, de la misère, sans oublier celles qui veulent simplement vivre une vie meilleure. Près de seize millions de migrants sont des réfugiés politiques au sens de la Charte des Nations Unies, c'est-à-dire des individus qui invoquent le droit d'asile par crainte justifiée des persécutions.

Les candidats à l'émigration sont largement concentrés dans les régions pauvres de l'hémisphère Sud — les anciennes colonies d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et d'Amérique latine, ainsi que la partie méridionale de l'URSS. Non contents d'émigrer vers des pays voisins dans la même région, ils s'efforcent de plus en plus de gagner les pays industrialisés d'Europe, l'Amérique du Nord et l'Australie.

Les pays de l'hémisphère Nord (et certains pays d'accueil du Sud) réagissent avec inquiétude. Au Nord, cette inquiétude est alimentée par les images frappantes que diffusent les médias de « boat-people » haïtiens, albanais ou sri-lankais débarquant en Floride, en Italie ou au Canada. Certains hommes politiques réclament l'expulsion des immigrants non désirés, cependant que d'autres préconisent d'accroître l'aide économique aux pays en développement pour tarir l'émigration à la source. Certains gouvernements subissent des pressions de plus en plus fortes pour arrêter purement et simplement l'immigration.

Ces diverses attitudes obéissent à des motivations complexes, allant de la crainte des conséquences de l'immigration sur le niveau de l'emploi ou de la charge qu'elle représente pour les ser-

vices sociaux, à une xénophobie parfois teintée de racisme.

La « mondialisation » des marchés

On a tendance à rendre les problèmes de développement du Sud responsables de l'afflux des immigrants vers le Nord. Il est vrai que dans les années 80, la Décennie du développement a été marquée par la stagnation et la diminution réelle du revenu par habitant en Afrique, aux Caraïbes et en Amérique latine. Cette décennie apparaîtra rétrospectivement comme celle de la « mondialisation » prononcée des marchés.

La mondialisation de la production (le montage final rassemble des composants fabriqués un peu partout dans le monde) et des marchés (chaque pays exporte ses produits aux quatre coins de la planète) fait en effet partie des tendances lourdes actuelles — au même titre que la multiplication des programmes « d'ajustement structurel » (pour encourager le développement axé sur l'exportation), et l'émergence de blocs liés par des accords de commerce internationaux (CEE, Accord nord-américain de libre-échange, accord commercial du Cône Sud en Amérique latine, etc.). Cette mondialisation n'est pas un hasard, mais le résultat d'une politique délibérée de la part des pays développés, des organisations internationales et de nombreux pays en développement qui ont suivi leur exemple.

L'un des principaux effets de cette mondialisation a été de séparer encore plus nettement les « gagnants » des « perdants » du développement économique. La globalisation et les politiques qui la favorisent ont, par exemple, contribué à l'essor économique rapide des pays riverains du Pacifique (République de Corée, Hong Kong, Taiwan, Singapour, Malaisie et Thaïlande) qui bénéficient de divers atouts (stabilité politique, dynamisme du secteur éducatif, faiblesse des salaires, etc.) pour attirer les investisseurs et promouvoir les exportations. Le Mexique pourrait également bénéficier prochainement de la même conjoncture en raison de son abondante main-d'œuvre, de son infrastructure industrielle et de la proximité des États-Unis.



Fabrication de composants électroniques en République de Corée.

Mais d'autres régions sont manifestement perdantes au nouveau jeu mondial du commerce et du développement. L'Afrique, par exemple, a un tissu économique tellement fragile et encore si peu de main-d'œuvre qualifiée, qu'en dépit de la proximité de l'Europe et de l'attrait des bas salaires, elle n'a guère séduit de nouveaux investisseurs dans les années 80. L'aide au développement n'a pas suffi à compenser ce handicap, et les investissements étrangers directs en Afrique ont diminué au cours des années 80, de même que dans la plupart des pays d'Amérique latine.

Même les pays du tiers monde qui ont connu une certaine croissance économique au cours des dernières décennies ont été touchés par le chômage et une forte émigration, à quelques exceptions près. Porto Rico depuis 1950, le Mexique entre 1960 et 1980 et la République de Corée depuis vingt ans ont connu des taux de croissance économique spectaculaires accompagnés, cependant, d'une forte hémorragie de travailleurs (et de leurs familles) qui émigrent vers d'autres pays. La raison en est que l'explosion démographique et la mécanisation de l'industrie et de l'agriculture ont créé plus de demandeurs d'emploi que n'en pouvait absorber l'économie locale. Il est vrai qu'aux abords des années 80, la Malaisie a connu le problème inverse : la croissance économique était si forte que le pays a manqué de main-d'œuvre. Mais c'est là un cas atypique.

Au cours des années 80, le nombre des pays qui ont marqué le pas s'est considérablement

accru, avec pour effet une montée du chômage et une baisse des revenus, source de crises politiques et encouragement supplémentaire à l'émigration. Aucune boule de cristal ne permet de deviner quels seront demain les gagnants et les perdants de la tombola du développement mondial. Il est sûr en tout cas que dans la nouvelle perspective mondialiste, ce développement sera forcément inégal et continuera inévitablement à favoriser des flux migratoires affectant des pays différents en fonction de la conjoncture.

Les conséquences écologiques

Les pays pauvres bénéficiant de moyens limités et d'une technologie peu avancée sont obligés de monnayer leur croissance en exportant tout ce qu'ils produisent à moindre frais : lorsque ces produits clés sont le bois ou les minerais, il est évident que les mesures de protection de l'environnement contre les effets destructeurs de la foresterie et de l'industrie minière ont tendance à se relâcher. De même, la recherche de compétitivité ne permet pas à ces pays d'investir dans les programmes écologiques, si bien que rien n'est fait pour lutter contre le déboisement causé par les pauvres qui ont besoin de terres et de bois de feu, et les riches qui détruisent la jungle pour faire paître leurs troupeaux.

La dégradation de l'environnement n'est qu'un des multiples aspects de la dynamique extrêmement complexe qui suscite de nouveaux courants migratoires du Sud vers le Nord. Il

Exploitation de la forêt tropicale en République centrafricaine.



faudrait aussi mentionner le chômage endémique et l'émergence d'une véritable économie parallèle, fondée par exemple sur le trafic de drogue, de fourrures ou d'ivoire.

Les pays développés ont leur part de responsabilité. Il ne faut pas oublier que ce sont les pays riches (dont la voix est prépondérante au Fonds monétaire international et dans les autres institutions financières internationales) qui encouragent les pays du tiers monde à pratiquer des politiques d'ajustement structurel axées sur le développement des exportations. En outre, la logique de leur propre développement crée une sorte d'appel d'air pour les immigrants venus de l'hémisphère Sud.

La division internationale du travail

La mondialisation de l'économie a renforcé une division internationale du travail qui concentre les activités hautement spécialisées (science et technique, conception, finance, gestion et administration) dans les pays du Nord, et les activités industrielles et manuelles à forte intensité de main-d'œuvre dans ceux du Sud. Mais dans les pays du Nord, la croissance crée une demande de mains-d'œuvre pour les métiers subalternes et mal payés que les nationaux refusent d'exercer : bâtiment, nettoyage, jardinage, voirie, etc. La solution la plus courante consiste à confier ces tâches à des sous-traitants qui recrutent des travailleurs étrangers, en situation régulière ou non.

La demande de drogue et autres produits illicites vient surtout des pays du Nord. D'où une internationalisation du trafic qui crée des « emplois », aussi bien dans les pays exportateurs que consommateurs. Dans les pays consommateurs, les immigrants sont souvent les intermédiaires indispensables pour faire la liaison entre leurs compatriotes des pays producteurs et les revendeurs des pays riches, ne serait-ce que pour des raisons de communication.

Par ailleurs, la mondialisation des échanges internationaux a pour effet subsidiaire une baisse spectaculaire du prix des voyages et des communications. Les flux d'information internationaux se sont accrus énormément, si bien que les habitants des pays du Sud sont désormais parfaitement informés des conditions d'existence dans les pays du Nord et de toutes les filières pour y trouver du travail. Cela, conjugué à la mondialisation de la consommation relayée par la publicité, crée une exigence croissante en termes de revenus et de pouvoir d'achat qui encourage les immigrants des pays pauvres à aller chercher fortune ailleurs.

La situation se complique encore dans certains pays d'accueil où la politique d'immigration est affectée par l'existence de larges minorités. Les communautés ethniques originaires du tiers monde y font pression pour que les gouvernements laissent la porte ouverte à leurs parents et à leurs compatriotes restés dans leurs pays d'origine. Ces pressions sont particulièrement sensibles dans les pays d'accueil pluri-ethniques — États-Unis, Canada, Australie.

Une nouvelle donne socio-économique

On peut en conclure que les tendances actuelles de l'émigration du Sud vers le Nord s'insèrent dans un schéma global de relations socio-économiques en évolution, voulu et encouragé par les pays du Nord. Cela ne plaira évidemment pas à ceux qui croient que le problème de l'immigration peut être résolu par un contrôle très strict aux frontières et des programmes de développement à court terme.

La crise actuelle ne peut être résolue que dans une perspective à long terme. Il faut accepter le fait que, même si les efforts internationaux en



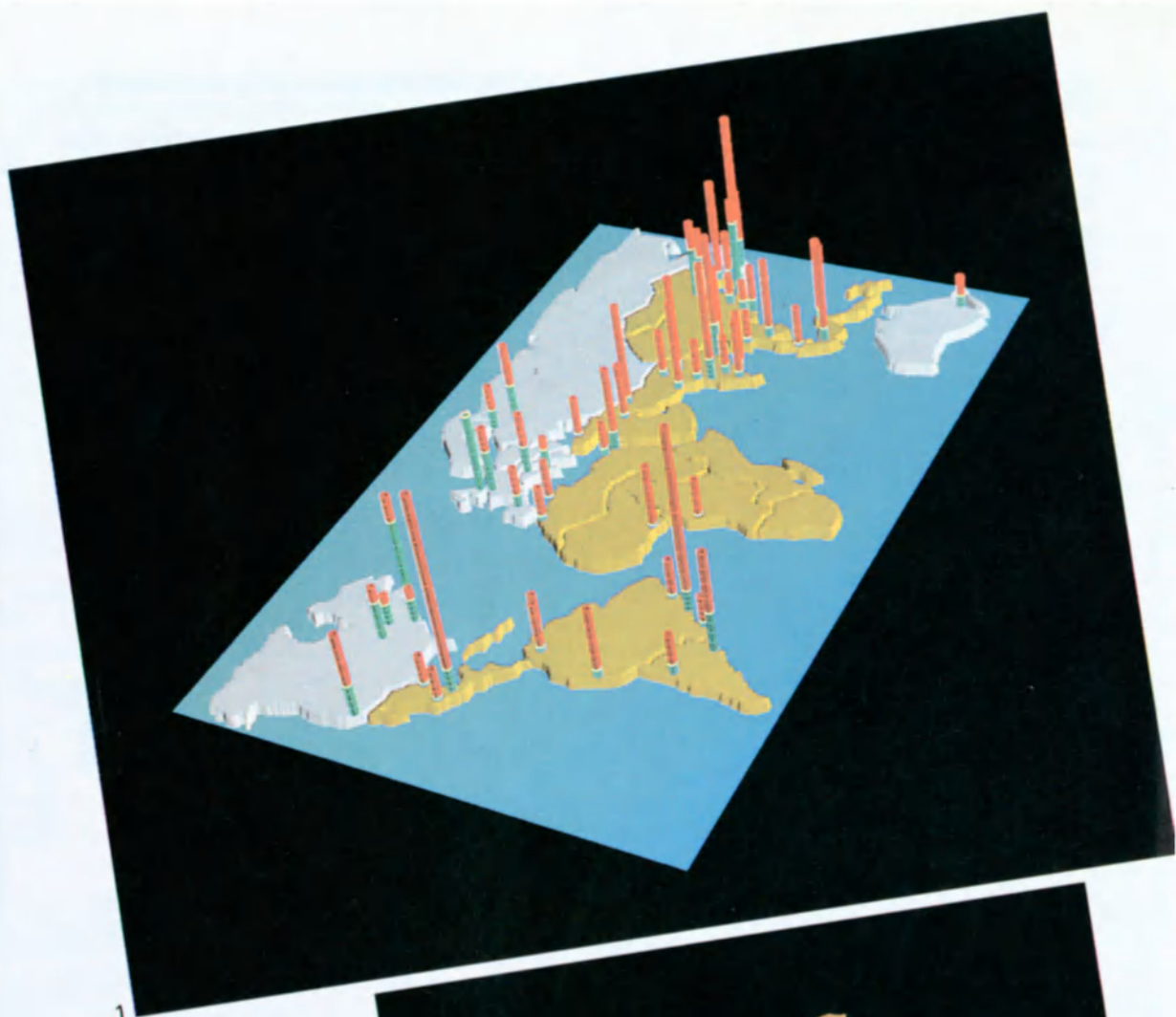
Porteurs d'eau au Sahel.

faveur du développement finissent, à long terme, par tarir les sources d'immigration dans le sens Sud-Nord, ils auront presque certainement l'effet inverse à court et moyen termes.

Le système international tel qu'il fonctionne (et les économies des pays développés telles qu'elles fonctionnent au sein du système) nécessitent un minimum de flux migratoires. En dessous d'un certain seuil, on se heurterait à des résistances, tant internes qu'externes, et il faudrait renoncer à bien des perspectives de développement et de coopération économique internationale.

On voit mal, par ailleurs, comment les pays du Sud pourraient se développer sans intensifier leurs échanges commerciaux et leur coopération technique avec ceux du Nord. De même, ce n'est qu'au prix d'une coopération franche et équitable avec le Sud que le Nord peut garantir la paix et la stabilité mondiales. Cette communauté d'intérêts exige que l'on mette au point des procédures de régularisation de flux migratoires relativement importants, à court et à long terme, en direction des pays du Nord. En même temps, il faudra forger de nouveaux organismes et instruments internationaux et s'efforcer, dans un esprit de solidarité, de dénouer les tensions que suscitent les inégalités du développement international. Toute autre solution impliquerait un retour à un stade de repli sur soi débouchant, fatalement, sur des désordres et des conflits. ■

ALAN B. SIMMONS, sociologue canadien, est membre du Centre de recherche sur l'Amérique latine et du Centre d'étude sur les réfugiés de l'université d'York à Toronto (Canada). Il a publié récemment divers articles sur la mondialisation de l'économie et les migrations internationales, ainsi que deux ouvrages collectifs : *Social Change and Internal Migration* (Evolution sociale et migration interne) avec A. Laquan et S. Diaz-Briquets, et *Destino la metropoli* (Destination la métropole), avec R. Cardona.



1



2

L'explosion urbaine

par Mehdi Amani

A la fin de ce siècle, près de la moitié de la population mondiale vivra dans les villes.

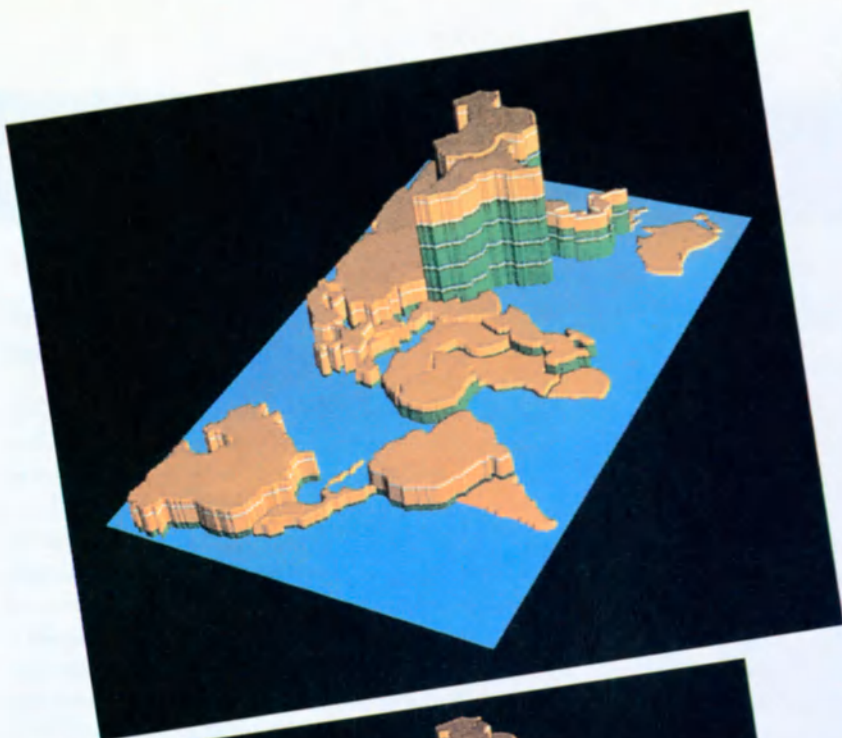
EN 1950, les pays développés comptaient 155 millions de citadins de plus que les pays en développement. En 1970, l'excédent n'était plus que de 30 millions. Depuis lors, la croissance de la population urbaine des pays en développement s'est accélérée, allant jusqu'à quintupler, voire sextupler, sous la pression d'une forte immigration rurale.

A la fin de ce siècle, près de la moitié de la population mondiale vivra dans les villes — les pays en développement comptant 1,9 milliard de citadins, soit deux fois plus que dans les pays

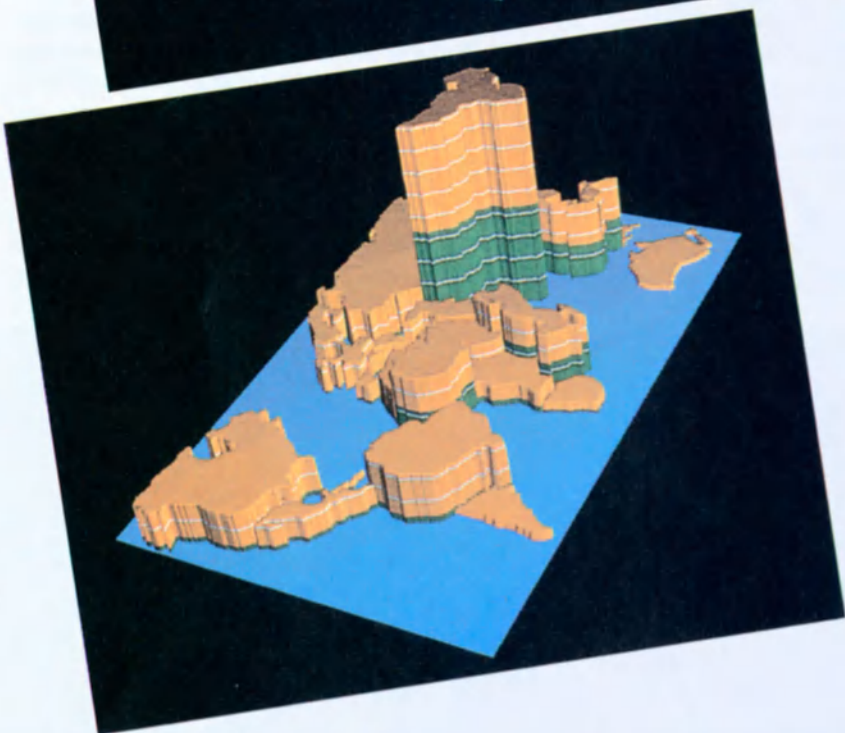
développés. Cependant les populations rurales, qui frôleront les trois milliards, poursuivront implacablement leur exode vers les grandes concentrations urbaines.

Dans des régions telles que l'Europe, les villes se sont développées à un rythme modéré, comme une conséquence logique de l'industrialisation. Celle-ci a conféré une importance grandissante aux emplois et aux groupes socio-professionnels liés à l'industrie et aux services, qui sont les deux composantes majeures de la population urbaine des pays avancés.

3



4



Images de synthèse illustrant (1) les villes de plus de quatre millions d'habitants en l'an 2000. Celles-ci sont représentées par des barres verticales dont la hauteur correspond au nombre probable d'habitants à la fin du siècle ; en vert, la population en 1950, en rouge, son accroissement jusqu'en 2000. Les régions développées sont figurées en blanc et les régions en développement en brun. (2) les populations rurales (en vert) et urbaines (en brun) par région, en 1950, en 1985 (3) et en 2025 (4). Chaque ligne horizontale marque une augmentation de 200 millions d'habitants.

Au contraire, dans les pays en développement, l'urbanisation s'est produite sans le préalable de l'industrialisation et à un rythme incontrôlé, si bien que la croissance des villes y est aujourd'hui trois fois plus rapide que dans les pays industrialisés. Une des conséquences les plus graves de cette urbanisation galopante est qu'elle prive les campagnes d'une bonne partie de leur main-d'œuvre active, et entraîne un déficit croissant de la production vivrière. Ainsi, beaucoup de pays du Sud, naguère autosuffisants, sont-ils devenus de grands importateurs de céréales, alors qu'ils disposent de superficies considérables de terres agricoles.

Une croissance inouïe

La question de la dimension optimale des villes préoccupe depuis longtemps sociologues et économistes. Pour certains spécialistes, le seuil optimal, surtout pour l'emploi, se situe autour de 500 000 habitants. Entre 1 et 2 millions d'habitants, on atteint un point critique, au-delà duquel la gestion des conditions de vie générales devient

malaisée. Mais ce ne sont là que des moyennes ; il est difficile de fixer des dimensions idéales pouvant convenir à toutes les villes dans tous les pays. Il faudrait plutôt viser des taux d'urbanisation raisonnables, une croissance annuelle mesurée et une part non excessive des mégapoles dans la population urbaine.

Or, l'extension des villes, surtout dans les pays en développement, se poursuit à une cadence vertigineuse : à la fin du siècle, notre planète comptera cinq mégapoles géantes de 15 millions d'habitants et plus, dont trois appartiendront au monde en développement.

Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies, si les grandes métropoles des pays industrialisés ont pratiquement atteint leurs dimensions maximales et s'y tiendront pendant une trentaine d'années encore, il en va différemment dans les régions moins développées, où beaucoup de villes qui ne comptaient pas parmi les grandes agglomérations urbaines dans les années 1970, figurent désormais en tête du palmarès des mégapoles du globe.

Ainsi Mexico, São Paulo, Calcutta et Bombay, qui se classaient alors au sixième rang mondial, ont rejoint en 1985 le peloton de tête en dépassant les 10 millions d'habitants. En l'an 2000, Mexico comptera 26 millions d'habitants, São Paulo 24 millions, Calcutta et Bombay un minimum de 16 millions chacune. De nouvelles agglomérations de 12 à 13 millions d'habitants apparaîtront également, parmi elles la conurbation Le Caire/Guizeh/Imbaba, Djakarta, Bagdad, Téhéran, Karachi et Istanbul.

Les experts de l'ONU ont poussé leurs prévisions jusqu'en 2025, date à laquelle il y aurait 93 villes de plus de 5 millions d'habitants, dont 80 dans les pays en développement. Une croissance inouïe, où l'on voit la population d'Abidjan multipliée par 100 en une vingtaine d'années, Mexico gagner 2 000 habitants par jour et la population du Caire grossir en moyenne de 40 000 habitants par mois.

Une extension tentaculaire

Dans les pays en développement, la croissance démographique urbaine résulte davantage des migrations et de l'extension géographique et spatiale des villes que de l'accroissement naturel (excédent des naissances sur les décès) de leur population. Néanmoins, la fécondité des familles immigrées et des habitants des zones absorbées par les villes reste souvent, pendant une génération, supérieure à celle des citoyens de naissance. Et à l'issue de cette période d'adaptation, la diminution de la fécondité est souvent neutralisée par la baisse de la mortalité infantile, beaucoup plus rapide en milieu urbain.

Sous la pression de ces différents facteurs d'accroissement démographique, les limites des villes s'étendent irrésistiblement, au détriment des terres cultivables environnantes, dont elles sont pourtant tributaires pour leur approvisionnement alimentaire.

Dans les pays industrialisés, l'extension des grandes villes ne retentit pas de façon significative sur une production agricole souvent largement excédentaire. En revanche, dans les pays en développement, elle est catastrophique sur tous les plans : environnement, ressources, répartition géographique de la population et structures socio-professionnelles. L'urbanisation de 500 hectares par an de terres fertiles du delta du Nil au profit de la conurbation du Caire en est un exemple frappant.

Cette extension démesurée des grandes villes impose des réseaux de communication complexes qui pèsent lourdement sur des économies chancelantes. Les trajets, longs et coûteux, représentent une charge insupportable pour les budgets restreints des ménages que les loyers et les prix élevés du centre ville repoussent vers la lointaine périphérie.

Pour une urbanisation contrôlée

La réduction des taux d'accroissement naturel des populations des pays en développement — par une action sur les taux de natalité et de fécondité, ainsi que sur les taux de mortalité et de morbidité — figure en bonne place dans l'ordre des priorités nationales et internationales.

Sans mettre en cause l'importance d'un tel objectif, il est tout aussi urgent de maîtriser l'urbanisation dans ces pays et de l'harmoniser avec les politiques agricoles, de l'emploi et de redistribution de la population. Car en cas de persistance d'une urbanisation incontrôlée et d'un exode rural massif, le seul ralentissement de la croissance démographique risque de s'y traduire par une chute de la production agricole et une recrudescence du chômage dans les villes.

La crise urbaine, avec son cortège de problèmes sociaux, techniques et écologiques, freine l'essor économique des pays du tiers monde. Elle doit donc être perçue comme un phénomène global nécessitant l'adoption de mesures à l'échelle nationale. Et ces mesures doivent avoir pour finalité de développer au maximum le potentiel économique disponible, surtout dans les régions extra-urbaines. Il faut en effet essayer de rapprocher la productivité par habitant dans les différentes régions par la mise en valeur des ressources naturelles et humaines dont elles disposent.

Il faut aussi remédier à la concentration excessive des infrastructures, des activités économiques et des services sociaux dans les grandes villes et les métropoles, créer des industries et des secteurs d'activité intermédiaires capables d'absorber la main-d'œuvre rurale. La formation des populations rurales, surtout des jeunes, est primordiale si l'on veut réduire le chômage et l'écart salarial, qui sont pour beaucoup dans l'exode rural et la congestion des villes. En somme, il faut inscrire le développement rural dans le développement national, en resserrant la collaboration entre les collectivités locales et les pouvoirs publics au plus haut niveau. ■

MEHDI AMANI,

d'Iran, est conseiller en population et développement. Ancien professeur de démographie et doyen de la faculté des sciences sociales à l'université de Téhéran, il a également été chargé d'étude à l'Institut national d'études démographiques (INED) à Paris, et chef de projet en Afrique du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP). Il est l'auteur de plusieurs livres et articles sur l'enseignement de la démographie et les problèmes de population et du développement dans les pays du tiers monde.

LES migrations, en Afrique, remontent à la nuit des temps. Ces déplacements collectifs y obéissaient historiquement à des facteurs démographiques, mais aussi à différents impératifs — politiques, économiques, religieux ou de sécurité. Plus récemment, les caractéristiques, les directions et les motivations de ces mouvements ont été bouleversées par l'expérience coloniale, qui a profondément marqué l'évolution du continent dans tous ces domaines.

Les grandes migrations intérieures s'effectuent d'une région rurale à une autre, de la campagne à la ville et vice-versa, ou encore d'une ville à une autre. Dans le contexte africain, il est difficile d'établir une distinction claire entre migrations intérieures et migrations internationales en raison des affinités culturelles qui lient des populations arbitrairement séparées par les tracés frontaliers. Aussi, les migrations inter-rurales ne sont-elles pas toujours des migrations intérieures : en fait, la plupart des migrations d'un pays à un autre entrent dans cette catégorie.

Pourquoi émigre-t-on ?

La décision d'émigrer est motivée au premier chef par des considérations d'ordre économique. Les gens émigrent dans l'espoir d'une vie meilleure, et lorsque les possibilités que leur offre leur environnement immédiat ne répondent pas à leurs aspirations. Tel n'est bien évidemment pas le cas des personnes déplacées à la suite de quelque catastrophe naturelle (sécheresse ou famine), ni de celles qui fuient la guerre et l'oppression.

Les migrations intérieures sont généralement provoquées par des disparités dans le degré de développement, les possibilités d'emploi, les conditions de vie et le niveau des revenus entre différentes régions dans un même pays ; elles s'orientent essentiellement vers les zones où se créent des emplois. Aussi, lorsque les investissements publics et privés sont concentrés dans la métropole, ce qui est généralement le cas en Afrique, c'est vers elle qu'afflue la majorité des migrants. Mais les exploitations agricoles, minières ou autres qui sont implantées dans les régions rurales et embauchent ou emploient des travailleurs, drainent aussi bon nombre de ruraux dans des pays comme la République-Unie de Tanzanie, le Kenya ou le Cameroun.

Le candidat à l'émigration choisira sa destination et le moment de son départ suivant les conseils et les informations qu'il recevra de ceux de ses proches qui sont partis avant lui. Les migrants en Afrique disposent de tout un réseau de parents et d'amis qui facilitent leur arrivée et leur installation dans la ville. La solidarité de la grande famille africaine offre aux nouveaux venus

L'Afrique a de tout temps connu de grands déplacements de population, mais ceux-ci ont pris à notre époque une ampleur jamais atteinte...

un soutien qui leur permet de faire face aux tensions et aux contraintes du milieu urbain. En fait, la décision d'émigrer en Afrique n'est généralement pas individuelle, mais familiale. Les émigrés conservent des liens avec leur lieu d'origine, où ils reviennent périodiquement, et envoient régulièrement de l'argent aux parents qu'ils y ont laissés.

La structure de l'emploi est telle en Afrique, que dans les grandes exploitations agricoles comme dans l'industrie, le commerce et les transports, la demande de main-d'œuvre est presque

toujours masculine. Les hommes émigrent seuls, laissant femmes et enfants au pays, au moins dans un premier temps.

En règle générale, les femmes semblent confinées au foyer et dans la gestion des affaires domestiques. On sait peu de choses sur leur participation aux processus migratoires, où les hommes sont majoritaires et où elles demeurent « invisibles » tant qu'elles ne font qu'accompagner leur époux ou rejoindre un compagnon en vue du mariage. Toutefois, des études récentes ont mis en évidence une augmentation du nombre de

Touaregs au Niger.



femmes qui émigrent pour leur compte et acquièrent l'autonomie financière en prenant un emploi rémunéré ou un travail indépendant.

La tendance à émigrer est étroitement liée au degré d'instruction. Les migrants sont généralement plus jeunes et mieux instruits — ce qui s'explique, en partie, par la proportion grandissante des jeunes au sein de la population et les plus grandes possibilités éducatives dont ils bénéficient. S'ils émigrent, c'est généralement dans l'intention de poursuivre leur études scolaires ou de recevoir un autre type de formation dans les villes, où se trouvent la plupart des établissements d'enseignement secondaire et supérieur, les possibilités d'apprentissage et les activités du secteur non structuré de l'économie. Et puisque les emplois salariés sont concentrés dans les villes, c'est vers les villes que doivent aller les jeunes ruraux qui ont beaucoup investi dans leur éducation s'ils veulent en recueillir le fruit.

Là où le degré d'urbanisation et de développement économique est relativement avancé, les femmes commencent, à mesure que leur instruction progresse, à emporter dans les courants migratoires urbains. Avec l'expansion du secteur tertiaire, qui crée de nouveaux emplois, l'accroissement du nombre des migrantes est manifeste, surtout en Afrique de l'Ouest, où elles contrôlent depuis un certain temps déjà le secteur de la distribution. A ce stade, ce n'est plus l'exode rural vers les villes qui prédomine, mais plutôt l'émigration inter-urbaine.

De nos jours, beaucoup de migrants — artisans, ouvriers agricoles, manœuvres et employés

de service — préfèrent aller dans un premier temps vers une ville moyenne voisine, où ils auront des parents et ne se sentiront pas trop dépaysés, ce qui facilitera leur adaptation au milieu urbain. Bon nombre d'entre eux finissent par s'y fixer ; d'autres y font simplement une halte sur le chemin de la capitale.

Il existe une autre catégorie particulière de migrations intérieures, et ce sont celles que pratiquent les nomades. Ces pasteurs itinérants, pour la plupart illettrés, arpentent avec leurs troupeaux de vastes territoires, sans se soucier des frontières nationales. Ils sont surtout nombreux au Tchad, en Ethiopie, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Kenya et en Somalie,

L'asphyxie des grandes villes

On estime que les migrations entrent pour plus de la moitié dans le fort taux d'accroissement annuel de la population urbaine en Afrique. Or les villes africaines sont loin de pouvoir offrir à ces populations pléthoriques des emplois, des logements acceptables, de l'eau potable, des infrastructures routières et un environnement salubre.

La jeunesse des migrants dans des sociétés où la contraception n'est généralement pas très répandue tend à relever notablement le taux de fécondité dans les villes. La vitesse de cet accroissement naturel, jointe à l'accélération de l'immigration, fait que la population urbaine africaine se compose en bonne partie de jeunes adultes en âge de procréer. La plupart des villes africaines semblent aujourd'hui débordées par les problèmes aigus qu'entraîne cette croissance explosive :

Formation de jeunes agriculteurs en Zambie.



embouteillages monstres, coupures de courant, pénurie d'eau, prolifération des taudis, défaillance des services de voirie. Et la structure par âge de la population urbaine est telle que cette situation a toutes les chances de se prolonger pendant des dizaines d'années encore.

Les politiques qui ont pour but de soulager les problèmes posés par les migrations portent généralement sur les migrants eux-mêmes, à leurs lieux de départ et d'arrivée. Elles sont donc orientées soit vers les villes, soit vers les campagnes.

Sur le plan urbain, cinq stratégies ont été suivies dans différents pays d'Afrique : le contrôle strict ou l'interdiction pure et simple de l'immigration dans les villes (République sud-africaine) ; le retour forcé dans les régions rurales (Mozambique) ; l'urbanisation dispersée (Nigéria) ; la décentralisation par la promotion des villes moyennes et le développement des régions (Zambie, Algérie) ; la création de nouvelles capitales (Nigéria, République-Unie de Tanzanie).

Quelques programmes de réhabilitation destinés à développer l'infrastructure économique et sociale des centres urbains afin de leur permettre d'accueillir les nouveaux arrivants ont été mis en œuvre ici et là, de même que des politiques de création d'activités à fort coefficient de main-d'œuvre et d'amélioration des services sociaux. Dans les pays où l'échec scolaire produit un grand nombre de jeunes chômeurs, on a tenté diverses formules d'insertion sociale — camps spéciaux pour la jeunesse en Somalie et en Zambie, ou projets d'établissements agricoles au Ghana et au Nigéria.

Plusieurs tentatives ont été faites par ailleurs pour accroître les revenus des agriculteurs et développer l'emploi dans les campagnes, afin de tarir l'émigration à la source. On s'est efforcé, mais sans grand succès, de réorienter les flux migratoires en créant des pôles régionaux de développement, en déplaçant la capitale ou en stimulant les petites villes. En revanche, les pays qui se sont employés à développer les zones rurales par le biais des grandes exploitations agricoles (comme la République-Unie de Tanzanie, le Ghana ou la Côte d'Ivoire), ou se sont efforcés d'y créer à la fois des services sociaux et des possibilités d'emploi, sont parvenus à retenir dans les campagnes un nombre non négligeable de candidats au départ.

La décision de déplacer des individus, le choix de leur destination, soulèvent de graves problèmes humains, notamment lorsqu'il s'agit de regrouper par la force des migrants dans des villages réduits ou de les contraindre à partir vers des régions désignées par les pouvoirs publics. Dans ce genre de situation, il est rare que les droits des personnes concernées soient pris en considération.

Politiques : les conditions du succès

Le succès des politiques relatives aux migrations intérieures est conditionné par certains facteurs d'ordre social, politique et économique, tenant



Retour au pays (Guinée).

notamment à la nature du système politique en place, à l'engagement des pouvoirs publics, aux orientations préférentielles des investissements privés et à l'efficacité de l'administration. En Afrique, comme dans d'autres régions du tiers monde, ces politiques doivent, pour réussir, bénéficier d'une priorité élevée, de ressources importantes, d'une coordination efficace des services publics à tous les niveaux, ainsi que d'une gestion centralisée à l'échelle nationale. Lorsqu'elles échouent, c'est généralement parce que dans les pays à économie de marché, les gouvernements ne sont guère en mesure de contrôler les investissements privés, ou parce que les projets envisagés sont trop coûteux et les politiques contradictoires et mal coordonnées.

Les migrations ont des causes structurelles, et cela, les responsables africains l'ont bien compris. Si l'exode vers les villes paraît aujourd'hui irréversible, il ne doit cependant pas se poursuivre dans l'anarchie. Promouvoir les villes de moyenne importance et développer les zones rurales sont deux démarches qui doivent être suivies parallèlement si l'on veut freiner la croissance explosive des grandes concentrations urbaines.

Dans les campagnes, il faudrait s'attacher à stimuler les activités du secteur non structuré et, là où c'est possible, encourager et soutenir activement les industries rurales et l'artisanat, de manière à diversifier l'économie, susciter de nouvelles possibilités d'emploi et améliorer les revenus et les conditions de vie des populations.

ADERANTI ADEPOJU, économiste et démographe nigérian, ancien doyen de l'université de Lagos, est actuellement coordinateur pour la formation du programme « Population, ressources humaines et développement en Afrique » du FNUAP à l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP, Dakar). Il est l'auteur de nombreux travaux sur les migrations, les politiques démographiques et le développement rural et urbain en Afrique.

La montée du troisième âge

Avec l'allongement de la durée de la vie, plusieurs générations sont appelées à coexister. Nos sociétés se peuplent de plus en plus de « non-contemporains ».

NOUS venons de traverser trois décennies de changements démographiques accélérés : en trente ans, la population mondiale est passée de 2,7 milliards d'habitants à un peu plus de 5 milliards. Durant cette période d'expansion sans précédent, s'est produit un événement passé tout d'abord inaperçu, mais d'une importance pourtant considérable pour l'avenir. C'est en effet vers le début des années 70 que le taux d'accroissement de la population mondiale a commencé, pour la première fois depuis le 18^e siècle, à décroître.

Ce retournement de tendance signifiait qu'après les pays industriels, les pays du tiers monde entraient à leur tour dans la transition démographique, en un mot que leur fécondité baissait. La rapidité avec laquelle la transition démographique va s'effectuer risque d'être déterminante, non seulement pour la taille future des populations concernées, mais plus encore pour leur structure par âge. Plus la transition sera rapide, et plus rapide sera le vieillissement de leur population. Le démographe français Alfred Sauvy avait coutume de dire que les populations n'avaient d'autre choix que de croître ou de vieillir.

Si l'on admet que le vieillissement démographique, défini ici comme l'augmentation de la proportion de personnes âgées par rapport à la population totale, n'est finalement que la manifestation éclatante du succès des techniques de maîtrise de la vie et de la mort, les inquiétudes, parfois excessives, exprimées à ce propos, paraissent plutôt paradoxales. Cette attitude pessimiste est peut-être enracinée dans l'idée négative que se font les individus de leur propre vieillissement — un processus inévitable dont l'aboutissement est la mort. L'individu ne peut arrêter le cours du temps, et rajeunir n'est pour lui qu'une métaphore. Mais les populations n'entretiennent pas avec le temps les mêmes rapports : elles peuvent, elles, réellement rajeunir, vieillir, garder des structures par âge stables au gré des mouvements de la fécondité et de la mortalité. Bien sûr, il y a des seuils au-delà desquels le vieillissement devient

pratiquement irréversible, mais il est possible d'atteindre des états stables où les progrès du vieillissement sont comme suspendus dans le temps.

La pyramide des âges

En démographie, il vaut mieux ne pas trop se fier à son intuition, et cela est particulièrement vrai quand on aborde l'étude des causes du vieillissement démographique. En effet, des trois facteurs démographiques que sont la fécondité, la mortalité et les migrations, celui qui a eu le plus d'influence sur le vieillissement, jusqu'à une date récente, est la baisse de la fécondité — et non pas, comme on aurait pu le penser, la baisse de la mortalité. En réduisant le nombre des naissances, et donc la base de la pyramide des âges, la baisse de la fécondité a eu dans les pays développés — et a toujours dans les pays en développement — l'influence la plus marquée sur la structure par âge.

La baisse de la mortalité est faible puisqu'elle s'exerce à tous les âges et, paradoxalement, peut même contribuer à un certain rajeunissement de la population lorsqu'elle concerne en priorité les enfants en bas âge. Ce n'est que dans les vingt dernières années que la baisse de la mortalité, concentrée dans les pays développés aux âges élevés, a contribué au vieillissement de ces populations en augmentant le nombre des survivants au sein de ces groupes d'âge. Par rapport à la population totale, les migrations ne jouent, cette fois, qu'un rôle marginal.

On ne doit pas négliger le rôle d'un quatrième facteur, mis en lumière récemment : il s'agit de la structure par âge initiale. Des populations qui ont connu des mouvements démographiques importants, comme le « baby boom » de l'après-guerre, ont engrangé dans leur structure par âge un potentiel considérable de vieillissement. Une situation similaire existe dans des pays du tiers monde tels que la Chine, qui ont connu, après une expansion rapide de leur population, une chute rapide de leur fécondité.





« ...L'amenuisement des générations nouvelles, le poids démographique des générations anciennes, l'allongement de la durée de vie contribuent à redessiner des configurations démographiques familiales nouvelles. » Encre sur papier d'aquarelle de Faouzia Niazi-Lane (Egypte).

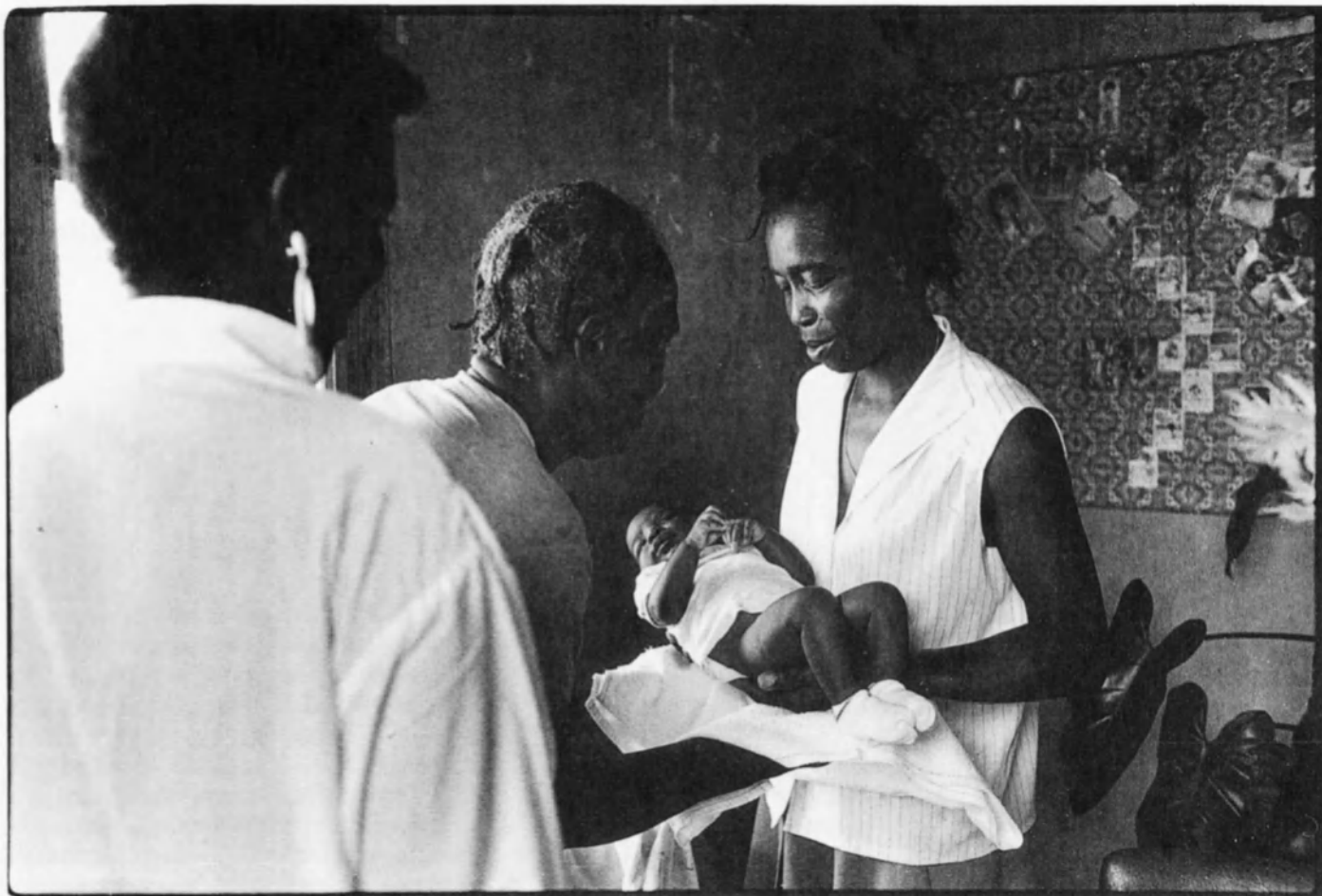
Vieilliront-ils ensemble ?

Les chiffres comparatifs du vieillissement dans le monde, ainsi que leur évolution récente et prévisible (voir tableau ci-contre) montrent que le groupe des 60 ans et plus est passé, dans les pays industriels, de 11 à 17% en 40 ans et devrait gagner encore 8 points dans les trente-cinq prochaines années — soit une proportion supérieure à celle du groupe des moins de 15 ans, en constante diminution. Dans les pays en développement, ce pourcentage était de 6% en 1950, soit l'équivalent de celui observé en France en 1775. C'est seulement en 2025 que ces pays verront la proportion de leurs sexagénaires atteindre celle observée dans les pays industriels en 1950.

Cependant, le rythme de vieillissement prévisible des pays en développement apparaît plus rapide que celui des pays européens. A partir du moment où ces derniers se sont engagés dans la transition démographique, il leur a fallu au minimum 100 ans (France), et plus souvent 150 ans (Allemagne et Angleterre), pour atteindre le seuil des 12% de personnes âgées de plus de 60 ans — seuil que l'ensemble des pays en développement mettra 75 ans à atteindre. Dans des pays comme la Chine, où la fécondité a baissé brutalement, ce pourcentage sera atteint entre 2005 et 2010, soit en une cinquantaine d'années seulement.

Mais ce qui intéresse plus que tout les gouvernements, soucieux d'arrêter programmes et politiques, c'est le nombre absolu des personnes âgées. En 1950, il y avait 430 millions de personnes âgées de plus de 60 ans dans le monde, dont 250 millions dans les pays en développement — soit 70 millions de plus que dans les pays industriels, lesquels sont dotés de ressources sans commune mesure avec celles des pays du tiers monde pour faire face aux problèmes posés par la vieillesse.

Un dernier chiffre mérite encore d'être examiné, celui des personnes très âgées. Les progrès de la médecine ont permis et vont encore permettre une amélioration des chances de survie aux grands âges, sans que simultanément l'état physique et



Quatre générations de femmes sous le même toit (Marle-Galante, Antilles françaises).

mental des personnes survivantes s'améliore très significativement. En 1950, 40% des plus de 60 ans dépassaient 70 ans dans les pays industriels. En 1990, cette proportion est de l'ordre de 50% et se maintiendra jusqu'à la fin du siècle. Dans le tiers monde, les personnes très âgées représentaient, en 1950, 30% du groupe des 60 et plus ; en 1990, cette proportion dépasse 37% et devrait atteindre les 40% en 2025.

En nombre absolu, il y a aujourd'hui autant de personnes très âgées dans les pays industriels et les pays en développement : soit un peu plus de 90 millions. Mais en 2025, la situation sera inversée puisqu'il y aura seulement 160 millions de personnes très âgées dans les pays du Nord, contre 338 millions dans les pays du Sud, soit une augmentation de près de 400% de l'effectif actuel. Cette « explosion » du nombre de personnes très âgées est à comparer avec l'accroissement d'un peu plus de 70% de la population totale du tiers monde attendu durant la même période.

Ces changements considérables dans les structures par âge auront évidemment des répercussions importantes sur la structure démographique des familles. Dans les pays industriels, l'amenuisement des générations nouvelles, le poids démographique des générations anciennes, l'allongement de la durée de vie contribuent à redessiner des configurations démographiques familiales nouvelles. Au début de la révolution industrielle, la moitié des individus atteignaient leur 20^e anniversaire ; aujourd'hui près de la moitié dépassent leur 75^e anniversaire. Aussi, la famille à deux ou

trois générations fait-elle place aux familles à quatre générations, où souvent deux générations de retraités coexistent, en majorité d'ailleurs du sexe féminin.

Faut-il voir dans cette évolution un des derniers avatars de la famille, qui regagnerait verticalement ce qu'elle a perdu horizontalement lorsqu'elle est devenue nucléaire, ou faut-il dire simplement que la famille a vieilli ? Dans la plupart des pays du tiers monde, on est encore loin de telles situations, mais pour quelques-uns d'entre eux, où l'espérance de vie approche les 70 ans et où la fécondité est proche du niveau de remplacement, les conditions démographiques d'apparition de ce type de configuration sont presque remplies. Fait essentiel, le vieillissement est apparu dans ces pays à des niveaux de développement sans comparaison avec ceux que connaissaient les pays industriels au moment où leur population a commencé à vieillir.

Le poids des ans

Dans cette analyse des changements que provoque la contraction des structures par âge, les démographes ont la part la plus belle. En effet, leur domaine est, çà et là, balisé de tendances lourdes bien utiles lorsqu'on se projette dans l'avenir. Il n'en va malheureusement pas de même lorsqu'on explore les conséquences économiques et surtout sociales du vieillissement. Il est bien entendu impossible de traiter ici de toutes les conséquences du vieillissement, aussi ne nous arrêtons-nous que sur quelques-unes d'entre elles.

**Évolution de la population mondiale par grands groupes d'âges
entre 1950 et 2025**
(répartition en pourcentage)

	Population mondiale				Pays industrialisés				Pays en développement			
	0/14	15/59	60 et plus	Total	0/14	15/59	60 et plus	Total	0/14	15/59	60 et plus	Total
1950	35	57	8	100	28	61	11	100	38	56	6	100
1990	32	59	9	100	21	62	17	100	36	57	7	100
2000	31	59	10	100	20	61	19	100	34	58	8	100
2025	24	61	15	100	18	57	25	100	26	62	12	100

Source : *Economic and social implications of population ageing*, Nations Unies, New York 1988

Commençons par les effets potentiels du vieillissement sur l'appareil productif, et plus particulièrement sur la population active. Dans les pays industriels, l'irrégularité du flot des générations nées après guerre va se traduire par des passages en dents de scie de ces générations dans la population active. On observera ainsi des poussées plus ou moins longues de vieillissement. La population d'âge actif, prise en tenaille entre les évolutions contradictoires des jeunes et des personnes âgées, amorcera son déclin au début du siècle prochain (voir tableau). Certes la féminisation croissante de la population active a permis de compenser les déficits démographiques antérieurs, mais il n'est pas sûr, tout au moins dans certains pays, qu'une intégration plus poussée des femmes dans la population active puisse être obtenue sans que la fécondité ne baisse à des niveaux intolérables. Une autre solution, d'ordre démographique également, consisterait à avoir recours à nouveau à l'immigration de travailleurs étrangers. Mais on connaît les problèmes que suscite l'immigration dans les pays du Nord.

Ces diverses difficultés ont poussé à envisager une participation accrue des personnes âgées dans la population active. Cependant, dans les pays industriels où la charge des retraites se révèle très lourde, les gouvernements se sont trouvés écartelés entre leur désir de mettre à la retraite anticipée certains travailleurs proches de celle-ci pour lutter contre le chômage, et leur souci d'avoir un volume d'actifs suffisant pour financer leurs systèmes de retraite. Ces préoccupations contradictoires existent également dans les pays en déve-

loppement, où la politique de l'emploi pousse les gouvernements à accorder la retraite à des âges relativement bas compte tenu des niveaux déjà atteints par l'espérance de vie à la naissance. Il apparaît ainsi clairement que le volume de la population retraitée n'est pas uniquement la conséquence d'une fatalité démographique, mais qu'elle résulte tout autant de choix politiques ou économiques.

La question tant débattue de l'effet négatif du vieillissement de la population active sur les tendances de la productivité n'a pas encore reçu de réponse définitive. Certains spécialistes maintiennent que le vieillissement de la population a pour effet de diminuer la plasticité structurelle de l'appareil productif et de freiner ainsi les mutations nécessaires ; d'autres inciteront ces pessimistes à la prudence en rappelant qu'Auguste Comte prédisait, vers le milieu du 19^e siècle, que l'allongement de la longévité freinerait le progrès social puisqu'il ralentirait le rythme de remplacement des générations. Plus près de nous, les exemples fournis par l'Allemagne et le Japon montrent que les populations les plus atteintes par le vieillissement peuvent faire preuve d'un dynamisme économique extraordinaire, pour peu que les conséquences de leur vieillissement aient été incorporées dans des stratégies de développement à long terme.

Solidarité et nécessité

Mais le vieillissement fait plus que modifier les structures de l'appareil productif, il lui impose aussi des contraintes considérables : financement des retraites et prise en charge de certaines formes de consommation très coûteuses et propres à la vieillesse, comme la consommation médicale.

Une première approximation démographique de cette charge nous est fournie par le rapport existant entre adultes actifs et inactifs âgés. Dans les pays industrialisés, ce rapport qui est actuellement de 3 pour 1 tombera à 1,5 actif pour 1 inactif âgé en 2025. Dans les pays en développement, ce rapport est nettement plus favorable puisqu'il est actuellement de 7,2 actifs pour 1 inactif âgé, mais il devrait tomber à 3,9 en 2025. Ces comparaisons dans le temps et dans l'espace doivent être menées avec prudence en raison de la signification limitée de cet indice, qui ne tient pas compte des différences de productivité actuelles et à venir de la population active.

L'alourdissement des charges publiques consacrées au financement des régimes de retraites et à la protection médico-sociale des personnes âgées a relancé le débat sur le rôle respectif que devraient jouer les collectivités et la famille dans l'aide aux personnes âgées. Mais avant toute discussion sur les mérites respectifs de telle ou telle forme de solidarité, il est nécessaire de bien connaître les incidences des tendances démographiques globales au niveau des structures de parenté et donc les contraintes que la démographie impose à la famille.

L'historien anglais Peter Laslett a ainsi fait

Grâce aux progrès de la médecine, le nombre des personnes très âgées est en augmentation. Ci-dessous, un couple de centenaires de Beverly (Etats-Unis).





remarquer qu'en Angleterre, au temps de Malthus, les lois en faveur des pauvres étaient déjà marquées du sceau de la nécessité démographique. En dépit de la fécondité et de la nuptialité très élevées de l'époque, 20% des enfants de sexe féminin étaient orphelins à l'âge de 10 ans, et la même proportion de femmes était sans famille proche à l'âge de 65 ans. La prise en charge par la collectivité de ces personnes sans famille était la seule solution acceptable.

De nos jours, le nombre d'orphelins est très faible du fait d'une importante réduction de la mortalité des parents. En revanche, la baisse considérable de la fécondité peut créer des situations où, faute de descendants, des adultes se retrouvent, au moment où ils atteignent la vieillesse, sans soutien familial. Comme les données empiriques sur les structures de la parenté sont rares, et cela même dans les pays développés, les démographes ont recours à des modèles permettant de reconstituer la configuration initiale des structures de parenté et d'examiner comment ces structures évoluent sous certaines contraintes démographiques. Par exemple, en maintenant la mortalité à un niveau très faible, et en faisant varier la fécondité de 1,8 enfant par femme à 1,4 sur une même période de 50 ans, on observe que la proportion de femmes âgées de 65 ans et plus, sans enfants d'âge actif, passerait de 4 à 14%.

Bien que la situation démographique y soit sensiblement différente, l'application de tels modèles aux pays en développement est d'autant plus utile que la famille y joue encore un rôle essentiel d'entraide sociale. On peut déjà aperce-

voir les signes avant-coureurs des difficultés à venir dans des pays comme la Chine, où la politique de l'enfant unique a accéléré la venue de la transition démographique, mais a aussi mis à mal les équilibres entre générations existant traditionnellement au sein des familles.

Le conflit des générations

Les transformations démographiques rapides que nous avons connues vont donner aux rapports entre générations des dimensions nouvelles. L'allongement de la vie conduit à une multiplication des générations appelées à coexister dans le temps. Comme on l'a écrit, nos sociétés se peuplent de plus en plus de non-contemporains. A cela, il faut ajouter les variations en dents de scie des effectifs des générations successives, dont les comportements démographiques, économiques et sociaux ont tendance à se différencier radicalement. Pour s'en tenir à la seule irrégularité du flot des générations, notamment des plus jeunes et des plus âgés, on ne peut que constater qu'elle va contribuer à aggraver les tensions sociales au moment où des choix devront être faits dans l'allocation de ressources aux différentes catégories de personnes dépendantes. Or, dans le climat actuel d'allergie à tout alourdissement de la pression fiscale, une augmentation de ces ressources paraît improbable. Plus fondamentalement, la compétition entre générations risque d'être d'autant plus mal supportée que les sociétés industrielles modernes ont tendance à sacrifier les valeurs de solidarité au profit des satisfactions individuelles du moment. ■

« La baisse considérable de la fécondité peut créer des situations où, faute de descendants, des adultes se retrouvent, au moment où ils atteignent la vieillesse, sans soutien familial. »

JEAN-CLAUDE CHASTELAND, démographe français, a dirigé, jusqu'en 1990, la Division de la population de l'Organisation des Nations Unies à New York. Il est actuellement consultant scientifique à l'Institut national d'études démographiques à Paris. Il a publié de nombreux articles sur les problèmes démographiques du tiers monde et plus généralement sur les questions de population et de développement.

Fair Play

Le Comité international pour le Fair Play, soutenu par l'UNESCO, a attribué ses trophées pour 1990 à Dino Zoff pour sa carrière sportive, ainsi qu'à Ian Lawler et Graham Burns pour leurs gestes sportifs. Gardien de but de l'équipe de football d'Italie, aujourd'hui entraîneur, Dino Zoff s'est distingué par un comportement exemplaire, tout au long de sa carrière, à l'égard de ses partenaires, comme de ses adversaires et du public — allant, par exemple, jusqu'à faire retirer une banderole injurieuse pour l'équipe adverse avant une rencontre à Rome. Ian Lawler et Graham Burns, qui représentaient le Royaume-Uni aux championnats du monde 1990 de canoë-kayak, se sont arrêtés pour secourir l'équipe danoise, dont le gouvernail était endommagé, ce qui a permis à celle-ci de remporter la course et la médaille d'or du championnat. Des diplômes et des certificats ont également été remis à une dizaine de sportifs, d'équipes et de clubs, ainsi qu'au quotidien français *L'Equipe*.

Les questions de population à l'université

L'UNESCO se prépare à lancer un nouveau projet d'éducation en matière de population dans les universités, notamment des pays en développement. Ceux-ci continuent à enregistrer les plus forts taux de croissance démographique et sont de plus en plus conscients de l'importance de l'éducation dans ce domaine. L'Organisation, qui a déjà contribué à introduire cette discipline dans les écoles primaires et secondaires de plus de cent pays, aidera à former maîtres et chercheurs à son enseignement, afin qu'elle soit intégrée de façon permanente aux programmes scolaires.

Six années de recherches pour l'environnement

Les principaux ouvrages, articles, documents de travail et de conférence produits par l'UNESCO, ou sous ses auspices, sur le thème de l'environnement entre 1985 et 1991, ont été mis sur microfiches : 8 400 pages de texte (en anglais seulement), dans un jeu de 100 microfiches présentées dans un boîtier de classement en plastique, et accompagnées d'un catalogue imprimé de 137 pages comprenant des index par sujets, rubriques et titres (prix : 2 600 FF). Le catalogue, également disponible sur microfiche, peut être consulté gratuitement sur demande aux Presses de l'UNESCO, Division des ventes, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris (France).

Index translationum

Vient de paraître, le volume 38 de l'*Index translationum*, qui recense 57 374 traductions d'ouvrages publiés en 1985 dans 59 Etats membres de l'UNESCO, y compris quelques traductions antérieures qui n'avaient pas encore été signalées dans l'*Index*. Ce catalogue bibliographique international multilingue, dont le premier volume remonte à 1948, est un ouvrage de référence destiné surtout aux éditeurs, traducteurs, écrivains, enseignants et étudiants.

Alerte au tabac !

Face aux risques du tabagisme pour la santé des fumeurs, mais aussi des non-fumeurs exposés à la fumée des autres, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a décrété une Journée mondiale sans tabac. Célébrée le 31 mai de chaque année, celle-ci a pour but d'encourager les fumeurs à lutter contre l'abus du tabac et d'attirer l'attention du public et des responsables sur ses effets nocifs. L'OMS propose chaque

année un thème de réflexion et une ligne d'action : en 1991, l'accent était mis sur le tabagisme dans les lieux publics et les transports en commun. En 1992, il s'agira d'attirer l'attention sur les risques du tabagisme sur le lieu de travail. L'usage du tabac est déjà fermement déconseillé à l'UNESCO, où il est interdit de fumer dans les salles de réunion et les ateliers de travail non ventilés.

Bon temps

Le *Courrier de l'UNESCO* s'est vu décerner, pour son numéro « Regards sur le temps » (avril 1991), le prix Türlér pour les médias. D'un montant de 10 000 francs suisses, ce prix, créé en 1984 par un horloger bijoutier de Zurich (Suisse), distingue tous les ans une publication marquante consacrée au thème du temps. 9 000 exemplaires de la version en langue allemande de ce numéro ont été imprimés en format réduit et en couleurs par la maison Türlér, qui les distribue à ses clients et amis.

Une médaille pour Mozart

L'UNESCO a fait frapper, à la Monnaie de Paris, une

Médaille Mozart célébrant le bicentenaire de la mort du compositeur. Œuvre de l'artiste français Raymond Joly, elle porte un portrait stylisé de Mozart en avers et le temple de l'UNESCO au revers.

Ecriture de femmes

L'UNESCO rend hommage aux femmes latino-américaines en accueillant dans ses murs, du 23 au 25 janvier, le 3^e Symposium international « Ecriture de femmes d'Amérique latine ». A côté de tables rondes consacrées à des sujets tels que « le mythe de la femme et de la mort » ou « la littérature et les droits de l'homme », se dérouleront diverses manifestations, dont une exposition d'artistes latino-américaines et une projection de films présentés au Festival du cinéma de femmes d'Amérique latine à Leipzig (novembre 1991). De nombreuses représentantes du monde des lettres, des arts et de l'édition sont attendues à cet événement exceptionnel, que clôturera une signature de livres dans une librairie parisienne spécialisée.

L'ENJEU DÉMOGRAPHIQUE

Bibliographie

Nations Unies :

- *World Population at the Turn of the Century*, New York 1989
- *World Population Prospects*, 1990, New York 1991.
- *World Population Monitoring*, 1991, New York (sous presse).
- *Etat de la population mondiale*, 1991, Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, New York 1991.
- *Comment relever le défi que nous lançent la population et l'environnement*, Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, New York 1991.
- *La situation des enfants dans le monde*, 1991, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 1990.
- *Rapport mondial sur le développement humain*, 1990, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), New York 1990.

Banque mondiale :

- *World population projections, short and long term estimates*, 1989 - 1990 Edition, Banque Mondiale, John Hopkins University Press, Baltimore, 1990.

Divers :

- J. Vallin, *La population mondiale*, La Découverte, Paris 1986
- J.-C. Chesnais, *La population du monde, de l'Antiquité à 2025*, coll. Le monde à la carte, Bordas, Paris 1991.

P É T R A

LA cité antique de Pétra est située au Sud-Ouest de la Jordanie, dans une région semi-aride dominant, à l'Ouest, le désert de la dépression d'Araba par un abrupt de plus de 1000 m. Dans ce massif, véritable forteresse naturelle, naquit jadis une ville étrange, la capitale d'un royaume qui osa résister à Rome.

Aujourd'hui, Pétra est un des plus beaux sites historiques du Moyen-Orient. C'est aussi et surtout un témoignage, unique à une telle échelle, de l'architecture troglodytique, on serait même tenté de dire de l'urbanisme rupestre. Sur 45 km², se succèdent plus de 500 grands monuments taillés il y a deux millénaires dans les rochers par de surprenants architectes-sculpteurs bédouins.

La route serpente sur un haut plateau aride, dans un désert rocailleux et gris. On a peine à croire que jadis, dans l'Antiquité, s'étendait là une forêt de chênes. Puis la route descend et s'enfonce dans un vallon. Tout à coup, au détour du chemin, apparaît en contrebas le site grandiose de Pétra, un chaos rocheux qui lui a valu son nom, *petra* signifiant « roche » en grec.

En descendant du plateau, on s'enfonce dans un paysage lunaire de grès blancs et jaunâtres, taillés en milliers de dômes, « pains de sucre » ou « dos de baleine », un véritable champ de bosses dont la lumière rasante de l'aube dessine les contours. Déjà l'on peut voir quelques-uns des premiers monuments rupestres de la cité antique, comme le Tombeau aux obélisques. Puis aux rochers de grès blanc succèdent des versants abrupts de grès rouge, qui donnent au massif de Pétra sa teinte dominante.

On pénètre dans le massif par le *Siq*, un défilé de près de trois kilomètres de long, d'à peine trois mètres de large par endroits et profond d'une centaine de mètres. Cette gorge étroite, succession de lignes droites et de brusques détours, débouche progressivement sur une vaste dépression cernée de montagnes tabulaires aux versants parfaitement verticaux, où s'encastrent des monuments grandioses.

La vision est éblouissante : L'érosion a

Ci-contre, l'arrivée à Pétra par l'étroite gorge du *Siq*.

Page de droite, la façade de grès blanc du Tombeau aux obélisques, à l'entrée du site.

la rose des sables

par Jacěk Rewerski



sculpté ici, dans une pierre polychrome à dominante rouge où alternent par endroits le noir, le blanc et le jaune, une véritable œuvre d'art naturelle, un paysage ruiniforme de gorges et de falaises, creusé de tafonis et de canelures, dans lequel la main de l'homme a ciselé des formes somptueuses.

De Moïse aux Nabatéens

Tout à Pétra parle d'histoire. Avant même de pénétrer dans le massif, on traverse le village de Wadi Mousa (la vallée de Moïse), à l'entrée duquel, sous un dôme blanc, coule une source — celle-là même que le patriarche biblique aurait fait jaillir d'un rocher lors de sa traversée du désert.

Toujours selon la tradition locale, Aaron, le frère de Moïse, serait enterré sur le *Djebel Hoaroun* (Mont d'Aaron), où une petite mosquée blanche abriterait sa tombe. Pleine de charme et de simplicité rustique, celle-ci est un lieu de pèlerinage annuel.

D'autres légendes entourent le *Khazna Firaoun* (Trésor du pharaon), un surprenant monument rupestre à la sortie du *Siq*, dont le fronton est coiffé d'une urne sur laquelle les Bédouins avaient coutume de décharger leur fusil, pour en faire jaillir l'or des pharaons. La façade entière porte les stigmates de cette chasse au trésor.

Mais qui furent les sculpteurs et les architectes de Pétra ? Vers le 4^e siècle avant Jésus-Christ, apparaît au Proche-Orient la tribu des Nabatéens, probablement originaires du sud de l'Arabie. Strabon et Diodore de Sicile, deux historiens contemporains d'Auguste, nous apprennent que les Nabatéens étaient une dizaine de milliers de bédouins nomades, qui faisaient le commerce entre l'Arabie et la Méditerranée. Ces caravaniers « soucieux de préserver leur liberté... appelant le désert leur patrie... », et qui « ne sèment pas de blé... ne construisent pas de maisons » (*Jérémie, 35*), ont pourtant édifié un empire et sa capitale, Pétra. Diodore de Sicile dira d'eux : « Ils surpassent en richesse les autres Arabes, bien qu'ils ne soient que dix mille. »

Pétra bénéficiait d'un emplacement garantissant sa sécurité, pourvu d'une source d'eau (*Aïn Mousa*), facteur primordial dans le désert, et permettant de contrôler les grandes voies

du transport caravanier. Elle se situait en effet au carrefour des pistes reliant la Syrie à la mer Rouge et l'Inde au Golfe et à la Méditerranée, par où transitaient l'or, les pierres précieuses, la myrrhe et l'encens, les épices et les aromates, la pourpre phénicienne, le bois et les animaux exotiques.

La romanisation

Au premier siècle avant Jésus-Christ, règne sur Pétra le roi Obodas I^{er}, une des principales figures de la dynastie nabatéenne. Vers 93, il défait dans le Golan Jonathan-Alexandre Jannée, premier roi des Juifs, auquel il prend les pays de Galaad et de Moab. Puis en 85, il tue le roi syrien Antiochus XII dans le Néguev. Ces exploits valent à Obodas la divinisation. Il prend le titre d'*Ilaha*, ce qui veut dire dieu. Le royaume nabatéen est désormais une puissance au Proche-Orient. Sous le règne d'Arétas III (84 - 62 av. J.-C.), il s'étend du nord de l'Arabie au Sinaï et à Damas.

La métamorphose de son peuple est spectaculaire ; de nomade, il est devenu sédentaire, bâtisseur de villes. De nombreux vestiges archéologiques témoignent de l'importance d'une urbanisation, dont Pétra demeure la réalisation la plus spectaculaire. La ville interviendra souvent encore dans l'histoire de la région, avec Cléopâtre, Hérode ou Jean-Baptiste.

En 64, Pompée crée la province romaine de Syrie et, en 106, Trajan ordonne à son gouverneur romain de faire du royaume nabatéen la province romaine d'Arabie ; l'Arabie Pétrée se trouve ainsi annexée à l'empire. Pétra reçoit le titre de métropole et la nouvelle province est gouvernée par un légat de Rome. La romanisation sera progressive.

Peu à peu, le caractère nabatéen s'estompe. La forteresse du désert succombe économiquement face au géant romain. Au troisième siècle, Pétra, que les routes commerciales délaissent désormais, amorce son déclin. Sous Byzance, un évêché y est installé : on transforme un temple rupestre en cathédrale. Pétra devient une métropole administrative byzantine. En 636, à l'issue de la bataille du Yarmouk, la région est prise par les musulmans. Mais n'étant pas sur la route du pèlerinage, Pétra va décliner, puis tomber dans l'oubli.

Une nouvelle naissance

A l'époque des croisades, les armées de Baudouin I^{er} occupent la ville, dont il ne reste alors que des ruines. En 1127, les croisés y construisent trois fortins, dont les vestiges subsistent encore. Mais leur présence est de courte durée.

En 1276, Pétra est mentionnée une dernière fois, à l'occasion d'une campagne du sultan mamelouk Baybars, qui combat les croisés en



Syrie. Par la suite, elle s'enfonce dans l'oubli et n'est plus qu'une légende, au même titre que Troie.

En 1812, un voyageur suisse, Ludwig Burckhardt (1784-1817), qui se rendait à La Mecque sous le nom de Cheikh Ibrahim, entrevit la ville taillée dans le roc. « Je regrette, écrivit-il plus tard, de ne pouvoir donner un rapport complet des antiquités du Sikh, mais... j'étais sans protection au milieu du désert où aucun voyageur n'avait encore passé... Les habitants s'habitueront aux enquêtes des étrangers et alors les antiquités d'Ouadi Moussa seront reconnues comme dignes de figurer parmi les plus curieux restes de l'art antique. »

Burckhardt fut rapidement suivi par d'autres voyageurs : en 1818, les officiers de marine britanniques Irby et Manglesi, en 1828, les Français L. de Laborde et M. A. de Linant de Bellefonds. En 1839, David Roberts exécute de superbes gravures du site. Dès lors, les expéditions scientifiques se succèdent. Pétra renaît

lentement, pour devenir, aujourd'hui, un des hauts lieux touristiques du Moyen-Orient.

Cependant, l'érosion, qui a sculpté le fabuleux paysage de Pétra, commence à endommager fortement certains de ses monuments rupestres. Taillés dans le rocher, ceux-ci sont relativement fragiles ; ils sont vivants, comme la montagne qui les abrite. Les agents érosifs (remontées d'eau par capillarité, efflorescences salines, vents de sable, etc.) sont multiples et ont des effets cumulatifs, ce qui complique toute intervention. Le contrôle des flux touristiques pose aussi problème, l'homme étant, d'une certaine manière, un agent d'érosion supplémentaire.

En Jordanie, le Département du tourisme et des antiquités, l'Université du Yarmouk et le Haut conseil pour la science et la technologie travaillent de concert pour analyser l'évolution du site et déterminer les mesures à prendre afin de le protéger et combattre sa dégradation. Ces études interdisciplinaires,

auxquelles sont associés des spécialistes de divers pays (France, Allemagne, Etats-Unis, Italie), commencent à produire des résultats. La création d'un Parc naturel et archéologique de Pétra est envisagée.

Dès 1969, l'UNESCO a collaboré avec le gouvernement jordanien, ainsi qu'avec des missions française et espagnole, à la réalisation d'un levé photogrammétrique à grande échelle du site. Depuis le 6 décembre 1985, date de l'inscription de Pétra sur la Liste du patrimoine mondial, l'Organisation prête une assistance technique et financière à l'étude et à la restauration de monuments importants, tels que le Tombeau à étages et le *Qasr el-Bint* (le « château de la fille du pharaon »). ■

JACĚK REWERSKI, géographe français, est un spécialiste des problèmes d'érosion et de conservation, ainsi que des habitats troglodytiques. Il a publié notamment *Le monde souterrain de l'Anjou* (La Nouvelle République, Tours 1986) et divers travaux sur l'érosion à Pétra, dont un article paru récemment dans *Les dossiers de l'archéologie* (N° 163, sept 1991).

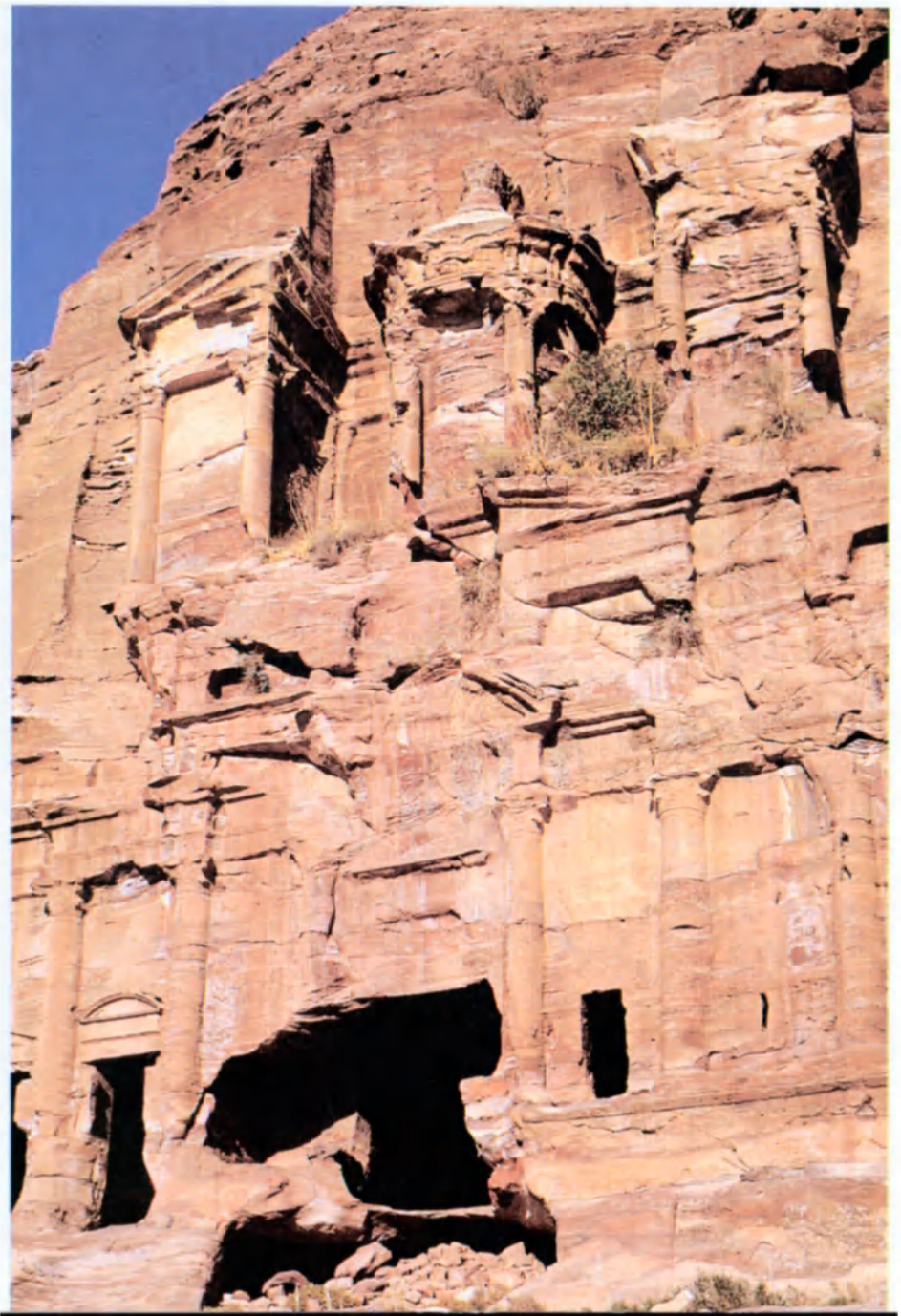
Ci-contre, les ravages de l'érosion sur le Tombeau corinthien.

Préserver Pétra : un projet en cours

L'Université du Yarmouk (Jordanie) s'intéresse depuis plusieurs années aux problèmes d'érosion qui menacent façades et monuments à Pétra. D'importantes études sont menées en collaboration avec des experts de l'Institut de géologie de l'Université technique d'Aix-la-Chapelle en Allemagne, ainsi qu'avec des spécialistes du Centre national de la recherche scientifique, du ministère des Affaires étrangères et de l'EDF en France. Les travaux se poursuivent dans les domaines suivants :

- L'étude des roches sédimentaires de Pétra.
 - L'étude de la tectonique du massif de Pétra.
- En effet, certains monuments, dont le Trésor du pharaon, présentent d'inquiétantes fissures.
- L'analyse en laboratoire de divers produits susceptibles de consolider et d'imperméabiliser la pierre. Cette phase préliminaire doit être suivie d'essais sur le terrain avant la restauration proprement dite des façades des monuments.
 - Des relevés micro-climatiques ont été effectués à l'intérieur du Tombeau à étages au cours de l'année écoulée, les variations thermiques et hygrométriques jouant un grand rôle dans le processus d'érosion. On procède également, à l'extérieur de ce même édifice, à de nouvelles mesures de la vitesse et de la direction du vent, qui aggrave les altérations subies par les monuments. ■

T.S. AKASHEH
Conseil supérieur de la science
et de la technologie (Jordanie)



coups
de cœur

Anton Bruckner. Symphonie n° 7
Orchestre philharmonique de
Silésie, sous la direction de Gérard
Wilgowitz.
CD GLT Editions 802 (distribution
Harmonie).

Cette symphonie qui date de 1884 et n'a jamais été remaniée — phénomène rare chez Bruckner — se présente comme un hommage posthume de l'ermite de Saint-Florian à Richard Wagner. Monument qui peut générer l'ennui par sa lourdeur, sa lenteur et ses sons apparemment laborieux. Le très grand chef d'orchestre allemand Eugen Jochum en fit d'immortelles gravures (cf. l'intégrale des neuf symphonies avec la Philharmonie de Berlin — coffret de 9 CD Deutsche Gramophon 429079-2) qui font figure de modèles. Mais la Philharmonie de Silésie, sous la direction d'un chef encore (hélas !) inconnu, ne démerite en rien, et se distingue à la fois par la souplesse de la pâte orchestrale et les larges envolées d'un lyrisme tout à fait idiomatique. Sans jamais de pathos !

Emmerich Kalman :
Die Zirkusprinzessin —
La Princesse du Cirque.
Berliner Symphoniker Robert Stolz
— Chor der Deutschen Oper Berlin
Margit Schramm, Rudolf Stock,
Guggi Lowinger, Ferry Gruber.
CD Eurodisc 258363 (extraits).

Emmerich Kalman (1892-1953) est un célèbre compositeur hongrois. Il suivit des études de composition aux côtés de Bartok et Kodaly, mais abandonna rapidement la musique dite sérieuse pour celle, dite légère, de l'opérette, rejoignant Lehar et la dynastie des Strauss. Son succès fut considérable, notamment avec « Princesse Czardas » (1915) et « Comtesse Maritza » (1924). En 1938, il émigra aux États-Unis. Sa « Princesse du Cirque » date de 1926. Ces extraits, excellentement rendus par un maître tel que Robert Stolz, possèdent un charme et une suavité exceptionnels. On y sent poindre des éléments de comédie musicale. Les petits maîtres comme Kalman ont un métier formidable.

Elgar.
Symphonie n° 1 — In the South.
London Philharmonic Orchestra,
sous la direction de Leonard Slatkin.
CD RCA Victor RD 60380.

Enigma Variations.
Même orchestre, sous la direction
de Bernard Haitink
CD Philips 432276-2.

Un autre petit maître, Edward Elgar (1867-1934), britannique celui-là, possède également un charme et un savoir-faire irrésistibles. Mais Elgar chasse sur les terres des « grands » et parfois y tient sa place. Un rien de bavardage wagnérien dans « In the South », une pièce de jeunesse pourtant inspirée par l'Italie ; un peu de lourdeur dans la Première symphonie au très bel adagio. Infiniment plus de subtilité dans les « Enigma Variations ».

Claude Glayman
journaliste et critique musical

■ JAZZ

Roy Hargrove. Public Eye
Hargrove (trompette), Antonio Hart
(sax alto), Stephen Scott (p),
Christian McBride (basse), Billy
Higgins (batterie).
CD BMG Novus PD83113

Les génies du jazz se font de plus en plus jeunes. A l'âge de 21 ans, Hargrove, qui en est déjà à son deuxième enregistrement, reprend brillamment le flambeau de Clifford Brown. Ce disque, dédié à ses parents et à Dieu, offre une musique dense et dansante — une des musiques les plus fortes du jazz actuel. Aucune note n'est gratuite. Hargrove propose plusieurs de ses compositions — toutes intéressantes — dont le joyeux « Lada » aux consonances latines. Sa sonorité, à la fois incisive et veloutée, rappelle parfois Kenny Dorham ou Lee Morgan, qui semblent être les principaux inspirateurs des nouveaux trompettistes d'aujourd'hui. Hart, Scott et McBride, de la même génération que Hargrove, font preuve d'une maturité musicale hors du commun. Et l'incomparable Billy Higgins, ancien complice de Sonny Rollins, de Thelonious Monk et d'Ornette Coleman, est toujours l'un des batteurs les plus précis, les plus joyeux et les plus swingants. Du nectar pour les oreilles !

Niels Lan Doky. Friendship
Lan Doky (p), Bill Evans/Randy
Brecker/John Abercrombie/Rick
Margitza/Christian Minh Doky/Adam
Nussbaum, etc
CD Milestone Carrere 9031-73592-2

Lan Doky, né de mère danoise et de père vietnamien, s'est récemment affirmé sur la scène européenne et américaine du jazz. Ancien élève de la Berklee School de Boston, il a joué, à New York, avec Woody Shaw, Joe Henderson et d'autres musiciens du même calibre. Il s'entoure ici de brillants techniciens newyorkais sur certaines plages gravées aux États-Unis, et d'une équipe danoise sur les autres, gravées à Copenhague. Le jeu de Lan Doky, séduisant, éthéré, d'une beauté parfois un peu froide, reflète une des tendances du jazz contemporain vers une certaine perfection technique. Doky s'exprime avec bonheur en solo, dans les longs interludes qu'il affectionne.

Latin Jazz
CD CBS 467139 2.

Sympathique compilation de thèmes de jazz à caractère « latin ». Il ne s'agit pas ici du Latin jazz tel que le jouent les musiciens latino-américains, mais de standards latins interprétés par des jazzmen américains : « Cubano Chant » par Art Blakey, « Un Poco Loco » par Bobby Hutcherson, « The Peanut Vendor » par Duke Ellington, « Besame Mucho » par Dave Pike, « Corcovado » par Miles Davis, etc. Nous y découvrons un aspect riant du jazz, plus dionysiaque que le jazz nord-américain, coloré par le pathos du blues. Mais ces musiciens américains, si

formidables soient-ils, interprètent les rythmes latins avec une pointe d'accent étranger. Les quelques notes d'Ellington sur « The Peanut Vendor », par exemple, si judicieusement placées soient-elles, trahissent le fait que le pianiste n'est pas cubain, parce que son phrasé ne respecte pas celui — idiomatique — que les cubains nomment « clave ». De même, les plages brésiliennes diffèrent rythmiquement de l'interprétation plus syncopée qu'en donneraient des musiciens de Rio ou de Bahia. Mais ce compact d'anthologie mérite l'acquisition

■ MUSIQUE FOLKLORIQUE

Federazione cori del Trentino.
Armonie di un popolo. Viaggio
nella storia e nelle culture del
canto popolare trentino.
CD Ginger GDRX 0123

Plusieurs chœurs de la belle région montagneuse de Trente, au nord de l'Italie, sont ici réunis. Ils y interprètent des ritournelles amoureuses, « La bela bruneta », des berceuses, « Dormi dormi » ou des airs anecdotiques, « Quand me son sposà » en patois local. Les textes des chansons, donnés dans leur intégralité dans les notes du compact, permettent d'apprécier la saveur et la poésie de la langue. Les polyphonies, extrêmement variées, sont d'une grande richesse et d'une grande sophistication. Une facette moins connue, mais tout aussi intéressante que le folklore sarde ou napolitain, de la musique populaire italienne

Festival de Mariachi
CD Th Rodven 2789

A l'origine, le mot « mariachi » viendrait, dit-on, du mot français « mariage ». Quoi qu'il en soit, la musique des mariachi, la tequila aidant, demeure toujours festive. Se distingue, surtout dans ce compact rassemblant les voix de Beatriz Adriana, Alberto Vásquez, Manolo Muñoz et des Mariachi Vargas de Tecalitlan celle, superbe, de Lola Beltrán, vedette incontestée de la musique mexicaine, dans une poignante interprétation de « El Rey »

■ MUSIQUE POPULAIRE

Retrospective 80/90
CD VeraBra 2040 2

La firme allemande VeraBra se spécialise dans les mélanges musicaux. Cette compilation offre des plages pour tous les goûts : les Lounge Lizards, de la musique brésilienne avec Xame et Hermeto Pascoal, lui-même multi-instrumentiste et touche-à-tout de génie, du flamenco newyorkais avec Gerardo Nuñez, de la pop israélienne avec Shlomo Bat-Ain, japonaise avec Toshiyuki Honda ou italienne avec Marco Cerletti. Bref, un tour d'horizon instantané de la World Music de ces deux dernières années

Isabelle Leymarie
Ethnomusicologue et journaliste

■ MUSIQUE CLASSIQUE

Menuhin Edition.
Coffret 5 CD EMI Classics.
CDM 763985/6/7/8/9-2

Le monde, et pas seulement celui des mélomanes, vient de célébrer les 75 ans du célèbre violoniste Yehudi Menuhin. Et si les très grands enregistrements du violoniste — le chef d'orchestre est d'une autre nature — datent des années 30, les années 50 et 60 n'ont pas été non plus dépourvues de belles gravures, dont certaines, parmi les plus passionnantes, sont regroupées dans ce coffret. La luminosité et le chant sont incomparables dans le « Concerto pour violon » de Berg, avec Boulez à la tête de l'Orchestre symphonique de la BBC, ainsi que dans les pièces de Sibelius et — deux raretés — d'Ernest Bloch et Carl Nielsen. La musique de chambre n'est pas non plus oubliée, comme en témoigne la « Fantaisie » de Schubert (avec Louis Kentner au piano) ou le « Trio pour cor op. 40 » de Brahms (avec Hephzibah Menuhin et Alan Civil au piano et au cor). Et que dire des Bartok : incomparable Yehudi Menuhin !

LE COURRIER DES LECTEURS



CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

■ Indignation

Très ancienne abonnée (30 ans) au *Courrier de l'UNESCO*, je veux vous faire part de mon étonnement et même de mon indignation de ne trouver dans votre numéro sur les *Enfances en péril* (octobre 1991) aucune allusion au fléau que représentent les mutilations génitales féminines, toujours si nombreuses (80 à 100 millions de femmes, 20 000 environ en France...), avec leur cortège de souffrances, de complications et de décès. Imposées à des fillettes sans défense, par la persuasion ou la violence, elles sont contraires à l'article 34 de la Convention relative aux droits de l'enfant, de même que le « mariage précoce » encore si répandu. Le respect des cultures ne permet en aucune façon de cautionner pareilles coutumes, quoi qu'en disent certains ethnologues...

Je sais que l'ONU a organisé un colloque à ce sujet en avril dernier à Ouagadougou et que l'UNESCO s'est engagée à coopérer à l'effort d'information et d'éducation indispensable. Quel dommage que d'avoir laissé passer une si belle occasion d'informer !

Dr R. Boutet de Monvel
Issy-les-Moulineaux (France)

■ L'enfance malheureuse

Votre numéro sur les *Enfances en péril*, que j'ai dévoré en une nuit, est l'une de vos plus belles réussites de l'année. Il est rare que les médias abordent des sujets d'une telle importance et peu de gens cherchent vraiment à combattre les dangers qui guettent la jeunesse. Jusqu'à 18 ans, les jeunes sont encore malléables et on doit les protéger et les guider si l'on veut qu'ils aient une chance quelconque de mener une vie décente. Beaucoup d'enfants issus de foyers instables, violents et défavorisés, n'entrent pas dans une bande et n'expriment pas ouvertement leur révolte. Ils ont plutôt tendance à se replier sur eux-mêmes et à s'isoler, si bien que leur perception du monde et leur capacité à s'y intégrer s'en ressentent. Rien de plus triste que de voir au cinéma, à la télévision ou dans les journaux, des familles « parfaites » quand on vient, comme moi, d'un milieu où les enfants sont malmenés, exposés à toutes sortes d'abus. A ceux qui sont contraints de vivre dans un tel environnement, je dirai qu'on n'a guère de meilleur ami que soi-même, qu'il faut avoir confiance en soi et demander de l'aide si on en a besoin. Ce ne sont ni les fringues, ni l'argent facile, ni les combines qui permettent de trouver son chemin dans la vie.

Angelique R. Mahal
New York (États-Unis)

■ Sauver Dubrovnik

Je profite de mon réabonnement au *Courrier* pour demander à l'UNESCO de condamner les attaques dont est victime la ville de Dubrovnik inscrite sur la Liste du patrimoine mondial. Cette merveilleuse cité que j'ai eu le bonheur de visiter l'an dernier est gravement menacée et l'UNESCO n'a, à ma connaissance, rien fait pour empêcher sa destruction.

L'honneur et la crédibilité de l'Organisation sont en jeu. Il faut agir vite !

Jean-Louis Watiez
Bourgoin (France)

Le 24 octobre 1991, le Directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, et M. Javier Perez de Cuellar, Secrétaire général de l'ONU, ont fait à Paris une déclaration conjointe sur la situation en Yougoslavie, lançant un appel solennel à toutes les parties concernées pour qu'elles mettent fin au tragique conflit qui les oppose, et entament des négociations en vue d'un règlement pacifique de leurs différends.

Saisis par les informations faisant état des dommages résultant de bombardements que la vieille ville de Dubrovnik aurait subis, ils ont également appelé toutes les parties à respecter les principes énoncés par la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signée à La Haye le 14 mai 1954, et par la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel du 16 novembre 1972.

Après avoir rappelé que Dubrovnik est inscrite sur la Liste du patrimoine mondial, ils se sont déclarés certains que toutes les parties en présence honoreront, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir, l'engagement pris par la Yougoslavie au moment où elle a ratifié ces instruments.

Le 6 novembre, devant la Conférence générale de l'UNESCO, M. Federico Mayor a évoqué la situation en Yougoslavie et fait part des résultats de la mission du représentant personnel qu'il venait d'envoyer sur place. Il a notamment précisé que le gouvernement fédéral et le gouvernement croate avaient confirmé leur accord pour que l'UNESCO intervienne dans le cadre de son mandat, et que l'état-major de l'armée fédérale avait renouvelé expressément son engagement de ne pas porter atteinte au cœur de la ville de Dubrovnik. Il a enfin annoncé son intention d'installer à Dubrovnik un observateur permanent de l'UNESCO qui aura pour tâche de faire un inventaire des biens effectivement endommagés et de préparer des plans d'action en faveur des monuments et bâtiments qui auraient été touchés.

■ Le beau et le laid dans l'art

J'ai lu avec beaucoup d'étonnement des remarques publiées dans cette rubrique sous le titre « Haro sur Hartung » (février 1991).

L'objectivité en matière de culture artistique, c'est aussi le respect des choix d'autrui. Aussi n'est-il pas dans mes intentions d'élever une polémique à propos du jugement émis sur une œuvre d'art, si singulièrement tranché soit-il, ni de m'ériger en défenseur d'un artiste ou d'une œuvre. Mais il est des déclarations qui ne peuvent rester sans réponse...

Il est tout à fait normal d'estimer qu'une œuvre n'est peut-être pas des plus représentatives d'un genre ou d'une époque, ou qu'elle n'a pas sa place dans le développement d'une thèse.

Mais on peut s'interroger sur les termes employés qui rappellent les vieux concepts manichéens du beau et du laid dont l'art moderne, dans son pluralisme, s'est depuis longtemps affranchi.

En raison de quel système normatif peut-on encore opposer le profil « superbe » de Nefertiti au tableau « bête » de Hartung ?

Au nom de quel critère du goût, des couleurs de « poisson décomposé » seraient-elles moins belles que d'autres ?

En vertu de quelle éthique décide-t-on qu'une peinture « fait honte à l'humanité » ?

Voici des propos dont l'arbitraire a de quoi surprendre. Que cette toile reflète le chaos et la violence de notre temps, c'est tout à fait possible. C'est d'ailleurs le cas d'une infinité d'œuvres contemporaines. nul n'échappe à son époque. Grunewald, Bruegel, les romantiques, n'ont-ils pas exprimé le mal de leur siècle ? Que seraient les expressionnistes sans l'angoisse, les surréalistes sans l'absurde, l'art médiéval sans ses inquiétudes métaphysiques ? Doit-on pour autant parler à leur propos de « matraquage » ? (...)

Le mérite de notre époque, c'est d'avoir fait de l'art le lieu d'une remise en cause permanente, un objet de réflexion de l'homme sur lui-même, sur sa condition, sur le sens même de sa destinée.

Le concept de beauté qui, dans le passé, liait toute création plastique à un système de valeurs préétabli — ou imposé — n'est donc plus la raison majeure de l'art moderne, qui lui préfère des « variables » en constante évolution.

En rejetant tout a priori catégoriel, la voie s'est ouverte à une lecture bien plus enrichissante de l'œuvre, à des explorations plus larges du domaine artistique, ce qui n'exclut nullement ni la rigueur de l'étude, ni la joie de créer, de voir, ou de découvrir.

Il est certain que notre siècle, qui fut celui des grandes remises en cause, n'a pas retrouvé son équilibre esthétique. C'est peut-être dans ce chaos que le millénaire à venir trouvera ses définitions.

Mais, en attendant, le développement fantastique du phénomène artistique dont nous sommes les témoins ne nous permet plus d'ignorer l'importance que l'art a pris dans notre vie et le sens nouveau qui résulte de ses implications : celui d'un outil d'expression et de culture toujours neuf qui, sans renier les valeurs du passé, ne doit pas se condamner à en subir le poids.

Henry Christiaen
Grenoble (France)

■ Reliefs

Dans votre numéro de juillet 1991 (« Mozart et les Lumières, l'énigme du génie »), l'œuvre présentée à la page 15 comme un « bas-relief » est en fait un « haut-relief », c'est-à-dire une « sculpture où les figures se détachent presque du fond », selon la définition qu'en donne le Larousse de poche.

Delphine Jambon
St-Bonnet-des-Bruyères (France)

Couverture, page 3 à droite :
© Gaüzère/Courrier de l'UNESCO.

Couverture de dos, pages 40-41 :
Faouzia Niazi-Lane © Courrier de l'UNESCO.

Page 2 : © Nicolas Arcilla-Borraz,
Paris.

Page 3 à gauche : Ulf Andersen
© Gamma, Paris.

Page 4 en haut : © Günter R.
Reitz, Hanovre.

Page 4 en bas : © J.F. Turenne.
Page 5 : UNESCO

Page 6 en haut : UNESCO —
Alexis N. Vorontzoff.

Pages 6 en bas, 7 en haut à
droite : UNESCO — Dominique
Rogier.

Page 7 en haut à gauche :
UNESCO.

Page 7 en bas : UNESCO — Fonds
International pour la promotion de
la culture.

Page 8 : Martine Peccoux
© Gamma, Paris.

Page 11 : Mireille Vautier © ANA,
Paris.

Page 13 : D.R.

Pages 14-15, 24, 33 : © Claude
Sauvageot, Paris.

Page 16 en bas : Camel Graphics —
FNUAP.

Page 18 : tirées de *Population*
Reports J-38, Population Information
Program, Johns Hopkins University,
Baltimore.

Page 19 : D. Hinrichsen, Londres.
Page 20 : D. Gras/Secours catholique
© iph, Paris.

Page 21 : Lily Solmssen —
FNUAP.

Page 22 : David Kinley — PNUD.

Page 23 : Jean Guy Jules © ANA,
Paris.

Page 25 : © Roger Viollet, Paris.

Page 27 : FNUAP.

Page 29 : © VLOO, Paris.

Page 30 : Rémi Berli © Rapho,
Paris.

Page 31 : M. Setboun © Rapho,
Paris.

Page 32 : J. Rebolu © iph, Paris.

Pages 34, 35 : images de synthèse
de Melvin L. Prueitt, tirées de
Population Images © Robert Fox —
INUAP.

Page 37 : © Marc and Evelyne
Bernheim © Rapho, Paris.

Page 38 : M. Renaudeau © Hoa-
Qui, Paris.

Page 39 : Gerster © Rapho, Paris.

Page 42 : © Charles Carrié, Paris.

Page 43 : Shelley Rotner/ONU.

Page 44 : © Luc Pérénom, Paris.

Pages 46, 47, 48 : © J. Rewerski,
Angers.

RÉDACTION AU SIÈGE

Secrétaire de rédaction : Gillian Whitcomb

Français : Alain Lévêque, Neda El Khazen

Anglais : Roy Malkin

Espagnol : Miguel Labarca, Araceli Ortiz de Urbina

Études et recherches : Fernando Ainsa

Unité artistique, fabrication :

Georges Servat (47.25)

Illustration : Ariane Bailey (46.90)

Documentation : Violette Ringelstein (46.85)

Relations éditions hors Siège et presse :

Solange Belin (46.87)

Secrétariat de direction :

Annie Brachet (47.15), Mouna Chatta

Assistant administratif : Prithi Perera

Éditions en braille (français, anglais, espagnol et

coréen) : Marie-Dominique Bourgeois (46.92)

ÉDITIONS HORS SIÈGE

Russe : Alexandre Melnikov (Moscou)

Allemand : Werner Merkl (Berne)

Arabe : El-Said Mahmoud El Sheniti (Le Caire)

Italien : Mario Guidotti (Rome)

Hindi : Ganga Prasad Vimal (Delhi)

Tamoul : M. Mohammed Mustafa (Madras)

Persan : H. Sadough Vanini (Téhéran)

Néerlandais : Paul Morren (Anvers)

Portugais : Benedicto Silva (Rio de Janeiro)

Turc : Mefra Ilgazer (Istanbul)

Ourdou : Wali Mohammad Zaki (Islamabad)

Catalan : Joan Carreras i Martí (Barcelone)

Malais : Azizah Hamzah (Kuala Lumpur)

Coréen : Yi Tong-ok (Séoul)

Kiswahili : Leonard J. Shuma (Dar-es-Salaam)

Croato-serbe, Macédonien, Serbo-croate,

Slovène : Blazo Krstajic (Belgrade)

Chinois : Shen Guofen (Beijing)

Bulgare : Goran Gotev (Sofia)

Grec : Nicolas Papageorgiou (Athènes)

Cinghalais : S.J. Sumanasekera Banda (Colombo)

Finois : Marjatta Oksanen (Helsinki)

Suédois : Manni Kössler (Stockholm)

Basque : Gurutz Larrañaga (San Sebastian)

Vietnamien : Do Phuong (Hanoi)

Pachto : Ghoti Khawer (Kaboul)

Haoussa : Habib Alhassan (Sokoto)

Bangla : Abdullah A. M. Sharafuddin (Dacca)

Ukrainien : Victor Steimakh (Kiev)

Tchèque et Slovaque : Milan Syruček (Prague)

Galicienne : Xavier Senín Fernández

(Saint-Jacques-de-Compostelle)

VENTES ET PROMOTION

Assistante : Marie-Noëlle Branet (45.89)

Abonnements : Marie-Thérèse Hardy (45.65), Jocelyne

Despouy, Alpha Diakité, Jacqueline Louise-Julie,

Manichan Ngoneko, Michel Ravassard, Michelle

Robillard, Mohamed Salah El Din, Sylvie Van Rijsewijk,

Ricardo Zamora-Perez

Liaison agents et abonnés : Ginette Motreff (45.64),

Comptabilité : (45.65)

Courrier : Martial Amegee (47.50)

Magasin : Hector Garcia Sandoval (47.50)

ABONNEMENTS. Tél. : 45.88.45.65

1 an : 211 francs français. 2 ans : 396 francs.

Pour les pays en développement :

1 an : 132 francs français. 2 ans : 211 francs.

Reproduction sous forme de microfiches (1 an) :

113 francs.

Reliure pour une année : 72 francs

Paiement par chèque bancaire, CCP ou mandat à

l'ordre de l'UNESCO.

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduits du Courrier de l'UNESCO », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le Courrier de l'UNESCO expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'UNESCO ou de la Rédaction. Les titres des articles et les légendes des photos sont de la Rédaction. Enfin, les frontières qui figurent sur les cartes que nous publions n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'UNESCO ou les Nations Unies.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DEPOT LEGAL : C1 JANVIER 1992

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 - DIFFUSÉ PAR LES N.M.P.P.

Photocomposition : Le Courrier de l'UNESCO

Photogravure-impression : Maury-Imprimeur S.A.

Z.I. route d'Etampes, 45330 Maiesherbès.

Notre prochain numéro
(février 1992)
aura pour thème :

APARTHEID

chronique d'une fin annoncée

Il sera précédé d'un entretien avec
le grand historien africain

Joseph Ki-Zerbo

Nous avons le plaisir de vous annoncer
la parution de la 36^e édition, en langue
galicienne, du **Courrier de l'UNESCO**



